

*Présenté par  
**Jean-Paul Huchon**  
Président du conseil régional  
d'Île-de-France*

**ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA  
POLITIQUE REGIONALE DE  
« SOUTIEN EN FAVEUR DE LA PARTICIPATION CITOYENNE ET  
DEMOCRATIQUE EN ILE-DE-FRANCE »**

**CINQUIEME AFFECTATION 2014**



Chapitre budgétaire : 930 « Services généraux »  
Code fonctionnel : 021 « Conseil régional »  
Programme : HP 021-005 « Démocratie de participation »  
Action 10200503 « Aides régionales »

*Sommaire*

<b>EXPOSE DES MOTIFS</b> .....	<b>4</b>
<b>PROJET DE DELIBERATION</b> .....	<b>5</b>
<b>ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS ET PROGRAMMES BENEFICIANT D'UN SOUTIEN REGIONAL</b> .....	<b>8</b>
<b>ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS</b> .....	<b>19</b>
<b>ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS AVENANTS</b> .....	<b>121</b>

## EXPOSE DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet d'attribuer, 33 subventions et de proposer l'affectation d'un montant de **608 900€** en autorisations d'engagement, prélevées sur le chapitre 930 « Services généraux », Code fonctionnel : 021 « Conseil régional », Programme : HP 021-005 « Démocratie de participation », action : 10200503 « Aides régionales » du budget 2014.

Ces opérations concernent des projets annuels, programme pluriannuels, et des avenants, qui relèvent de la politique régionale de « Soutien à la participation citoyenne et démocratique en Ile de France » votée par délibération CR N°01-11 du 8 avril 2011 [Délibération /RAPPORT CR01-11DEL.pdf](#)

Ces opérations vous sont présentées dans les fiches projet annexées à la délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du conseil régional  
d'Ile-de-France



JEAN-PAUL HUCHON

## PROJET DE DELIBERATION

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE  
« SOUTIEN EN FAVEUR DE LA PARTICIPATION CITOYENNE ET DEMOCRATIQUE EN ILE-DE-FRANCE »

### CINQUIEME AFFECTATION 2014

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- VU Le Code général des collectivités territoriales ;
- VU La délibération n°CR 10-10 du 16 avril 2010, relative aux délégations d'attributions du conseil Régional à sa commission permanente
- VU La délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010, relative au règlement budgétaire et financier
- VU La délibération n°CR 43-04 du 18 novembre 2004 relative à la démocratie de participation en Ile-de-France ;
- VU La délibération n°CR 01-11 du 08 avril 2011 relative au soutien en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France
- VU La délibération n° CR 14-46 du 19 juin 2014 relatif à la modernisation de l'action publique régionale et l'allègement des procédures de versements de subventions
- VU La délibération n° CP 07-797 du 13 septembre 2007 adoptant un avenant-type à la convention relative au soutien régional aux projets en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France
- VU La délibération n°CP 14-340 du 18 juin 2014 relative à l'adoption d'une nouvelle convention type;
- VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2014 ;
- VU Le présent rapport CP 14-734 présenté par monsieur le Président du Conseil régional d'Ile-de-France ;
- VU L'avis de la Commission de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative ;
- VU L'avis de la Commission des Finances, de la contractualisation et de l'Administration Générale ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

#### **Article n°1 :**

Décide de participer au titre du dispositif « soutien en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France », au financement des projets détaillés en annexe 1, 2 et 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **608 900€**

Subordonne le versement des subventions dont les projets sont détaillés en annexe 2 à la signature de conventions, conformes à la convention type adoptée par la délibération n°CP 14-340 du 18 juin 2014 telle que modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 46-14 du 19 juin 2014 et autorise le président du Conseil régional à la signer

Subordonne le versement des subventions dont les projets sont détaillés en annexe 3 à la signature d'avenants conformes à l'avenant type adopté par délibération n° CP 07-797 du 13 septembre 2007 revu selon les modalités de la délibération n° CR 14-46 du 19 juin 2014 et autorise le président du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **608 900€** en disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux » sous fonction 021 « Conseil régional » programme HP 021-005 (102005) « Démocratie de participation » action 10200503 « Aides régionales » du budget 2014, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

**Article n°2 :**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier - Dossier Code	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	
14013815	CHOMEURS & PRECAIRES FRANCILIENS, FAITES-VOUS ENTENDRE!/ANNUEL	APNEE ALTERNATIVES POUR NOUV ECONOMIE EMPLOI	01/09/2014
14015719	CAPACITATION CITOYENE EN IDF/ANNEE 3 (PROGRAMME TRIENNAL)	ARPEUTEURS	01/04/2014
14015775	MIGR"ACTEURS ET MIGR"ARTISTES/ANNEE 2 (PROGRAMME TRIENNAL))	ASSFAM ASS SERVICE SOCIAL FAMILIAL MIGRANTS	01/05/2014
14013830	UN CLIMAT DE TRANSITION? ENGAGEMENT CITOYEN ET DEBAT PUBLIC DE LA COP21/ANNEE 1 (PROGRAMME BIENNAL)	ASSOCIATION ATTAC	01/09/2014
14014030	DU QUARTIER A LA METROPOLE, CO-PRODUITE UN CADRE POUR L'ACTION LOCALE DANS LE GRAND PARIS/ANNEE 1 (PROGRAMME BIENNAL)	ASSOCIATION METROPOP	01/12/2014
14018051	TRANSMISSION ET IMPLICATION CITOYENNE/ ANNEE 2 (PROGRAMME BIENNAL)	ATELLANES	01/04/2014
14018033	L'UNIVERSITE POPULAIRE AUDIOVISUELLE AU DELA DES FRONTIERES : CORRESPONDANCES VIDEO/ANNEE 3 (PROGRAMME TRIENNAL)	CANAL MARCHES	01/09/2014
14013817	DU DOCUMENTAIRE A LA CREATION DE SUPPORTS MULTIMEDIA/ANNUEL	CEDIDELP - CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT, LES LIBERTES ET LA PAIX	01/11/2014
14013865	UNIVERSITE POPULAIRE DU CENTRE MEDEM UP MEDEM-PARTAGE DES MEMOIRES, PARTAGE DES SAVOIRS, PARTAGE DES CULTURES/ANNEE 1 (PROGRAMME BIENNAL)	CENTRE CULTUREL VLADIMIR - MEDEM	01/10/2014
14013822	"QUAND LE RACISME ORDINAIRE S'IMMISCE DANS LE QUOTIDIEN, MINE DE RIEN" COMMENT LUTTER POUR UN MEILLEUR VIVRE ENSEMBLE?/ANNUEL	CIE THEATRE DES TURBULENCES	01/09/2014
14015696	LE PARCOURS EDUCATIF ENGAGEMENT/ANNEE 2 (PROGRAMME TRIENNAL)	E-GRAINE	01/05/2014
14013821	JEUNES CITOYENS, EXPRIMONS-NOUS!/ANNUEL	EVEIL ASSOCIATION	01/09/2014
14013826	QUELLE IMPLICATION DANS NOS QUARTIERS POUR UNE INTERPELLATION DES INSTITUTIONS/ANNUEL	FEMMES DES FRANCS MOISINS	01/09/2014
14014027	SOUTENIR ET ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DU POUVOIR D'AGIR DES HABITANTS PAR LA CREATION D'UN CENTRE DE RESSOURCES EN LIGNE/ANNEE 1(PROGRAMME BIENNAL)	FONDA	01/09/2014
14014038	FORMATION ACTEURS-HABITANTS/ANNUEL	IFMO INST FORM MAITR OUV	01/10/2014
14013973	UNIVERSITE POPULAIRE/ANNUEL	IREL P INST RECHERCHES ETUDES LIBRE PENSEE	01/09/2014
14013827	PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT A L'EXPRESSION ET A LA CITOYENNETE DES JEUNES EN ILE-DE-FRANCE/ANNUEL	JETS D'ENCRE	01/09/2014
14013828	LES QUATRE SAISONS/ANNUEL	KOKOYA INTERNATIONAL	01/10/2014

14014040	RADIO EMPLOI 2.0/ANNEE 1 (PROGRAMME BIENNAL)	MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)	01/01/2015
14013823	RENCONTRES FEMMES DU MONDE EN SEINE-SAINT-DENIS/ANNUEL	MFPF 93 - MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL SEINE-SAINT-DENIS	01/09/2014
14013825	L'ESSENCE DU TRAVAIL/ANNUEL	NAJE NOUS N'ABANDONNERONS JAMAIS L'ESPOIR	01/10/2014
14014023	N-V DAY 2015/ANNUEL	NON-VIOLENCE XXI	01/09/2014
14015741	USINES-FOYERS-CITES/ANNEE 3(PROGRAMME TRIENNAL)	PERIPHERIE - CENTRE REGIONAL DE CREATION CINEMATOGRAPHIQUE	01/05/2014
14013873	LES RDV EN LIVE/ ON LINE DES PORTEURS DE PROJET/ANNUEL	PERMIS DE VIVRE LA VILLE	01/09/2014
14013877	LES DEBATEURS AU COLLEGE/ANNUEL	POINT ECOUTE CHAMPIGNY	01/11/2014
14014031	LA PASSERELLE CITOYENNE/ANNUEL	RUNGIS BRILLAT PEUPLIERS ARBP	01/01/2015
14013889	FAC INITIATIVES: DEVELOPPER LES OUTILS D'EXPERTISE ET DE PRISE DE PAROLE DES ORGANISATIONS DE JEUNES DANS UNE DEMARCHE D'ENCAPACITATION/ANNEE 1 (PROGRAMME TRIENNAL)	SOLIDARITE ETUDIANTE	01/09/2014
14013839	ENCOURAGER L'EXPRESSION CITOYENNE DES JEUNES GRACE A L'APPROPRIATION ET LA CREATION DE MEDIAS LYCEENS/ANNEE 1(PROGRAMME TRIENNAL)	SOS INSERTION ET ALTERNATIVES	01/09/2014
14016982	PROTEGEONS NOTRE SANTE, BIEN COMMUN /ACTIVER LA VIGILANCE CITOYENNE POUR LA SANTE PUBLIQUE/ANNE 2(PROGRAMME BIENAL)	STAR ASS SCIENCE TECHNO ART RECHERCHE	01/11/2014
14013861	AU-DELA DU PERIPH' : L'AUTRE HISTOIRE DU GRAND PARIS/ ANNEE 1(PROGRAMME TRIENNAL)	THEATRE DE LA NUIT	01/01/2015
14013970	L'ESPOIR DANS L'AUTRE/ ANNEE 1 (PROGRAMME BIENNAL)	UEJF UNION DES ETUDIANTS JUIFS DE FRANCE	01/10/2014
14015664	IMPLICATION ET CITOYENNETE : DU GOUT A L'ENVIE DE PARTICIPER -ANNEE 3 (PROGRAMME TRIENNAL))	URFJT ILE DE FRANCE UNION REGIONALE DES FOYERS ET SERVICES POUR JEUNES TRAVAILLEURS IDF	01/04/2014
14013995	JE FILME MON QUARTIER, L'AUDIOVISUEL AU COEUR DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE/ ANNEE 1 (PROGRAMME TRIENNAL)	1000 VISAGES PRODUCTION	01/10/2014

**Le Président du conseil régional  
d'Ile-de-France**

**JEAN-PAUL HUCHON**

**ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : TABLEAU  
RECAPITULATIF DES PROJETS ET PROGRAMMES  
BENEFICIAINT D'UN SOUTIEN REGIONAL**

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

<b>Commission permanente du :</b>	20/11/2014	<b>N° de rapport :</b>	CP14-734	<b>Budget :</b>	2014
-----------------------------------	------------	------------------------	----------	-----------------	------

<b>Chapitre :</b>	930 - Services généraux
<b>Code fonctionnel :</b>	021 - Conseil Régional
<b>Programme :</b>	102005 - Démocratie de participation
<b>Action :</b>	10200503 - Aides régionales

<b>Dispositif :</b>	00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46 -14)
---------------------	---

<b>Dossier :</b>	14013815 - CHOMEURS & PRECAIRES FRANCILIENS, FAITES-VOUS ENTENDRE!/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R32834 - APNEE ALTERNATIVES POUR NOUV ECONOMIE EMPLOI		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	10 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>	
30 000,00 €	TTC 33,33 %	<b>10 000,00 €</b>	

<b>Dossier :</b>	14013817 - DU DOCUMENTAIRE A LA CREATION DE SUPPORTS MULTIMEDIA/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R4750 - CEDIDELP - CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT, LES LIBERTES ET LA PAIX		
<b>Localisation :</b>	VILLIERS-LE-BEL		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	17 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>	
41 940,00 €	TTC 40,53 %	<b>17 000,00 €</b>	

<b>Dossier :</b>	14013821 - JEUNES CITOYENS, EXPRIMONS-NOUS!/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R2110 - EVEIL ASSOCIATION		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	31 450,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>	
62 900,00 €	TTC 50 %	<b>31 450,00 €</b>	

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

<b>Commission permanente du :</b>	20/11/2014	<b>N° de rapport :</b>	CP14-734	<b>Budget :</b>	2014
-----------------------------------	------------	------------------------	----------	-----------------	------

<b>Chapitre :</b>	930 - Services généraux
<b>Code fonctionnel :</b>	021 - Conseil Régional
<b>Programme :</b>	102005 - Démocratie de participation
<b>Action :</b>	10200503 - Aides régionales

<b>Dispositif :</b>	00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46 -14)
---------------------	---

<b>Dossier :</b>	14013822 - "QUAND LE RACISME ORDINAIRE S'IMMISCE DANS LE QUOTIDIEN, MINE DE RIEN" COMMENT LUTTER POUR UN MEILLEUR VIVRE ENSEMBLE?/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	P0025474 - CIE THEATRE DES TURBULENCES		
<b>Localisation :</b>	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	12 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
37 645,00 €	TTC 31,88 %	12 000,00 €

<b>Dossier :</b>	14013823 - RENCONTRES FEMMES DU MONDE EN SEINE-SAINT-DENIS/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R30080 - MFPF 93 - MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL SEINE-SAINT-DENIS		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	20 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
40 000,00 €	TTC 50 %	20 000,00 €

<b>Dossier :</b>	14013825 - L'ESSENCE DU TRAVAIL/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R28902 - NAJE NOUS N'ABANDONNERONS JAMAIS L'ESPOIR		
<b>Localisation :</b>	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	20 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
40 000,00 €	TTC 50 %	20 000,00 €

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

<b>Commission permanente du :</b>	20/11/2014	<b>N° de rapport :</b>	CP14-734	<b>Budget :</b>	2014
-----------------------------------	------------	------------------------	----------	-----------------	------

<b>Chapitre :</b>	930 - Services généraux
<b>Code fonctionnel :</b>	021 - Conseil Régional
<b>Programme :</b>	102005 - Démocratie de participation
<b>Action :</b>	10200503 - Aides régionales

<b>Dispositif :</b>	00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46 -14)
---------------------	---

<b>Dossier :</b>	14013826 - QUELLE IMPLICATION DANS NOS QUARTIERS POUR UNE INTERPELLATION DES INSTITUTIONS/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R36368 - FEMMES DES FRANCS MOISINS		
<b>Localisation :</b>	SAINT-DENIS		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	8 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
29 100,00 €	TTC 27,49 %	8 000,00 €

<b>Dossier :</b>	14013827 - PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT A L'EXPRESSION ET A LA CITOYENNETE DES JEUNES EN ILE-DE-FRANCE/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R30791 - JETS D'ENCRE		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	15 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
161 000,00 €	TTC 9,32 %	15 000,00 €

<b>Dossier :</b>	14013828 - LES QUATRE SAISONS/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R35701 - KOKOYA INTERNATIONAL		
<b>Localisation :</b>	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	9 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
18 170,00 €	TTC 49,53 %	9 000,00 €

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

<b>Commission permanente du :</b>	20/11/2014	<b>N° de rapport :</b>	CP14-734	<b>Budget :</b>	2014
-----------------------------------	------------	------------------------	----------	-----------------	------

<b>Chapitre :</b>	930 - Services généraux
<b>Code fonctionnel :</b>	021 - Conseil Régional
<b>Programme :</b>	102005 - Démocratie de participation
<b>Action :</b>	10200503 - Aides régionales

<b>Dispositif :</b>	00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46 -14)
---------------------	---

<b>Dossier :</b>	14013830 - UN CLIMAT DE TRANSITION? ENGAGEMENT CITOYEN ET DEBAT PUBLIC DE LA COP21/BIENNAL ANNEE 1		
<b>Bénéficiaire :</b>	P0022709 - ASSOCIATION ATTAC		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	20 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
49 900,00 €	TTC 40,08 %	<b>20 000,00 €</b>

<b>Dossier :</b>	14013839 - ENCOURAGER L'EXPRESSION CITOYENNE DES JEUNES GRACE A L'APPROPRIATION ET LA CREATION DE MEDIAS LYCEENS/BIENNAL ANNEE 1		
<b>Bénéficiaire :</b>	R26377 - SOS INSERTION ET ALTERNATIVES		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	30 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
242 847,00 €	TTC 12,35 %	<b>30 000,00 €</b>

<b>Dossier :</b>	14013861 - AU-DELA DU PERIPH' : L'AUTRE HISTOIRE DU GRAND PARIS/TRIENNAL ANNEE 1		
<b>Bénéficiaire :</b>	P0012327 - THEATRE DE LA NUIT		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	35 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
74 286,00 €	TTC 47,12 %	<b>35 000,00 €</b>

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

<b>Commission permanente du :</b>	20/11/2014	<b>N° de rapport :</b>	CP14-734	<b>Budget :</b>	2014
-----------------------------------	------------	------------------------	----------	-----------------	------

<b>Chapitre :</b>	930 - Services généraux
<b>Code fonctionnel :</b>	021 - Conseil Régional
<b>Programme :</b>	102005 - Démocratie de participation
<b>Action :</b>	10200503 - Aides régionales

<b>Dispositif :</b>	00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46 -14)
---------------------	---

<b>Dossier :</b>	14013865 - UNIVERSITE POPULAIRE DU CENTRE MEDEM UP MEDEM (PARTAGE DES MEMOIRES, PARTAGE DES SAVOIRS, PARTAGE DES CULTURES)/BIENNAL/ ANNEE 1		
<b>Bénéficiaire :</b>	R41324 - CENTRE CULTUREL VLADIMIR - MEDEM		
<b>Localisation :</b>	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	20 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
43 000,00 €	TTC 46,51 %	20 000,00 €

<b>Dossier :</b>	14013873 - LES RDV EN LIVE/ ON LINE DES PORTEURS DE PROJET/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R21899 - PERMIS DE VIVRE LA VILLE		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	30 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
60 000,00 €	TTC 50 %	30 000,00 €

<b>Dossier :</b>	14013877 - LES DEBATTEURS AU COLLEGE/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R22062 - POINT ECOUTE CHAMPIGNY		
<b>Localisation :</b>	VAL DE MARNE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	3 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
9 550,00 €	TTC 31,41 %	3 000,00 €

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

<b>Commission permanente du :</b>	20/11/2014	<b>N° de rapport :</b>	CP14-734	<b>Budget :</b>	2014
-----------------------------------	------------	------------------------	----------	-----------------	------

<b>Chapitre :</b>	930 - Services généraux
<b>Code fonctionnel :</b>	021 - Conseil Régional
<b>Programme :</b>	102005 - Démocratie de participation
<b>Action :</b>	10200503 - Aides régionales

<b>Dispositif :</b>	00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46 -14)
---------------------	---

<b>Dossier :</b>	14013889 - FAC INITIATIVES: DEVELOPPER LES OUTILS D'EXPERTISE ET DE PRISE DE PAROLE DES ORGANISATIONS DE JEUNES DANS UNE DEMARCHE D'ENCAPACITATION/TRIENNAL ANNEE 1		
<b>Bénéficiaire :</b>	P0029948 - SOLIDARITE ETUDIANTE		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	11 950,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
23 900,00 €	TTC 50 %	<b>11 950,00 €</b>

<b>Dossier :</b>	14013970 - L'ESPOIR DANS L'AUTRE/BIENNAL ANNEE 1		
<b>Bénéficiaire :</b>	R17513 - UEJF UNION DES ETUDIANTS JUIFS DE FRANCE		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	20 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
46 350,00 €	TTC 43,15 %	<b>20 000,00 €</b>

<b>Dossier :</b>	14013973 - UNIVERSITE POPULAIRE/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	P0018522 - IREL P INST RECHERCHES ETUDES LIBRE PENSEE		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	7 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
15 000,00 €	TTC 46,67 %	<b>7 000,00 €</b>

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

<b>Commission permanente du :</b>	20/11/2014	<b>N° de rapport :</b>	CP14-734	<b>Budget :</b>	2014
-----------------------------------	------------	------------------------	----------	-----------------	------

<b>Chapitre :</b>	930 - Services généraux
<b>Code fonctionnel :</b>	021 - Conseil Régional
<b>Programme :</b>	102005 - Démocratie de participation
<b>Action :</b>	10200503 - Aides régionales

<b>Dispositif :</b>	00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46 -14)
---------------------	---

<b>Dossier :</b>	14013995 - JE FILME MON QUARTIER, L'AUDIOVISUEL AU COEUR DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE/TRIENNAL ANNEE 1		
<b>Bénéficiaire :</b>	P0016055 - 1000 VISAGES PRODUCTION		
<b>Localisation :</b>	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	30 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
86 050,00 €	TTC 34,86 %	<b>30 000,00 €</b>

<b>Dossier :</b>	14014023 - N-V DAY 2015/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	P0029704 - NON-VIOLENCE XXI		
<b>Localisation :</b>	PARIS		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	9 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
21 500,00 €	TTC 41,86 %	<b>9 000,00 €</b>

<b>Dossier :</b>	14014027 - SOUTENIR ET ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DU POUVOIR D'AGIR DES HABITANTS PAR LA CREATION D'UN CENTRE DE RESSOURCES EN LIGNE/BIENNAL ANNEE 1		
<b>Bénéficiaire :</b>	R35289 - FONDA		
<b>Localisation :</b>	PARIS		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	15 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
43 657,00 €	TTC 34,36 %	<b>15 000,00 €</b>

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

<b>Commission permanente du :</b>	20/11/2014	<b>N° de rapport :</b>	CP14-734	<b>Budget :</b>	2014
-----------------------------------	------------	------------------------	----------	-----------------	------

<b>Chapitre :</b>	930 - Services généraux
<b>Code fonctionnel :</b>	021 - Conseil Régional
<b>Programme :</b>	102005 - Démocratie de participation
<b>Action :</b>	10200503 - Aides régionales

<b>Dispositif :</b>	00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46 -14)
---------------------	---

<b>Dossier :</b>	14014030 - DU QUARTIER A LA METROPOLE, CO-PRODUIRE UN CADRE POUR L'ACTION LOCALE DANS LE GRAND PARIS/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	P0017285 - ASSOCIATION METROPOP		
<b>Localisation :</b>	PARIS		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	25 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
55 000,00 €	TTC 45,45 %	<b>25 000,00 €</b>

<b>Dossier :</b>	14014031 - LA PASSERELLE CITOYENNE/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R22325 - RUNGIS BRILLAT PEUPLIERS ARBP		
<b>Localisation :</b>	PARIS		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	15 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
36 000,00 €	TTC 41,67 %	<b>15 000,00 €</b>

<b>Dossier :</b>	14014038 - FORMATION ACTEURS-HABITANTS/ANNUEL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R8872 - IFMO INST FORM MAITR OUV		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	20 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
220 000,00 €	TTC 9,09 %	<b>20 000,00 €</b>

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

<b>Commission permanente du :</b>	20/11/2014	<b>N° de rapport :</b>	CP14-734	<b>Budget :</b>	2014
-----------------------------------	------------	------------------------	----------	-----------------	------

<b>Chapitre :</b>	930 - Services généraux
<b>Code fonctionnel :</b>	021 - Conseil Régional
<b>Programme :</b>	102005 - Démocratie de participation
<b>Action :</b>	10200503 - Aides régionales

<b>Dispositif :</b>	00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46 -14)
---------------------	---

<b>Dossier :</b>	14014040 - RADIO EMPLOI 2.0/BIENNAL ANNEE 1		
<b>Bénéficiaire :</b>	R19891 - MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)		
<b>Localisation :</b>	SAN SENART VILLE NOUVELLE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	20 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>	
50 944,00 €	TTC 39,26 %	20 000,00 €	

<b>Dossier :</b>	14015664 - IMPLICATION ET CITOYENNETE : DU GOUT A L'ENVIE DE PARTICIPER -ANNEE3 (PROGRAMME TRIENNAL))		
<b>Bénéficiaire :</b>	R4684 - URFJT ILE DE FRANCE UNION REGIONALE DES FOYERS ET SERVICES POUR JEUNES TRAVAILLEURS IDF		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	20 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>	
40 000,00 €	TTC 50 %	20 000,00 €	

<b>Dossier :</b>	14015696 - LE PARCOURS EDUCATIF "ENGAGEMENT" ANNEE 2 (PROGRAMME TRIENNAL))		
<b>Bénéficiaire :</b>	R37204 - E-GRAINE		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	11 500,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>	
23 003,00 €	TTC 49,99 %	11 500,00 €	

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

<b>Commission permanente du :</b>	20/11/2014	<b>N° de rapport :</b>	CP14-734	<b>Budget :</b>	2014
-----------------------------------	------------	------------------------	----------	-----------------	------

<b>Chapitre :</b>	930 - Services généraux
<b>Code fonctionnel :</b>	021 - Conseil Régional
<b>Programme :</b>	102005 - Démocratie de participation
<b>Action :</b>	10200503 - Aides régionales

<b>Dispositif :</b>	00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46 -14)
---------------------	---

<b>Dossier :</b>	14015719 - CAPACITATION CITOYENE EN IDF ANNEE 3 (PROGRAMME TRIENNAL)		
<b>Bénéficiaire :</b>	R34574 - ARPENTEURS		
<b>Localisation :</b>	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	25 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>	
55 000,00 €	TTC 45,45 %	<b>25 000,00 €</b>	

<b>Dossier :</b>	14015741 - Usines, foyers, cités - Année 3 (programme triennal))		
<b>Bénéficiaire :</b>	R21775 - PERIPHERIE - CENTRE REGIONAL DE CREATION CINEMATOGRAPHIQUE		
<b>Localisation :</b>	SEINE SAINT DENIS		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	10 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>	
115 500,00 €	TTC 8,66 %	<b>10 000,00 €</b>	

<b>Dossier :</b>	14015775 - MIGR"ACTEURS ET MIGR"ARTISTES -ANNEE 2( PROGRAMME TRIENNAL))		
<b>Bénéficiaire :</b>	R35557 - ASSFAM ASS SERVICE SOCIAL FAMILIAL MIGRANTS		
<b>Localisation :</b>	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	24 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>	
74 000,00 €	TTC 32,43 %	<b>24 000,00 €</b>	

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

<b>Commission permanente du :</b>	20/11/2014	<b>N° de rapport :</b>	CP14-734	<b>Budget :</b>	2014
-----------------------------------	------------	------------------------	----------	-----------------	------

<b>Chapitre :</b>	930 - Services généraux
<b>Code fonctionnel :</b>	021 - Conseil Régional
<b>Programme :</b>	102005 - Démocratie de participation
<b>Action :</b>	10200503 - Aides régionales

<b>Dispositif :</b>	00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46 -14)
---------------------	---

<b>Dossier :</b>	14016982 - PROTEGEONS NOTRE SANTE, BIEN COMMUN /ACTIVER LA VIGILANCE CITOYENNE POUR LA SANTE PUBLIQUE/ ANNE 2/ BIENAL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R32926 - STAR ASS SCIENCE TECHNO ART RECHERCHE		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	25 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
50 100,00 €	TTC 49,9 %	25 000,00 €

<b>Dossier :</b>	14018033 - L'UNIVERSITE POPULAIRE AUDIOVISUELLE AU DELA DES FRONTIERES : CORRESPONDANCES VIDEO/ANNEE 3 -PROGRAMME TRIENNAL)		
<b>Bénéficiaire :</b>	R30792 - CANAL MARCHES		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	25 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
122 270,00 €	HT 20,45 %	25 000,00 €

<b>Dossier :</b>	14018051 - TRANSMISSION ET IMPLICATION CITOYENNE ANNEE 2 PROGRAMME BIENNAL		
<b>Bénéficiaire :</b>	R32781 - ATELLANES		
<b>Localisation :</b>	REGION ILE DE FRANCE		
<b>CPER / CPRD :</b>	Hors CPER - Hors CPRD		
<b>Montant total :</b>	15 000,00 €	<b>Code nature :</b>	6574

<b>Base subventionnable :</b>	<b>Taux de participation :</b>	<b>Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale :</b>
33 400,00 €	TTC 44,91 %	15 000,00 €

<b>Total sur le dispositif 00000047 - Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14) :</b>	608 900,00 €
---	--------------

<b>Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200503 :</b>	608 900,00 €
---	--------------

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013995</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : JE FILME MON QUARTIER, L'AUDIOVISUEL AU COEUR DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE/ANNEE 1(PROGRAMME TRIENNAL)</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	86 050,00 €	34,86 %	30 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>30 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : 1000 VISAGES PRODUCTION  
 Adresse administrative : PLACE RENE COTY  
 91170 VIRY CHATILLON  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Madame Laurence WERLI, Présidente

Date de publication au JO : 4 mars 2006

N° SIRET : 49830332000036

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Réalisation de films (ateliers de création audiovisuelle sur les problématiques des quartiers et stages de formation), débats autour de la recherche de solutions collectives lors de projections réunissant les habitants, les pouvoirs publics et les acteurs sociaux.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

Cette action vise à :

- Créer un nouvel espace pour identifier des problèmes vécus par les habitants de quartiers prioritaires et chercher des solutions collectivement, grâce à un nouvel outil : l'audiovisuel (réalisation de films et

diffusion)

- Faire participer les habitants à chaque étape du processus d'élaboration à travers la création artistique
- Recréer et renforcer le lien social et intergénérationnel autour de réalisations collectives en y incluant les habitants de quartiers et les acteurs sociaux locaux
- Favoriser l'autonomie des acteurs en proposant une formation aux techniques audiovisuelles et à l'animation de débat
- Mutualiser les pratiques, les informations, les expériences en créant une plateforme internet et en élargissant progressivement le champ d'action

### **Description :**

- Des ateliers hebdomadaires « Je filme mon quartier » d'écriture et de création audiovisuelle dans un lieu fixe destiné aux habitants.
- Une projection/débat mensuelle ou bimensuelle des films réalisés dans les ateliers réunissant largement les habitants du quartier mais aussi les pouvoirs publics et les acteurs sociaux locaux.
  - Une plateforme internet de mutualisation et de restitution sera créée.
  - Une journée forum des associations, des structures sociales et des habitants conclura chaque année de réalisation.
- Dans la perspective d'élargir ce dispositif à d'autres villes, d'autres quartiers d'Ile-de-France, ce dispositif vise à terme la mise en place d'un festival de films de quartier, avec un jury mêlant professionnels du cinéma et acteurs sociaux, qui permettrait une rencontre plus large des acteurs au niveau régional, et une mutualisation plus importante.

### **Méthode d'évaluation**

Indicateurs quantitatifs :

Nombre de participants, âge, sexe

Nombre de films réalisés, nombre de projection/débat organisées

Nombre de vues du site internet

Activité sur le forum de discussion du site Internet

Implication d'acteurs sociaux, associations locales dans les ateliers et aux débats

Implication des pouvoirs publics locaux en termes d'investissement et de participation aux débats et à la recherche de solutions

Extension du dispositif sur le territoire de l'Ile-de-France : nombre de quartiers rattachés au projet

Indicateurs qualitatifs:

Evolution qualitative des créations artistiques, appropriation des techniques et du langage audiovisuel par les acteurs

Participation aux débats qualitativement, circulation de la parole, des nouveaux acteurs, (décrite dans les compte-rendu de débat).

Capacité du dispositif à mettre en place des solutions concrètes, mesurée grâce à la mise en place d'un cahier de doléances issues des débats

Autonomie progressive des acteurs dans la mise en place, la perpétuation et l'amélioration du dispositif, à terme les acteurs habitants et associatifs peuvent maintenir l'outil seul, sans l'aide de l'association

### **Modes de restitution du projet / du programme**

- Captation vidéo des débats et mise en ligne sur un site consacré, avec les films réalisés
- Création d'une plateforme internet de mutualisation des documents audiovisuels, textes concernant les thèmes du projet
- Organisation d'une journée forum des associations et projections des films au bout d'une année, et à terme, organisation d'un festival inter-quartiers

### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

- Journées régionales de rencontres d'associations et d'habitants autour du festival « Je filme mon quartier »
- Elaboration par quartier d'outils méthodologiques d'expérience pour la transmission des pratiques
- diffusion par les relais publics régionaux, locaux de l'adresse internet du projet

### **Moyens mis en œuvre :**

Sur la première année de réalisation de l'action:

- 1 intervenant principale et coordinateur du projet: Salarié de l'Association à temps plein
- 2 intervenants professionnels du cinéma: Personnel extérieur de l'Association à temps partiel
- 1 web master: Personnel extérieur de l'Association,
- 1 comptable: Personnel extérieur de l'Association,
- 1 expert-comptable: Personnel extérieur de l'Association,
- 20 bénévoles: jeunes bénévoles mobilisés pour la communication du projet, les tournages, les conseils de réalisation

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

### **Public(s) cible(s) :**

Habitants de tout âge de quartiers défavorisés de l'Ile-de-France. Recherche d'un équilibre dans la parité des sexes des participants. Publics spécifiques des structures sociales et associations (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emplois, primo-arrivants, femmes).

1ère année : Habitants du quartier de la Grande Borne et Grigny II (Villes de Grigny et Viry-Chatillon)

### **Détail du calcul de la subvention :**

Montant total de la base subventionnable \*le taux d'intervention

### **Localisation géographique :**

- GRIGNY
- VIRY-CHATILLON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
ACHATS MATERIEL ET FOURNITURES	29 480,00	34,26%
LOCATIONS	13 590,00	15,79%
ENTRETIENS ET REPARATIONS	1 690,00	1,96%
ASSURANCE	529,00	0,61%
DOCUMENTATION	1 460,00	1,70%
REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	1 890,00	2,20%
PUBLICITE PUBLICATIONS	1 450,00	1,69%
DEPLACEMENTS MISSIONS	1 560,00	1,81%
DIVERS	1 150,00	1,34%
COTISATIONS	1 011,00	1,17%
SALAIRES	19 650,00	22,84%
CHARGES SOCIALES	11 790,00	13,70%
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	800,00	0,93%
Total	86 050,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
VENTE DE PRODUITS DE GESTION	1 050,00	1,22%
REGION IDF PROJETS CITOYENS	30 000,00	34,86%
CG 91 (EC)	15 000,00	17,43%
VILLE DE VIRY CHATILLON (EC)	5 000,00	5,81%
VILLE DE GRIGNY(EC)	5 000,00	5,81%
FONDS PRIVES	30 000,00	34,86%
Total	86 050,00	100,00%

#### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	10 000,00 €
2015	20 000,00 €

#### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2012	Méditerranée	25 000,00 €
2012	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	6 000,00 €
2013	Aide à l'écriture de scénario (structures)	5 000,00 €
	Montant total	36 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013815</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : CHOMEURS &amp; PRECAIRES FRANCILIENS, FAITES-VOUS ENTENDRE!/ANNUEL</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	30 000,00 €	33,33 %	10 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>10 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : APNEE ALTERNATIVES POUR NOUV  
ECONOMIE EMPLOI  
Adresse administrative : 25 AV VILLEMAIN  
75014 PARIS 14  
Statut Juridique : Association  
Représentant : YVES BARRAUD, Président

Date de publication au JO : 5 juin 2004

N° SIRET : 47763817500018

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Donner la parole aux personnes en situations de chômage ou précaires grâce à la réalisation de vidéos reportages et la création d'un site internet

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé partiellement avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

Cette action vise à :

- réaliser des vidéo reportages qui donnent la parole aux Citoyennes et Citoyens Parisiens et Franciliens confrontés au Chômage et à la Précarité, sur des sujets d'intérêt général qui touchent leur vie

quotidienne.

### **Description :**

Création d'une quinzaine de vidéo reportages d'une durée de 6 à 20 minutes.

Ces témoignages constitueront le socle des reportages qui seront, par la suite, nourris des analyses, commentaires et réflexions « d'experts » (économistes, sociologues, militants associatifs, acteurs sociaux...).

### **Thèmes abordés**

- Une dizaine de portraits et de suivis de Chômeurs Seniors.
- Une présentation de la méthode mise en œuvre par FACE.
- Un focus sur la vie d'une SCOP au quotidien.
- Un documentaire de synthèse.
- Deux ou trois reportages autour des autres facteurs de discriminations.
- Réaliserons des reportages et web-documentaires en prise directe avec l'actualité, les préoccupations et les mobilisations du moment
- Le Droit aux Vacances, Paris-Plage, les actions militantes et de sensibilisation menées à cette occasion...

### **Mode de restitution et de mutualisation :**

Chaque reportage sera mis en ligne sur la page d'accueil du site Actuchomage qui attire – en moyenne – autour de 3.000 personnes par jour (entre 80.000 et 100.000 visiteurs uniques par mois). Il sera annoncé dans la Lettre d'information adressée tous les mois aux 6.000 « membres utilisateurs » inscrits sur le site Actuchomage.

Les vidéo reportages seront également mis en ligne sur les plateformes Dailymotion et YouTube.

Mise à disposition gratuite des productions aux réseaux militants qui y adhèrent et souhaitent les relayer sur leurs sites.

Mise à disposition de l'ensemble de nos travaux à la Région Île-de-France.

Diffusion des reportages à l'occasion des réunions, manifestations, mobilisations... organisées autour des thèmes de la discrimination auxquelles nous nous associons.

Réalisation d'une synthèse du projet sous la forme d'un DVD.

Les vidéos seront estampillées du logo de la Région Île-de-France (sous réserve d'acceptation).

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

Deux réalisateurs/monteurs vidéo rémunérés en Droits d'Auteur (régime Agessa – Association pour la Gestion de la Sécurité Sociale des Auteurs).

Recours à des experts associatifs, sociologues, économistes, syndicalistes et juristes sur les sujets que nous aborderons.

Participation active de nos adhérents franciliens à cette démarche (témoignages, expériences, proposition et enrichissement de sujets...).

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

#### Public(s) cible(s) :

#### NOMBRE DE DESTINATAIRES POTENTIELS

Les vidéos mises en ligne sur Dailymotion et YouTube, relayées sur Actuchomage, sur Facebook et Twitter, attirent entre 600 et 13.000 personnes.

En moyenne, les vidéos sont vues par 2.000 personnes sur Dailymotion (180.000 VUES pour 90 vidéos mises en ligne, ces trois dernières années).

La quinzaine de reportages réalisés autour des questions de discriminations seront vues par 30.000 personnes.

#### Détail du calcul de la subvention :

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHATS FOURNITURES	1 500,00	5,00%
CREATION SITE INTERNET	10 300,00	34,33%
DROITS D'AUTEUR	15 000,00	50,00%
DEPLACEMENTS MISSIONS RECEPTIONS	1 200,00	4,00%
FRAIS POSTAUX ET COMMUNICATION	500,00	1,67%
COTISATION AGESEA	1 500,00	5,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RESSOURCES PROPRES	10 000,00	33,33%
REGION IDF PROJETS CITOYENS	10 000,00	33,33%
VILLE DE PARIS (EC)	10 000,00	33,33%
Total	30 000,00	100,00%

<b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b>
---

<b>Exercice</b>	<b>Montant</b>
2014	10 000,00 €
2015	20 000,00 €

<b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b>
---

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

<b>Année</b>	<b>Dispositif d'aide</b>	<b>Montant voté</b>
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	5 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	5 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014031</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : LA PASSERELLE CITOYENNE/ANNUEL</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	36 000,00 €	41,67 %	15 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>15 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : RUNGIS BRILLAT PEUPLIERS ARBP  
 Adresse administrative : 11 RUE DE LA FONTAINE A MULARD  
75013 PARIS 13  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Madame Marie-Stéphane PRUGNE, Présidente

Date de publication au JO : 31 janvier 1998

N° SIRET : 43432291300014

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : créer des Groupements Locaux d'Initiative citoyenne (GLIC) réunissant habitants, partenaires, commerçants qui piloteront les projets et la concrétisation des idées formulées par les citoyens.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015

Démarrage anticipé de projet : Non

**Objectifs :**

Cette action vise à :

- faire participer les personnes les plus en retrait des décisions, de la vie citoyenne et du vivre-ensemble en suscitant, encourageant et accompagnant auprès d'elles des initiatives citoyennes. Le but est de recueillir la parole de ces personnes afin de la transformer avec eux en un véritable projet qui favorisera une plus grande solidarité et une plus grande participation de tous à la vie locale.
- promouvoir la citoyenneté en proposant des outils pour permettre au plus grand nombre de mieux comprendre les enjeux d'une participation active à la vie publique et de devenir un acteur de la Cité.
- mettre en place un lieu de ressources en créant un réseau, une passerelle vers tous les acteurs de la citoyenneté, un tremplin pour des personnes souhaitant agir et participer dans d'autres structures. En effet

les participants pourront prendre des contacts, mutualiser leurs moyens, se réunir en collectif.

### **Description :**

L'association souhaite créer un véritable espace dédié à la citoyenneté en proposant aux habitants un appui concret dans la réalisation de leur projet.

Des Groupements Locaux d'Initiative citoyenne (GLIC) réunissant chacun 10 à 15 membres composés d'habitants, de partenaires, de commerçants et de chargé de mission auront en charge le pilotage des projets et la concrétisation des idées formulées par les citoyens. Ces idées seront collectées grâce aux nombreuses boîtes à idées installées dans différents points stratégiques de l'arrondissement : chez les commerçants, dans les salles d'attente, les halls d'immeubles, sièges et lieux publics d'associations...

Pour favoriser la participation de tous, une caravane traversera tous les mois un quartier situé en territoire politique de la ville afin de créer un échange et recueillir une parole. Des enquêtes en pied d'immeuble seront organisées.

Le GLIC, aidé du chargé de mission, traitera les différentes idées des participants et les invitera lors d'une soirée de restitution à débattre et envisager la réalisation des projets. Le GLIC s'attachera à impliquer les participants dans les différentes étapes de structuration des projets, notamment pour la recherche de financement. Cet espace de participation et de fédération, permettra aux habitants de concrétiser des projets qui s'inscrivent dans la vie locale et dans le « mieux vivre ensemble ».

Trois ou quatre GLIC seront créés dans les différents quartiers du 13<sup>e</sup> arrondissement, coordonnés par une salariée.

Parallèlement aux actions consistant à aller au-devant des habitants pour qu'ils expriment leurs idées d'initiatives locales, un lieu de formation à la citoyenneté sera créé. Ce lieu permettrait à ceux qui le souhaitent de mieux comprendre la société et son fonctionnement de manière à y agir en acteur informé et responsable à travers une meilleure utilisation des techniques informatiques.

Un programme de formations où seront invités différents intervenants sera mis en place afin d'aborder toutes les thématiques de la vie citoyenne et en particulier faciliter le rapport entre le citoyen et l' élu.

Une action spécifique à destination des plus jeunes (8 à 12 ans) aura lieu chaque semaine après l'école afin qu'ils s'approprient leur environnement et découvrent des lieux qui souvent leur apparaissent inaccessibles : création d'un conseil municipal constitué d'enfants avec la DASCO (Direction affaires scolaires).

### **- Méthode d'évaluation envisagée :**

- Nombre d'idées proposées
- Nombre de projets réalisés
- Nombre de participants et notamment du public ciblé
- Impact sur les quartiers
- Qualité des intervenants (formation)
- Implication des pouvoirs publics

### **Modes de restitution du projet / du programme**

Avec les GLIC, des rapports d'activités seront publiés et distribués à l'ensemble des habitants des secteurs. Ces rapports devront mettre en valeur les projets aboutis ou en construction et encourager vivement celles et ceux qui en prendront connaissance pour leur suggérer d'en déposer à leur tour.

### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

L'ensemble du travail du comité de pilotage ainsi que les projets seront publiés sur le site internet qui sera entièrement dédié à la promotion des actions et à la mutualisation des idées.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

Le bureau et le Conseil d'Administration de l'association (CA) sont totalement prêts à consacrer un temps

supplémentaire pour sa réussite. Une campagne de communication et d'information auprès des adhérents et des administrateurs de l'association sera organisée afin de les mobiliser à s'investir dans les GLIC.

25% du temps du coordinateur social, plusieurs services civiques, présence ponctuelle d'intervenants.

- Salariés de l'association : 2
- Personnes extérieures : 4 à 5
- Bénévoles : 20 à 25

Moyens matériels et équipement :

Pour mettre en place la nouvelle campagne de formation et de communication, l'association aura besoin d'une assistance et d'une maintenance informatique accrue.

#### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

#### **Public(s) cible(s) :**

Population des territoires Politique de la Ville du 13ème arrondissement.  
Entre 20 et 30 participants, plus de 2000 destinataires.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Montant total de la base subventionnable x le taux d'intervention

#### **Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Salaire chargée de mission	15 000,00	41,67%
Intervenants	3 000,00	8,33%
Création d'un site internet	2 000,00	5,56%
Fabrication des boîtes à idées	3 000,00	8,33%
Matériel de bureau	1 500,00	4,17%
Impression affiches et flyers	2 500,00	6,94%
Location de salles	3 000,00	8,33%
Documentation et déplacements	2 500,00	6,94%
Frais de gestion	3 500,00	9,72%
Total	36 000,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	13,89%
Etat	13 000,00	36,11%
Région IDF Projets citoyens	15 000,00	41,67%
Commune Paris (EC)	3 000,00	8,33%
Total	36 000,00	100,00%

#### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	6 000,00 €
2015	9 000,00 €

#### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional (*informations en cours de consolidation*) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	2 300,00 €
2012	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	2 300,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	2 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	10 000,00 €
	Montant total	16 600,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013830</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : UN CLIMAT DE TRANSITION? ENGAGEMENT CITOYEN ET DEBAT PUBLIC DE LA COP21/ ANNEE 1/ PROGRAMME BIENNAL/</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	49 900,00 €	40,08 %	20 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>20 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : ASSOCIATION ATTAC  
 Adresse administrative : 21 T RUE VOLTAIRE  
75011 PARIS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur THOMAS COUTROT, Président

Date de publication au JO : 4 juillet 1998

N° SIRET : 42007756200049

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : D'impulser une dynamique autour de débat public sur les enjeux de climat et transition écologique à l'occasion de la conférence COP 21

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2016

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé partiellement avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

Cette action vise à

- Favoriser l'acquisition de connaissances (« capacitation ») des citoyens franciliens sur les enjeux climatiques et de transition écologique.
- Encourager l'engagement citoyen et le débat public dans la perspective de la Conférence des Nations unies sur le climat
- Promouvoir les alternatives citoyennes participant de la conversion écologique en Ile-de-France.

**Description :**

La première année sera centrée autour de la construction d'une dynamique citoyenne dans la perspective de la Conférence des Nations unies sur le climat qui aura lieu fin novembre-début décembre 2015 à Paris au Bourget, en Région Ile-de-France.

La deuxième année du projet débutera avec la Conférence elle-même et l'implication des acteurs de la société civile et citoyens franciliens dans le cadre de cet événement.

La dernière phase du projet (janvier-août 2016) visera à consolider l'impact local de la COP21 afin d'assurer sa durabilité et son ancrage sur le territoire et l'implication des populations dans les processus de transition écologique.

a) phase 1 (septembre 2014 à août 2015) décryptage des enjeux, production d'outils, capacitation des citoyens

1 : production d'un document pédagogique

2 : université citoyenne :

3 : mise en place d'un site internet dédié au projet et participatif avec notamment une cartographie interactive, un dispositif de type webinar

4 : éducation populaire : caravane de sensibilisation en Ile-de-France

b) phase 2 (septembre 2015 – décembre 2015) implication des citoyens dans les mobilisations et événements autour de la COP21

action 1 : dispositif de sensibilisation et d'interpellation par les citoyens, des acteurs sociaux, des médias, des responsables politiques

action 2 : animation d'un espace de mobilisation citoyenne pendant la COP21

action 3 : construction de partenariats médias afin d'élargir l'impact du projet en amont et pendant la COP21.

c) phase 3 (janvier – août 2016) consolider l'impact local de la COP21 afin d'assurer son ancrage sur le territoire de l'IDF et l'implication des populations dans ces processus pour inscrire durablement la transition dans les territoires.

Co-construction d'un « Guide de la transition » qui valorise les initiatives citoyennes en termes d'alternatives locales, d'expérimentation de pratiques durables et résilientes participant de la lutte contre le changement climatique et articulant les enjeux écologiques et sociaux.

### 3) Publications et outils

Documents pédagogiques grand public :

- Petit guide de décryptage des enjeux climat (gratuit, 100 000 ex) (2014)

- kit de mobilisation citoyenne dans la perspective de la COP21 à Paris (2015)

- Guide de la transition (version papier et déclinaison web) (2016)

Site internet dédié au projet et participatif avec notamment ;

Une cartographie interactive afin de mettre en visibilité les démarches citoyennes en termes d'alternatives au changement climatique en Ile-de-France ;

Un dispositif de type webinar (séminaire interactif en ligne gratuit ou MOOC formation en ligne) qui permettra notamment aux citoyens d'interagir avec des acteurs mobilisés sur les enjeux climatiques dans d'autres pays ;

Un dispositif de participation des citoyens au débat public et d'interpellation citoyenne en amont de la COP21 ;

Un centre de ressources alimenté par les citoyens autour du Guide de la transition

Rapports et notes d'expertise citoyenne :

Plusieurs rapports et notes d'analyse visant à la vulgarisation de questions relativement techniques (sur les marchés carbone, la financiarisation de la nature, la géo ingénierie, le climat et l'emploi, les gaz de

schiste...) telles qu'elles sont par exemple traitées dans les rapports du GIEC.

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

Nombre de publications et d'outils produits et diffusés  
 Nombre d'activités publiques organisées sur le territoire de l'IDF  
 Nombre d'acteurs impliqués (partenariats) dans les activités du projet  
 Nombre de participants au projet (citoyens impliqués par le web et sur le territoire)

### **Modes de restitution du projet / du programme**

En interne : ce projet sera présenté à l'ensemble des adhérents et partenaires d'Attac lors de chaque université d'été de l'association, à l'été 2015 (étape intermédiaire) et été 2016 (bilan des deux ans du projet), ainsi que dans le journal Lignes d'Attac, diffusé à l'ensemble des adhérents.

En externe : ce projet sera présenté tout au long des deux années de réalisation et jusqu'au bilan, sur le site internet d'Attac avec un espace dédié.

### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Contribution au site Projets Citoyens

Document méthodologique permettant à d'autres acteurs de se réappropriier certains outils clés du projet (notamment dispositif webinar/MOOC, cartographie, démarche participative autour du guide de la transition).

### **Moyens mis en œuvre :**

- Salariés de l'association :

1 coordinateur du projet – 100% ETP 24 mois - 15 euros brut/heure

-Personnes extérieures : les membres du Conseil scientifique d'Attac et d'autres associations intervenants dans le cadre des activités prévues

- Bénévoles : 1 bénévole appui à la coordination du projet – 240 heures (10 heures / mois \* 24 mois)

10 bénévoles membres du comité de pilotage du projet et appui actions menées dans le cadre du projet – 480 heures (2 heures / mois\*10 \* 24 mois)

Moyens matériels et équipement : Informatique : 1 ordinateur portable

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Ce projet participe de la sensibilisation et de l'engagement des citoyens en amont de la Conférence des Nations unies sur le climat (COP21) que les franciliens vont se préparer à accueillir. Il vise à ce que l'impact de la COP21 sur le territoire de l'Ile-de-France, au-delà de l'évènement lui-même, perdure en termes d'engagement citoyen dans les processus de transition.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

### **Public(s) cible(s) :**

Les citoyens de l'Ile-de-France, qui vont accueillir la Conférence des Nations unies sur le climat en

novembre-décembre 2015. A travers l'implication du réseau Attac Campus, le public jeune sera ciblé prioritairement.

Nombre de participants potentiels :

Les participants actifs aux activités du projet seront plusieurs milliers dont les 2000 adhérents d'Attac en Ile-de-France.

Nombre de destinataires potentiels :

Plusieurs centaines de milliers de franciliens qui participeront aux initiatives publiques, liront les documents produits dans le cadre du projet (100 000 ex), se rendront sur le site internet (30 000 par mois).

#### Détail du calcul de la subvention :

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
SALAIRES ET CHARGES	27 300,00	54,71%	FONDS PROPRES	14 900,00	29,86%
PETIT GUIDE 100 000EX	6 000,00	12,02%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	20 000,00	40,08%
KIT DE MOBILISATION	500,00	1,00%	FONDATIONS	15 000,00	30,06%
DEVELOPPEMENT ET GRAPHISME	4 000,00	8,02%	Total	49 900,00	100,00%
LOGISTIQUE UNIVERSITE CITOYENNE	3 000,00	6,01%			
LOGISTIQUE CARAVANES	3 000,00	6,01%			
MATERIEL INFORMATIQUE	1 800,00	3,61%			
FRAIS ADMINISTRATIF ET DE GESTION	4 300,00	8,62%			
Total	49 900,00	100,00%			

### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	8 000,00 €
2015	12 000,00 €

### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	30 000,00 €

2013	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Actions européennes	25 000,00 €
	Montant total	70 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013817</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : DU DOCUMENTAIRE A LA CREATION DE SUPPORTS MULTIMEDIA/ANNUEL</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	41 940,00 €	40,53 %	17 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>17 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : CEDIDELP - CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT, LES LIBERTES ET LA PAIX

Adresse administrative : 21 TER RUE VOLTAIRE  
75011 PARIS 11

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame JUSTINE PEULLEMEULLE, Présidente

Date de publication au JO : 25 février 1981

N° SIRET : 32616184100027

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Alimenter et animer un centre de documentation multimédia concernant les enjeux posés par le développement, les libertés et la paix à travers le monde.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

Cette action vise à :

- mettre en réseau la diversité des acteurs, de différents territoires, pour impulser une implication collective sur les thématiques de développement, des libertés et de la paix à travers le monde à travers des projections ; débats/rencontres ;
- articuler les initiatives citoyennes locales et les créations filmiques sur ces thématiques :

- création d'un outil multi-supports (vidéos, audios, écrits, dessins) valorisant les savoirs et savoir-faire des citoyen-nes.

### **Description :**

Le projet s'articulera en trois temps :

1. Mise en réseaux d'acteurs citoyens et recensement de ressources autour du sous-thème choisi (enjeux liés au développement, aux libertés et à la paix à travers le monde) :
2. Projections-rencontres en présence des acteurs citoyens ;
3. Aller plus loin dans l'expérience documentaire et multi-media

Pendant toute la durée du projet, il s'agira de réaliser :

- une veille documentaire permanente
- un enrichissement des collections du Cedidelp sur ces thèmes pour en faire un centre de documentation multimédia
- une veille sur les activités des associations et contact pour recueil de nouveaux témoignages
- des productions multi-media en collaboration permanente avec les partenaires
- un décloisonnement entre les thématiques pour assurer la progression nécessaire de leur traitement.

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

Critères quantitatifs

- Nombre d'adhérents au Cedidelp
- Public des projections-rencontres
- Audience de l'émission de radio organisée par RFPP
- Nombre de consultations en ligne
- Nombre de structures référencées sur la plate-forme

Critères qualitatifs

- Critère de conformité : adéquation entre les réalisations et le projet.

Indicateurs utilisés : existence ou non de modifications dans la réalisation des actions par rapport à celles initialement prévues (sur la forme et sur le fond).

- Critère de cohérence : entre les actions réalisées

Indicateurs utilisés : liens entre les actions, liens entre les partenaires impliqués

- Critère d'impact : identification de l'efficacité des réalisations par rapport aux objectifs initiaux

Indicateurs utilisés : types d'actions mises en place par les partenaires du projet, existence de productions réalisées

- Critère de qualité : appréciations portées sur les réalisations effectuées sur la forme et sur le fond

Indicateurs utilisés : qualité des actions mises en place par les participants, qualité du public à argumenter sur la thématique visée, volonté de diffusion du support multi-média par les partenaires et le public

Par ailleurs, à l'étape finale de chaque thématique, une évaluation diagnostic auprès sera élaborée du comité de pilotage : définition des problèmes qui se posent par rapport à nos objectifs et les modalités d'action choisies, recensement des besoins et des adaptations nécessaires pour le bon déroulement des thématiques suivantes.

Enfin, une réunion de bilan en fin de projet avec tous les partenaires et acteurs cibles concernés sera réalisée.

### **Modes de restitution du projet / du programme**

Il s'agit de mettre les supports vivants à disposition :

- en ligne, sur le site du Cedidelp.
- en version imprimée.

Il s'agit également de donner vie à l'outil de capitalisation multi-média en organisant un événement public pour son lancement, en invitant les personnes et structures qui y ont contribué pour qu'elles puissent s'exprimer en investissant des tribunes pour présenter le support vivant (conférences, projections-débats...), en assurant la diffusion auprès des organisations et des participants sollicités pendant la réalisation du dossier

### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Alimentation du site [www.projets-citoyens.fr](http://www.projets-citoyens.fr)

L'essaimage des bonnes pratiques se fera par les acteurs du comité de pilotage ainsi que par des structures franciliennes partenaires qui se seront engagées à faire vivre les outils co-réalisés.

Les supports seront en licence créative communs pour faciliter la reprise sans modification et sans fin commerciale.

### **Moyens mis en œuvre :**

Salariés de l'association viendra en appui à hauteur de ¼ de son temps plein actuel, notamment dans la recherche partenariale et l'appui à l'organisation des événements publics (projections-débats, rencontres, communication et valorisation publique du support multimédia produit).

- Personnes extérieures : Par le biais des partenariats et du comité de pilotage multi-acteurs, le Cedidelp fera intervenir plusieurs personnes et structures pendant les deux années.

- Bénévoles : 3 personnes du Conseil d'Administration seront en charge du suivi de ce projet

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

### **Public(s) cible(s) :**

Les habitants franciliens, qu'ils soient jeunes, étudiants, femmes, ancienne et nouvelle générations d'immigrés, personnes en situation de précarité fréquentant les centres sociaux impliqués dans le projet, acteurs associatifs locaux.

Nombre de participants potentiels:

Une quarantaine de participants directs entre les membres des structures partenaires et les publics participant aux émissions de radios, aux rencontres, etc.

Nombre de destinataires potentiels :

Tous les destinataires des émissions de radios, les rencontres, les projections-débats et les lecteurs du support multi-média (papier et en ligne).

Les adhérents des 200 associations membres de nos réseaux (Ritimo, CRID, Ipam, CICP).

### **Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

### **Localisation géographique :**

- VILLIERS-LE-BEL

**Contrat Particulier** : Hors CPRD  
**CPER** : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
ACHATS MATERIEL ET FORUNITURES	3 030,00	7,22%	MINISTERE DE LA CULTURE	2 000,00	4,77%
DROITS DE PROJECTIONS PUBLIQUES	450,00	1,07%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	17 000,00	40,53%
SALAIRES ET CHARGES	30 290,00	72,22%	MAIRIE DE PARIS(EC)	1 000,00	2,38%
LOYER	2 400,00	5,72%	CAE-CUI	9 000,00	21,46%
HONORAIRES	1 500,00	3,58%	RATP	1 500,00	3,58%
FRAIS DE COMMUNICATION ET IMPRESSION	570,00	1,36%	FONDATION UN MONDE PAR TOUS	7 000,00	16,69%
FRAIS DE STRUCTURE	2 300,00	5,48%	RITIMO	1 200,00	2,86%
LOCATION DE SALLES	900,00	2,15%	FONDATIONS LE PROGRES DE L'HOMME	3 000,00	7,15%
FRAIS DE DEPLACEMENTS	500,00	1,19%	FONDS PROPRES	240,00	0,57%
Total	41 940,00	100,00%	Total	41 940,00	100,00%

### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	6 800,00 €
2015	10 200,00 €

### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional (*informations en cours de consolidation*) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	7 000,00 €
	Montant total	7 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013865</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : UNIVERSITE POPULAIRE DU CENTRE MEDEM UP MEDEM (PARTAGE DES MEMOIRES, PARTAGE DES SAVOIRS, PARTAGE DES CULTURES)/BIENNAL/ ANNEE 1</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	43 000,00 €	46,51 %	20 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>20 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : CENTRE CULTUREL VLADIMIR - MEDEM  
 Adresse administrative : 52 RUE RENE BOULANGER  
75010 PARIS 10  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur Léopold BRAUNSTEIN, Président

Date de publication au JO : 22 mars 1926

N° SIRET : 77567871700015

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : L'Université Populaire Medem s'inscrit dans une actualité qui façonne une histoire, une mémoire, une culture à côtés d'autres histoires, d'autres mémoires, d'autres cultures vers lesquelles elle se propose d'établir des passerelles.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé partiellement avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

L'action vise à:

Collecter et diffuser :

- les mémoires ouvrières et sociales de l'immigration juive d'Europe de l'Est dans leurs liens avec les

- autres immigrations (Arménie, Algérie, Maroc, Tunisie ...) du début du XXème siècle jusqu'à nos jours ;
- l'histoire des sociétés d'entraide, fraternelles et d'originaires ;
  - Partager et mettre en valeur les mémoires par la reconnaissance des influences réciproques et le croisement des savoirs ;
  - Contribuer à clarifier la distinction entre principe de laïcité et principe de tolérance dans la perspective d'une éducation à la citoyenneté ;
  - Lutter contre les discriminations ethniques, religieuses et sociales.

### **Description :**

L'Université Populaire Medem est un programme sur 3 années académiques, (soutien régional biannuel et dégressif) composé de 36 séances par an, selon le dispositif suivant : chaque séance est théoriquement divisée en 3 parties : 45 minutes d'exposé, 15 minutes de pause-café, suivies de 45 minutes d'exposé et de questions.

Chaque thème est clôturé par une activité afin de rendre sensibles les contenus des savoirs dispensés (lecture de textes par des comédiens, chansons, musiques du monde, projection de films, promenades urbaines). La soirée est suivie de débats dont l'objet est de faciliter la prise de parole du plus grand nombre de participants.

Les thèmes abordés :

1ère année :

- 1) Les chemins de l'émancipation.
- 2) Mémoire ouvrière-mémoire immigrée
- 3) Langues et Cultures des mondes immigrés
- 4) Actualité de la xénophobie et de l'intolérance en Europe
- 5) Economie et démocratie, vertus et faiblesses du marché

2ème année :

- 1) Figures de l'émancipation au 19e et au 20e siècle
- 2) Mémoire ouvrière-mémoire immigrée - d'atelier (2 séances)
- 3) Langues et cultures des mondes immigrés
- 4) La littérature de l'exil

3ème année :

- 1) Mémoire des génocides et ethnocides (12 séances)
- 2) Penser en diaspora (12 séances)
- 3) D'une langue, l'autre, les trous noirs de la traduction (8 séances)
- 4) Vie quotidienne des réfugiés au XXIe siècle (4 séances)

Territoire : Paris, Seine Saint Denis, Val de Marne, Hauts de Seine

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

Questionnaires qualitatifs et quantitatifs  
 Pointage du nombre de participants  
 Nombre de visiteurs du site web

### **Modes de restitution du projet / du programme**

Site dédié  
 Mise en ligne d'une sélection de textes, sons et images  
 Programme papier

Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional

-Le Centre Medem est adhérent au Réseau Mémoires-Histoires en Ile-de-France.

-Passerelle entre le site de l'Université Populaire du Centre Medem et le site « projets-citoyens » du

Conseil Régional.

**Moyens mis en œuvre :**

- Salariés de l'association : 1 doctorant, 1 rédacteur, 1 coordinateur
- Personnes extérieures : Historiens, journalistes, archivistes, intervenants associatifs, personnalités du monde de la diversité, experts, sociologues, ethnologues, webmaster
- Bénévoles : 10 personnes engagées dans la préparation du projet.

**Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

**Public(s) cible(s) :**

Les adhérents du Centre Medem  
 Les adhérents des associations partenaires, amies et intervenantes  
 Les syndicats  
 Toute personne qui aura connaissance de l'information (site, réseaux sociaux, Universités, associations

Nombre de participants potentiels) : 600 personnes

Nombre de destinataires potentiels : 3000 personnes

**Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
ETUDES ET RECHERCHES	3 600,00	8,37%
SITE WEB	1 000,00	2,33%
CONOGRAPHIES ET DOCUMENTATION SONNORES	3 600,00	8,37%
DOCUMENTATIONS	2 000,00	4,65%
FOURNITURES	1 500,00	3,49%
DEPLACEMENTS MISSIONS	2 500,00	5,81%
SALAIRES ET CHARGES	24 000,00	55,81%
CHARGES INDIRECTES	4 800,00	11,16%
Total	43 000,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
RESSOURCES PROPRES	15 000,00	34,88%
REGION IDF PROJETS CITOYENS	20 000,00	46,51%
FONDS PRIVES	8 000,00	18,60%
Total	43 000,00	100,00%

<b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b>
---

Exercice	Montant
2014	8 000,00 €
2015	12 000,00 €

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
-------	-------------------	--------------

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013822</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet :</b> "QUAND LE RACISME ORDINAIRE S'IMMISCE DANS LE QUOTIDIEN, MINE DE RIEN" COMMENT LUTTER POUR UN MEILLEUR VIVRE ENSEMBLE?/ANNUEL
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	37 645,00 €	31,88 %	12 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>12 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : CIE THEATRE DES TURBULENCES  
 Adresse administrative : 11 RUE LOUIS ESCHARD  
 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE  
 Statut Juridique : ASSOCIATION  
 Représentant : Monsieur RENE DURAND, Président  
 Date de publication au JO : 26 février 1997

N° SIRET : 41153212000028

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Ateliers de pratiques artistiques avec collecte de 'paroles brutes' de personnes confrontées au racisme. Récits de vie valorisés par une exposition, des lectures théâtralisées, en lien avec le spectacle. « Parcours citoyen » en partenariat avec des associations et ONG

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé partiellement avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

L'action vise à :

Créer des ateliers de pratiques artistiques avec collecte de 'paroles brutes' de personnes confrontées au racisme. Récits de vie valorisés par une exposition, des lectures théâtralisées, en lien avec le spectacle. «

Parcours citoyen » en partenariat avec des associations et ONG

### **Description :**

RDV au sein des structures associatives partenaires/Séances d'information-formative pour le développement de la citoyenneté et démocratie participative.

Collecte et traitement des récits de vie.

Construction de l'exposition (photos et légendes) et répétitions en vue des lectures théâtralisées.

Réalisation des événements publics

Bilan / Evaluation des actions.

### **Méthode d'évaluation envisagée**

Afin d'analyser les effets du projet global pour pouvoir mieux agir - en vérifiant la pertinence des orientations choisies, l'efficacité de la stratégie mise en œuvre et des activités menées, l'impact - seront réalisés en prenant en compte les propositions des participants et des partenaires :

Rapports moraux / Bilan d'activités

Enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires, participants aux ateliers de

### **Modes de restitution du projet / du programme**

A l'issue des ateliers seront programmés deux spectacle-rencontre, sur 2 villes : 30 participants, ouverts au public qui seront les premiers espaces-temps de mutualisation.

La mutualisation des productions individuelles et collectives sera par conséquent réalisée de manière élargie et la connaissance individuelle du public pourra être approfondie. Les participants aux ateliers - sensibilisés et acteurs du savoir partagé - seront des ambassadeurs, véritables publics relais de retour sur leurs propres territoires et au-delà au sein de divers groupes humains, passeurs de messages pour un mieux vivre ensemble dans le respect des différences. Les expositions réalisées pourront être présentées lors de nouveaux événements. Pour les événements, 350 personnes en moyenne sont attendues à Montreuil et à Tremblay en France ou Aulnay sous-bois

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

Chaque personne intervenant sur ce projet est rémunérée par l'association, certaines sont intermittentes du spectacle, d'autres sont payées en honoraires sur présentation de factures.

- pour les ateliers : 2 comédiennes + 1 photographe

- pour les recueils des témoignages : 1 photographe + 1 sociologue

- pour l'exposition : 1 photographe + 1 metteuse en scène

- pour le débat, les intervenants invités sont bénévoles : sociologues, philosophes, journalistes, enseignants, représentants d'associations (liste d'invités en cours).

- pour le spectacle : 2 comédiennes

Moyens matériels et équipement

Une salle pour accueillir les ateliers dans chacun des deux lieux

Matériel pour les lectures théâtralisées (techniques et scénographique...)

Matériel photographique : captation et reproduction pour affichage / supports installation de l'exposition et supports de visibilité des témoignages (légendes...)

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

**Public(s) cible(s) :**

Le public des deux événements, sera le plus possible intergénérationnel et issu de couches sociales et d'origine diverses pour mêler les individus, les expériences et les générations. Sur les territoires concernés, seront ciblés principalement les :

Habitants fréquentant les Centres sociaux

Adolescent(e)s (12-18 ans) et Jeunes (18-25 ans) venant d'un Equipement jeunesse

Retraités d'un EPHAD

Public issu des migrations et vivant en Foyer d'hébergement

Bénéficiaires des associations et ONG partenaires.

**Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
ACHATS LOCATION MATERIEL ENTERTIEN	3 967,00	10,54%	ETAT DRAC CULTURE ET LIEN SOCIAL	7 000,00	18,59%
FRAIS COMMUNICATION	4 000,00	10,63%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	12 000,00	31,88%
TRAZNSPORTS ET DEPLACEMENTS	3 250,00	8,63%	ACSE	6 000,00	15,94%
DOCUMENTATION	250,00	0,66%	CG 93(EC)	5 200,00	13,81%
FRAIS DE GESTION COURANTES	6 665,00	17,70%	FONDS PRIVES	1 700,00	4,52%
SALAIRES ET CHARGES	19 513,00	51,83%	APPORT COMPAGNIE ET COPRODUCTEURS	5 745,00	15,26%
Total	37 645,00	100,00%	Total	37 645,00	100,00%

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

Exercice	Montant
2014	4 800,00 €
2015	7 200,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013821</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : JEUNES CITOYENS, EXPRIMONS-NOUS!/ANNUEL</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	62 900,00 €	50,00 %	31 450,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>31 450,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : EVEIL ASSOCIATION  
 Adresse administrative : 105 CHEMIN DE RONDE  
78290 CROISSY SUR SEINE  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Madame Anne-Marie BURELLE, Présidente

Date de publication au JO : 15 septembre 1933

N° SIRET : 39494710500034

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Un programme d'interventions en classe « Jeunes citoyens, exprimons-nous ! » à destination de 70 groupes de lycéens et apprentis franciliens ainsi que l'organisation d'un concours sur la thématique du droit à la liberté d'expression et d'opinion, avec une remise des prix.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé partiellement avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

L'action vise à :

Proposer un programme d'interventions en classe « Jeunes citoyens, exprimons-nous ! » à destination de 70 groupes de lycéens et apprentis franciliens ainsi que l'organisation d'un concours sur la thématique du droit à la liberté d'expression et d'opinion, avec une remise des prix début juin 2015 à laquelle

participeront les lycées et CFA gagnants.

### **Description :**

Le module d'intervention s'articule autour d'un diaporama interactif et d'un débat. La méthode participative est privilégiée.

L'intervenant ÉVEIL expose les notions essentielles pour comprendre ce qu'est la citoyenneté et quels sont les éléments qui la constituent. Il souligne également l'importance de l'accès aux droits et de la mobilisation de ses derniers.

1ère séquence : Exposé de l'intervenant : « Construire sa citoyenneté »

Dans cette première partie, l'intervenant présente les différents aspects de la citoyenneté.

1. Jeune et citoyen : Être citoyen c'est avoir des droits, garantis par la loi, mais être citoyen, c'est aussi, et dans l'intérêt de tous, être responsable et respecter ses devoirs envers la société.

2. Jeune et acteur de sa citoyenneté : être citoyen c'est saisir l'importance de connaître et de mobiliser ses droits. (Exemples : élection du délégué, participation au Conseil de Vie Lycéenne, participation à la vie associative du lycée, etc.).

2ème séquence : Expression des élèves à travers un débat

Différents thèmes de débats sont proposés par l'association ÉVEIL en amont de l'intervention, le professeur choisit celui qu'il souhaite faire travailler à sa classe. Ces thèmes peuvent être : « Citoyenneté environnementale : citoyenneté essentielle ou accessoire ? La liberté de la presse : illusion ou réalité ?

Au cours des échanges, l'intervenant a le rôle de modérateur.

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

- Bilan quantitatif et qualitatif remis à la fin de l'action
- Nombre d'établissements participants, de classes inscrites
- Nombre de connexions sur la page dédiée du site

### **Modes de restitution du projet / du programme**

- Distribution d'une clé USB regroupant les créations des établissements participant au concours

### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Les réalisations des établissements participants seront également disponibles sur le site de l'association.

Par ailleurs, l'association participe au salon européen de l'éducation en novembre 2014 et y assure la promotion de l'action.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

- Salariés de l'association : 5
- Bénévoles

Moyens matériels et équipement :

- Ordinateurs / logiciels / Ressources documentaires (ouvrages / formation)

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

**Public(s) cible(s) :**

Lycéens et apprentis de la région Île-de-France 15

Nombre de participants potentiels : 2 170 personnes

Nombre de destinataires potentiels : 2 380 personnes (les participants + les équipes pédagogiques)

**Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
COMMUNICATION PUBLICITE	2 000,00	3,18%
PRESTATIONS EXTERIEURES	5 000,00	7,95%
TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	3 300,00	5,25%
SALAIRES ET CHARGES	50 300,00	79,97%
FRAIS DIVERS ADAMINISTRATIFS	2 300,00	3,66%
Total	62 900,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	31 450,00	50,00%
REGION IDF PROJETS CITOYENS	31 450,00	50,00%
Total	62 900,00	100,00%

<b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b>
---

Exercice	Montant
2014	12 580,00 €
2015	18 870,00 €

<b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b>
---

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Lutte contre les discriminations	20 000,00 €
2012	Lutte contre les discriminations	20 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	30 050,00 €

2013	Egalité femmes-hommes	20 700,00 €
2014	Actions européennes	17 500,00 €
2014	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	26 730,00 €
	Montant total	134 980,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013826</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : QUELLE IMPLICATION DANS NOS QUARTIERS POUR UNE INTERPELLATION DES INSTITUTIONS/ANNUEL</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	29 100,00 €	27,49 %	8 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>8 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : FEMMES DES FRANCS MOISINS  
 Adresse administrative : 3 RUE DU LANGUEDOC  
 93200 SAINT DENIS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Madame Blandine VEITH, Présidente

Date de publication au JO : 30 juillet 1980

N° SIRET : 33222642200019

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Mise en place d'une action qui accueillera un groupe de femmes (une vingtaine) pour travailler la prise de parole dans la sphère publique.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé partiellement avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

L'action vise à:

Favoriser la prise de parole publique

- Favoriser la rencontre inter-quartiers et inter-villes

- Accompagner un groupe de femmes à formaliser ses attentes quand son environnement immédiat

(quartier, ville)

- Favoriser l'implication des femmes dans la vie du quartier et de la ville.

### **Description :**

L'AFFM mettra en place une action à partir de septembre 2014 qui accueillera un groupe de femmes (une vingtaine) pour travailler la prise de parole dans la sphère publique. Cela se fera à travers trois grands axes :

Axe 1 : un atelier de théâtre hebdomadaire (de septembre 2014 à juin 2015)

Axe 2 : une série de rencontres (une par mois) permettront d'inviter d'autres associations pour débattre de thématiques propres au niveau local (vie du quartier, propreté, sécurité, éducation...). Ces débats permettront aux femmes de l'AFFM de se confronter à d'autres réflexions, idées, expériences afin d'enrichir leur réflexion.

Axe 3 : Organisation en Avril 2015 d'un séminaire sur la question de « quelle implication pour quelle interpellation des institutions ? »

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

- Nombre et régularité des femmes à l'atelier théâtre,
- Nombre et régularité des femmes aux rencontres d'échanges mensuelles (10),
- Régularité et implication des partenaires dans la préparation du colloque « Quelle implication dans nos quartier pour une interpellation des Institutions »
- Questionnaire d'évaluation pour chaque bénéficiaire de l'action
- Réunion de bilan avec les bénéficiaires de l'action
- Réunion de bilan avec nos partenaires

### **Modes de restitution du projet / du programme**

Tout au long de l'action l'association fera appel à un(e) vidéaste pour filmer les différentes Rencontres. Le matériel sera traité de deux manières :

- 1- Sous formes de vignettes qui refléteront le cadre de la rencontre et qui seront mis sur différents supports (notre site, Youtube, Facebook),
  - 2- Un documentaire relatant l'intégralité de l'action et qui sera projeté au Cinéma l'écran donnant ainsi l'occasion d'organiser un débat sur « Une manière de construire de la citoyenneté »
- D'autres part, les interventions et débats seront enregistrés afin d'en faire une synthèse qui sera une trace de l'événement et mis à la disposition sur notre site.
- La transmission de la méthodologie du projet mis en place,
  - Mise à disposition et diffusion du film retraçant l'action ainsi que la synthèse du colloque

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

- Salariés de l'association, Elles seront trois :
  - La directrice 10 h/mensuelles x 28,84 € sur 11 mois
  - Deux animatrices petite enfance 10h/mensuelle soit 20h/mensuelles pour les deux X 11,50 €
  - Un intervenant théâtre 2h/hebdomadaires x28,84 sur 11 mois
- Personnes extérieures : un(e) intervenant(e) 2h/hebdomadaires pour l'atelier théâtre
- Bénévoles : Les membres du Conseil d'Administration (10) dispositif d'accueil lors du colloque

Moyens matériels et équipement :

une caméra vidéo, une perche et un pied pour pouvoir filmer :  
Un logiciel Photoshop

**Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

**Public(s) cible(s) :**

Un groupe de 20 femmes tout au long de l'année. Des femmes dont la moyenne d'âge est 34 ans, qui fréquentent ou ont fréquentées l'atelier de socialisations linguistiques.

Le colloque : 200 personnes. Femmes et hommes de différentes nationalités, de différents horizons et sensibles à la problématique abordée lors du colloque.

Nombre de destinataires potentiels :

Pour les axes 1 et 2 : 100 femmes (les femmes qui fréquentent la structure pour les activités générales de l'AFFM)

Pour l'axe 3, le colloque : 500 personnes environ. Utilisation des réseaux sociaux et des contacts des partenaires.

**Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable\* le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- SAINT-DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
ACHATS MATERIELS PHOTOS ET VIDEOS	4 000,00	13,75%
FRAIS ENERGIE EAU	200,00	0,69%
ACHATS FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 536,00	5,28%
DOCUMENTATIONS PUBLICITE	1 300,00	4,47%
FRAIS LIES AUX SEMINAIRES	2 500,00	8,59%
CHARGES LOCATIVES ET ASSURANCES	2 592,00	8,91%
LOCATION SALLES ET SONO	3 000,00	10,31%
HONORAIRES ET PRESTATION DE SEVICES	3 096,00	10,64%
FRAIS TELECOM ET POSTAUX	1 135,00	3,90%
TRANSPORTS DEPLACEMENTS MISSIONS	1 500,00	5,15%
SALAIRES ET CHARGES	8 241,00	28,32%
Total	29 100,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
ACSE	7 000,00	24,05%
REGION IDF PROJETS CITOYENS	8 000,00	27,49%
CG 93(EC)	3 000,00	10,31%
DROITS DES FEMMES	3 000,00	10,31%
VILLE DE ST DENIS(EC)	3 000,00	10,31%
CNASEA	1 300,00	4,47%
FOND DES FEMMES MEDITERRANEENNES	3 500,00	12,03%
PARTICIPATIONS DES USAGERS	300,00	1,03%
Total	29 100,00	100,00%

#### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	8 000,00 €

#### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2012	Soutien à la prévention	1 900,00 €
2013	Soutien à la prévention	8 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	8 000,00 €
2013	Soutien à la médiation	5 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	8 000,00 €
	Montant total	51 900,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014038</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : FORMATION ACTEURS-HABITANTS/ANNUEL</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	220 000,00 €	9,09 %	20 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>20 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : IFMO INST FORM MAITR OUV  
 Adresse administrative : 45 AVENUE VICTOR HUGO  
93300 AUBERVILLIERS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur STEPHANE PEU, Président

Date de publication au JO : 22 décembre 1993

N° SIRET : 33153213500042

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Une formation de cinq jours qui a pour enjeu de permettre aux habitants de s'approprier les clés d'analyse d'un projet de transformation d'un quartier et d'asseoir leur posture d'habitants « acteurs » et de maîtres d'usages dans les projets de renouvellement urbain et de gestion urbaine.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2014

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

Cette action vise à:

- Faire connaître l'environnement politique et institutionnel de la politique de la ville et du renouvellement urbain
- Comprendre les enjeux d'un projet de renouvellement urbain et identifier quels en sont les fondamentaux
- Connaître les acteurs du projet, leurs attentes, leurs objectifs

- Définir la place des habitants tout au long du projet (de sa conception à sa mise en œuvre)
- Mobiliser l'expertise d'usage des habitants
- Développer la capacité d'agir des habitants autour de projets

### **Description :**

Le contenu de la formation pour les 25 stagiaires:

Sur la posture d'Habitant acteur du quartier :

Clarifier les rôles des différents acteurs d'une démarche de concertation

Comprendre comment se situe l'habitant dans la gouvernance du projet

Apprendre à mener la concertation avec les habitants, comment débattre et sous quelles formes

Apprendre à construire, la posture d'habitant, expert de l'usage

Sur la posture d'Habitant, maître d'usage dans un projet de renouvellement urbain :

Les origines politiques et institutionnelles d'un projet de rénovation urbaine

Les fondamentaux d'un projet de rénovation urbaine

Faire comprendre et partager ces fondamentaux dans le champ de la composition urbaine, comment transformer les tissus urbains, les questions clés, densité, espaces publics, diversification de l'habitat.

Pour chacun des items, la preuve par l'exemple

Sur la posture d'Habitant acteur du quartier :

Table ronde, rencontre avec les acteurs institutionnels du projet (CGET, ANRU, ACSE, USH). En conclusion de la formation, présentation par les habitants aux institutionnels, de ce qu'ils ont appris, retiennent sur la construction de cette nouvelle posture de maître d'usage.

Sur la posture d'Habitant, maître d'usage dans un projet de renouvellement urbain :

Visite sur site d'un quartier en renouvellement urbain, en présence du chef de projet, et analyse avec le chef de projet des fondamentaux urbains du projet.

Sur la posture d'Habitant, maître d'usage dans un projet de gestion urbaine :

Elaboration d'un diagnostic en marchant et analyse du diagnostic sur un quartier (identique à la première visite).

Comprendre la gestion urbaine, ses enjeux, les démarches visant son amélioration

Les effets sociaux de la gestion urbaine et en particulier de la gestion de l'habitat et du cadre de vie urbain et leur prise en compte dans les développements récents.

La prise en compte de la gestion urbaine, dès la conception du projet, dans sa mise en œuvre et après le projet.

Les différentes étapes d'un projet de gestion urbaine et la place des habitants.

Les démarches de gestion urbaine (villes/bailleurs) et leur complexité.

Développer les capacités d'agir des habitants

Méthodes et outils pour construire et faire prendre en compte une expertise d'usage

Quels outils partagés ? Quels modes de coproduction? Quels modes d'information et de communication?

Ateliers de travail sur quelques situations repérées auprès des participants : analyse du contexte et élaboration de propositions de démarche à conduire.

### **Méthode d'évaluation :**

Les habitants stagiaires remplissent une feuille d'évaluation à la fin de la formation. Lors de la journée de restitutions (jour 5), ils expriment leurs impressions et ressentis, énumèrent les points forts et les points faibles de la formation.

Cette évaluation écrite et orale permet d'améliorer le contenu de la formation et de l'adapter aux problématiques et besoins actuels.

Un modèle de l'évaluation écrite est ajouté en annexe dans le dossier papier envoyé par courrier.

### **Modes de restitution du projet / du programme :**

Après avoir travaillé en atelier par groupe sur différents projets et territoires, les habitants restituent leur travail auprès des représentants institutionnels. Les habitants ont à cette occasion la possibilité d'échanger avec eux, de partager leurs impressions sur la formation et d'utiliser les méthodes, les outils et le savoir acquis pour réaliser leur travail en atelier.

### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional :**

A l'issue de la formation, peut être construite une journée régionale, durant laquelle les habitants stagiaires, viendront restituer ce qu'ils ont appris durant la formation, comment cette formation peut être un appui pour construire les ateliers de concertation dans les quartiers.

Participeront à cette journée de restitution, les habitants stagiaires, des représentants des collectivités locales et organismes du logement social.

Cette journée devrait avoir lieu dans les trois mois qui suivent la formation.

L'objectif, permettre aux habitants de diffuser ce qu'ils ont appris durant la séquence de la formation, pour qu'à leur tour ils construisent avec les habitants de leurs quartiers, les méthodes et outils de la concertation sur leurs projets.

### **Moyens mis en œuvre :**

Salariés de l'association : 2

Chantal Talland, Anthropologue Urbaine, Directrice de l'École du Renouveau Urbain

Alice Combaud, Diplômée en interventions urbaines et sociales, chargée de Mission

Personnes extérieures : 3

Si la formation se déroule dans les locaux de l'IFMO à Aubervilliers, celle-ci bénéficiera des locaux, services de l'école du renouvellement urbain.

Location car : 800 euros

Location salle journée restitution : 2 000 euros

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

### **Public(s) cible(s) :**

Cette formation s'adresse aux habitants (25 stagiaires) impliqués dans leur quartier, via des associations, des amicales de locataires, des régies de quartiers, des collectifs d'habitants, des centres sociaux.

Les candidats potentiels peuvent accéder au site internet, où leur est donnée une vue exhaustive sur l'organisation et le contenu de la formation. Une personne de l'équipe est dédiée à cette formation. Dès l'amont de sa tenue, elle informe, renseigne, conseille les habitants.

### **Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>			<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
ANIMATIONS PEDAGOGIQUES SUR 5 ACTIONS	91 080,00	41,40%	USH	45 000,00	20,45%
PRISE EN HARGES DES STAGIAIRES HEBERGEMENT DEPLACEMENTS RESTAURATION	121 280,00	55,13%	ANRU	30 000,00	13,64%
JOURNEE DE RESTITUTION	7 640,00	3,47%	ACSE	125 000,00	56,82%
			REGION IDF PROJETS CITOYENS	20 000,00	9,09%
Total	220 000,00	100,00%	Total	220 000,00	100,00%

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

Exercice	Montant
2014	8 000,00 €
2015	12 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013839</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : ENCOURAGER L'EXPRESSION CITOYENNE DES JEUNES GRACE A L'APPROPRIATION ET LA CREATION DE MEDIAS LYCEENS/ ANNEE 1/ PROGRAMME BIENNAL</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	242 847,00 €	12,35 %	30 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>30 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : SOS INSERTION ET ALTERNATIVES  
 Adresse administrative : 102 C RUE AMELOT  
75011 PARIS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur Paul-Henri D'ERSU, Président

Date de publication au JO : 10 août 1994

N° SIRET : 40297328300417

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : cette expérimentation prenant place dans 20 lycées franciliens vise à accompagner les lycéens dans l'élaboration de leur média lycéen enrichi, grâce à des modules ludiques et pédagogiques

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé partiellement avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

Innovante et collaborative, cette expérimentation prenant place dans 20 lycées franciliens vise à accompagner les lycéens dans l'élaboration de leur média lycéen enrichi, grâce à des modules ludiques et pédagogiques mis à disposition via une plateforme interactive en ligne, mais également grâce à un

accompagnement par des professionnels du journalisme.

### **Description :**

L'interface dédiée à chaque lycée inclura un espace permettant de proposer une extension web du magazine papier, laissant ainsi la possibilité de réaliser un magazine « augmenté » intégrant des vidéos, sons et autres média interactifs. Cette version enrichie du magazine sollicitera des compétences nouvelles et favorisera l'intégration d'un maximum de lycéens au projet.

Principales étapes du projet

- a) « Des outils clés en main »
- b) Une plateforme flexible, un réel espace de production participatif
- c) Un portail vers les nouvelles technologies et la communication 2.0

En donnant un cadre à la pratique journalistique lycéenne, cette expérimentation vise également à valoriser les différentes productions lycéennes. Pour ce faire, la plateforme en ligne aura pour objectif de mettre en lien les différents lycées participants pour favoriser l'échange de pratiques.

Au-delà des échanges via la plateforme, chaque lycéen participant participera à une demi-journée d'échange de pratiques avec un autre lycée participant. Les sujets abordés dans les groupes de travail entre lycéens auront été définis en amont via l'espace d'échange inter-lycées de la plateforme.

Cette journée, encadrée par les professeurs et l'équipe du Pôle Média, sera également l'occasion de faire témoigner des journalistes professionnels.

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

C'est avec l'évaluateur retenu que nous élaborerons le protocole d'évaluation de cette expérimentation. Ainsi, les indicateurs d'évaluation et les modalités d'enquête seront définis à partir du lancement de l'expérimentation en septembre 2014.

### **Modes de restitution du projet / du programme**

L'impression des magazines lycéens sera le point d'orgue du projet de conception de médias citoyens et constituera en tant que tel le livrable final du projet dans chaque lycée. Dans un second temps sera créé un magazine participatif commun à tous les établissements, sur le format du Respect Mag' n°40 co-rédigé par 30 élus lycéens. Ici, l'idée est de pouvoir regrouper deux représentants de chaque lycée participant pour réfléchir à la mouture de ce magazine commun pour faire des propositions qui seront soumis au vote des lycéens participants. Accompagnée par le journaliste chargé du projet, la création de ce magazine se fera via la plateforme en ligne et sollicitera la participation des lycéens.

Par ailleurs, l'organisation d'un prix annuel viendra récompenser les meilleures initiatives lycéennes et fera l'objet d'un événement regroupant les lycées participant mais également des partenaires média. Pendant ces phases de valorisation, une attention particulière sera consacrée à l'utilisation des réseaux sociaux, mais également des autres biais d'information. L'objectif est bien de permettre aux productions lycéennes de dépasser le cadre du lycée et de toucher un public plus large. La réussite de cette première édition aura également pour objectif le « recrutement » de nouveaux lycées pour prendre part à la deuxième année de l'expérimentation.

### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Le contenu pédagogique (tutoriaux, fiches pratiques d'initiation à la pratique journalistique) de la plateforme sera en libre accès à tous visiteurs de la plateforme, ce qui permet, au-delà d'un transfert de compétences, la mise en place d'un réel espace d'échange et de discussion entre le Rédacteur en chef, les lycéens, les visiteurs... Chacun pouvant participer et contribuer de manière pédagogique et volontaire à la diffusion du savoir journalistique et de l'expression citoyenne.

**Moyens mis en œuvre :**

- Salariés de l'association : Implication de l'équipe du Pôle Médias + embauche de 2 nouveaux temps pleins
- Personnes extérieures : Implication des professeurs dans le suivi du projet
- Bénévoles :

Ce projet nécessitera la mobilisation de compétences spécifiques et dédiées au projet. Il est prévu de créer deux postes et demi pour mettre en œuvre l'intégralité du projet sur les deux années.

- 1 coordinateur (1 ETP) dont les missions seront les suivantes :
- 1 chargé de développement web pour la construction de la plateforme :
- Développer la plateforme web dédiée au projet ainsi que les différentes applications afférentes (

**Intérêt régional :**

Si l'expérimentation concerne au départ 20 établissements franciliens, il vise à se développer sur toute la région : avec 471 établissements lycéens, la région Ile-de-France constitue un terreau favorable pour le développement du projet puisque la vocation même de la plateforme est de toucher le plus de lycées franciliens possible.

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

**Public(s) cible(s) :**

Les publics visés par l'expérimentation sont les jeunes de 15 à 18 scolarisés au sein de lycées franciliens. Les lycées seront sélectionnés dans l'objectif de refléter la diversité des lycées présents au sein de la Région Ile de France  
Proposition des lycées expérimentaux en année 1 : plus de 8 400 lycéens la première année.

Au global sur les deux ans et sur les vingt établissements, l'objectif est de toucher 19 100\* lycéens, dont 600 seront impliqués concrètement dans la rédaction du magazine et 2 000 seront impliqués dans son développement (via les contributions sur réseaux sociaux).

Dans les 10 lycées participants l'année 1 (8400 la 1ère année + 2300 la 2ème année– nouvelle génération de 2nde) + 8400 lycéens au sein des 10 nouveaux établissements la 2ième année.

**Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
SALAIRES ET CHARGES	178 942,00	73,69%	FONDS PROPRES	51 423,00	21,18%
REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	23 667,00	9,75%	MSJEPVA FONDS EXP POUR LA JEUNESSE	121 424,00	50,00%
IMPOTS ET TAXES SUR REMUNERATIONS	12 455,00	5,13%	MINISTERE DE L'EDUCATION	20 000,00	8,24%
DEPLACEMENTS MISSIONS	2 833,00	1,17%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	30 000,00	12,35%
PUBLICITE PUBLICATION	17 000,00	7,00%	RECETTES PUBLICITAIRES	10 000,00	4,12%
DEPENSES INDIRECTES	7 950,00	3,27%	FONDATIONS	10 000,00	4,12%
Total	242 847,00	100,00%	Total	242 847,00	100,00%

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

Exercice	Montant
2014	12 000,00 €
2015	18 000,00 €

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**

Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Projets et programmes de prévention et d'éducation à la santé hors PRSP	15 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	3 000,00 €
	Montant total	18 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013973</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : UNIVERSITE POPULAIRE/ANNUUEL</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	15 000,00 €	46,67 %	7 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>7 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : IREL P INST RECHERCHES ETUDES LIBRE PENSEE  
 Adresse administrative : 10 A 12 RUE DES FOSSES ST JACQUES  
75005 PARIS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur Jean-Marc SCHIAPPA, Président

Date de publication au JO : 9 octobre 1999

N° SIRET : 48143773900016

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Mise en place d'une université Populaire, de type généraliste, avec des spécialistes de haut niveau, pour un public soucieux de connaissances et d'auto-éducation

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

L'action vise à :

Mettre en place une université Populaire, de type généraliste, avec des spécialistes de haut niveau, pour un public soucieux de connaissances et d'auto-éducation, afin d'encourager l'exercice d'une citoyenneté active et d'aider à l'émancipation individuelle et collective par l'acquisition de savoirs.

**Description :**

Séances mensuelles de conférences et débats avec des cycles déterminés, conférence liminaire, sur des thématiques diverses telles que, pour le 1<sup>er</sup> trimestre :

- Les origines de l'Union européenne
- Qu'est-ce que le congrès de Rome ?
- Qu'est-ce que la Philosophie de Hegel ?
- Qu'est-ce que le développement durable ?

L'objectif est de fournir aux participants les clés pour appréhender au mieux les enjeux contemporains et leur permettre d'être de véritables acteurs de démocratie en leur facilitant l'accès à la connaissance.

**Méthode d'évaluation envisagée :**

Après chaque séance bilan qualitatif et quantitatif

Séance de fin d'année pour établir le bilan quantitatif et qualitatif

Rapport écrit et public en fin d'année disponible sur le site de l'association

**Modes de restitution du projet / du programme**

Systématiser la mise en ligne et vidéo des exposés sur le site irelp.fr

Mise à disposition des séances pour l'ensemble des partenaires

**Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Participation aux réseaux mis en place par la participation citoyenne et démocratique

Inscription et présence sur le site « Projets-Citoyens »

**Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

Pas de salariés de l'association

Bénévoles : 25

Moyen matériel

Matériel vidéo (caméra, micro etc)

**Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

**Public(s) cible(s) :**

Lycéens, étudiants, jeunes salariés ou jeunes chômeurs qui ont besoin d'une instruction généraliste

Nombre de participants potentiels : 50

Nombre de destinataires potentiels : +100

De l'ordre de plusieurs centaines (approximation à partir des vues sur les réseaux sociaux)

**Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable\* le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
CONTRIBUTION LOYER	9 000,00	60,00%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	7 000,00	46,67%
ASSURANCE LIEE AU PROJET	200,00	1,33%	QUOTE PART COTISATIONS DIRECTES	1 300,00	8,67%
INTERNET	200,00	1,33%	VENTES D'OUVRAGES	1 000,00	6,67%
ELECTRICITE	500,00	3,33%	COTISATIONS FNLP	2 700,00	18,00%
DEPLACEMENTS CONFERENCIES	2 000,00	13,33%	PRESTATIONS	1 000,00	6,67%
FOURNITURES	800,00	5,33%	AUTRES SOUTIENS	2 000,00	13,33%
IMPRIMEUR	800,00	5,33%	Total	15 000,00	100,00%
ENTRETEIN	500,00	3,33%			
FRAIS VIDEO	1 000,00	6,67%			
Total	15 000,00	100,00%			

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

Exercice	Montant
2014	7 000,00 €

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**

**Antériorité du soutien régional** (informations en cours de consolidation) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	6 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	7 000,00 €
	Montant total	13 000,00 €



<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013827</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT A L'EXPRESSION ET A LA CITOYENNETE DES JEUNES EN ILE-DE-FRANCE/ANNUEL</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	161 000,00 €	9,32 %	15 000,00 €
<b>Montant Total de la subvention</b>			<b>15 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : JETS D'ENCRE  
 Adresse administrative : 39 RUE DES CASCADES  
75020 PARIS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Madame Anna LENTZNER, Présidente

Date de publication au JO : 11 décembre 2004

N° SIRET : 47960594100034

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : organiser des actions pour promouvoir la presse d'initiative jeune.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

- Permettre à des journalistes jeunes de se former et de se rencontrer
- Fédérer et faire participer les jeunes au projet de développement de la presse d'initiative jeune
- Développer l'autonomie et les compétences des bénévoles de l'association
- Créer un journal comme action citoyenne

**Description :**

L'action vise à :

- la création de nouvelles ressources pour les journalistes jeunes :
  - la rénovation de la Carte de presse jeune
  - des outils pour accompagner la création de journaux jeunes : le kit "Créer son journal web"
  - des outils pour permettre aux journalistes jeunes de s'approprier la thématique de la liberté d'expression : "Liberté d'expression : le kit pour en débattre"
  - favoriser l'engagement lycées : le kit "Lycéen engagé"
  - l'organisation de l'université d'été de l'association Press'citron :
  - ateliers thématiques de technique de projet, tables rondes...
  - mise en réseau des intervenants partenaires, transmission des compétences et connaissances entre pairs
  - la promotion de la presse d'initiatives jeunes : inciter à la création de journaux en assurant la visibilité du phénomène de la presse d'initiative jeunes :
  - Interventions auprès de référents et d'élus de la Vie Lycéenne, accompagnement des projets de jeunes, actions de sensibilisation, formations
  - l'organisation de la 11<sup>e</sup> édition du festival Espresso, rdv de la presse jeune régionale : salle de rédaction géante, épreuve du contre-la-montre (produire un numéro en 15 heures sur des sujets imposés), projections-débats.
- Le festival Espresso, festival national de la presse jeune, est une rencontre annuelle à laquelle participe, en moyenne, 300 jeunes de 12 à 25 ans représentant 40 rédactions. Ce temps d'échanges et de réflexion permet aux jeunes de s'investir dans le débat public.
- Les jeunes sont répartis par catégories d'âge et gagneront des prix (matériel informatique).

### **Méthode d'évaluation envisagée**

Nombre de téléchargements des kits, nombre de débats organisés, nombre de participants à l'université d'été, nombre d'interventions effectuées par l'association, nombre de participants au festival Espresso. (salle de rédaction géante, épreuve du contre-la-montre)

### **Modes de restitution du projet / du programme**

Bilans écrits.

### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Les outils seront tous disponibles sur le site de l'association.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

- le délégué général
- un assistant administratif (création de poste)
- 1 bénévole ou service civique + 40 membres actifs organisés en groupes de travail

### **Intérêt régional**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

**Public(s) cible(s) :**

Les jeunes franciliens de 12 à 25 ans qui réalisent des journaux ou veulent en créer un.  
Plusieurs milliers de participants potentiels pour tous les événements et actions menés.

**Détail du calcul de la subvention :**

Montant total de la base subventionnable x le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>			<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Charges de personnel	49 370,00	30,66%	Ministère de l'éducation nationale	41 000,00	25,47%
Transports	23 500,00	14,60%	Région IDF	15 000,00	9,32%
Locations	15 100,00	9,38%	Ville de Paris - DJS(EC)	12 000,00	7,45%
Reprographie, impressions, publications	20 600,00	12,80%	Ministère de la Jeunesse	9 500,00	5,90%
Prestations de services	7 000,00	4,35%	Fonds européens - Erasmus	20 000,00	12,42%
Achats, documentation	6 000,00	3,73%	Ministère de l'enseignement supérieur	5 000,00	3,11%
Honoraires et traitement informatique comptable, assurances	3 300,00	2,05%	FONJEP	8 950,00	5,56%
Frais de déplacement, restauration, hébergement, réception, animation	24 980,00	15,52%	Ville de Paris jeunesse et sport (EC)	11 000,00	6,83%
Télécoms, frais postaux, frais bancaires	5 350,00	3,32%	Fonds privés	6 000,00	3,73%
Autres charges de gestion	1 100,00	0,68%	Ventes de biens et services	2 900,00	1,80%
Lots récompenses aux lauréats	4 700,00	2,92%	Cotisations, frais d'inscription	13 550,00	8,42%
<b>Total</b>	<b>161 000,00</b>	<b>100,00%</b>	Transfert de charges d'exploitation	7 100,00	4,41%
			Réserver parlementaire	5 000,00	3,11%
			Ministère de la culture	4 000,00	2,48%
			<b>Total</b>	<b>161 000,00</b>	<b>100,00%</b>

<b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b>
---

Exercice	Montant
2014	6 000,00 €
2015	9 000,00 €

<b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b>
---

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

<b>Année</b>	<b>Dispositif d'aide</b>	<b>Montant voté</b>
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	10 000,00 €
2012	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	10 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	15 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	5 500,00 €
	Montant total	40 500,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013828</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : LES QUATRE SAISONS/ANNUUEL</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	18 170,00 €	49,53 %	9 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>9 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : KOKOYA INTERNATIONAL  
 Adresse administrative : 15 ALLEE GAGARINE  
94200 IVRY SUR SEINE  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Madame Christiane AUBRY, Présidente

Date de publication au JO : 10 avril 1999

N° SIRET : 42896907500012

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Animation d'ateliers de théâtre Forum ou Théâtre Débat Action et de théâtre-témoignages

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

L'action vise à:

Témoigner du côté universel de l'expérience humaine, et mémorielle

Donner un éclairage plus vaste sur des thématiques sociétales

Redonner la parole aux personnes ordinaires, une parole ancrée dans la vie quotidienne, et ainsi valoriser leurs parcours

Témoigner de la parole des citoyens, leur redonner espoir et courage et ainsi les inciter/encourager à s'autonomiser

S'interroger sur ce que signifie aujourd'hui le « bien commun » ?  
 Mieux connaître son quartier, sa ville, sa région et échanger ses perceptions  
 Agir au contact des populations sur la gestion de conflits de la vie quotidienne  
 Apprendre à gérer les conflits, à s'exprimer en public

### **Description :**

Séances de Théâtre Débat.

Les mises en débat par le jeu Théâtral des histoires conflictuelles vécues, avec les protagonistes eux-mêmes, sont des moyens pour mettre le groupe au service de la situation conflictuelle et à la recherche d'alternatives pour débloquer cette situation.

Atelier de prise de paroles en public.

Les ateliers de prise de parole où les participants apprendrons, à développer la connaissance et la maîtrise de soi lorsqu'ils doivent parler en public ou en entretien. Le groupe analysera les enjeux de cette prise de parole en général. Et de plus se donnera des objectifs précis et utilisera la pratique théâtrale pour améliorer son efficacité (avec la simulation...la mise en situation, la captation vidéo et son analyse) ; Et le groupe pourra discuter librement

A l'issue de chaque séance, quel que soit l'atelier, chacun exprime son ressenti, analyse la méthode utilisée en groupe après l'avoir pratiquée pour affiner la réflexion.

Organisation de ballades urbaines ;

L'objectif est de rassembler des habitants, et des acteurs associatifs afin de leur permettre de se rendre compte de la diversité et de la richesse de leur environnement, des initiatives existantes sur le terrain d'habitants sur différentes problématiques.

De plus les ballades urbaines (Automne hiver Printemps Eté) sont prétexte à mieux connaître son quartier, sa cité, sa ville, sa région, leurs équipements, leurs acteurs associatifs (mairie, CG, CR, médiathèque, bâtisses, écoles, collèges, lycées, usines, musées...).

Ces déambulations pourront être rythmées culturellement (exemple : créer un évènement autour du nom d'une rue, l'histoire d'une bâtisse, l'historique d'un lieu ...). Au retour nous pourrions débattre de nos ressentis sur cette visite, les dire, les écrire, les dessiner ... les collecter sous forme de journal/fanzine ou brèves

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

Comité de pilotage : habitants, associations, agents territoriaux,  
 Réunions préparation et de bilan  
 Fiche évaluation mini bilan après chaque action réalisée  
 Séance de TDA

### **Modes de restitution du projet / du programme**

Représentations, fanzine, brèves, compte-rendu du projet

### **Moyens mis en œuvre :**

- Salariés de l'association : tous intermittents du spectacle

Pour chaque spectacle x 3 artistes : 12 H

Pour TDA ou ateliers de prise de paroles : 2 comédiennes x 4h séances) 80H

Pour ballades urbaines : 2 com x 10h x 4 ballades –

Personnes extérieures : membres d'association – personnel territoriale, usagers des ateliers – des ballades

### **Moyens matériels et équipement :**

Salles de répétition, salles pour ateliers, appareils-photos avec caméra intégrée

**Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

**Public(s) cible(s) :**

Femmes immigrées, jeunes, mères de familles, Comité de quartier, Centres sociaux

Ateliers TDA : 5 x 10

Ateliers prise de paroles : 5 x 10

Balades urbaines : 10

Nombre de destinataires potentiels Théâtres témoignages : 8 x 20 : 160

Ateliers TDA : 50

Ateliers prise de paroles : 50

Balades urbaines : 10 x 4 = 40

**Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- PARIS
- PARIS
- AUBERVILLIERS
- PANTIN
- IVRY-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
ACHATS FORUNITURES	500,00	2,75%	RESSOURCES PROPRES	670,00	3,69%
LOCATION IMMOBILIERE	300,00	1,65%	DDCS 94 (EC)	1 500,00	8,26%
DOCUMENTATION	150,00	0,83%	DRJSCS	1 500,00	8,26%
FRAIS DE GESTION COURANTES	800,00	4,40%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	9 000,00	49,53%
HONORAIRES	800,00	4,40%	OPH	2 500,00	13,76%
PUBLICITE PUBLICATION	270,00	1,49%	CG 94(EC)	1 500,00	8,26%
DEPALCEMENTS MISSIONS RECEPTIONS	100,00	0,55%	VILLE D'IVRY(EC)	1 500,00	8,26%
FRAIS POSTAUX	100,00	0,55%	Total	18 170,00	100,00%
SALAIRES ET CHARGES	15 150,00	83,38%			
Total	18 170,00	100,00%			

#### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	9 000,00 €

#### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	6 000,00 €
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2012	Soutien à la prévention	3 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	8 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	17 000,00 €
	Montant total	54 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014027</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : SOUTENIR ET ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DU POUVOIR D'AGIR DES HABITANTS PAR LA CREATION D'UN CENTRE DE RESSOURCES EN LIGNE/ ANNEE1 /PROGRAMME BIENNAL</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	43 657,00 €	34,36 %	15 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>15 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : FONDA  
 Adresse administrative : 53 BOULEVARD DE CHARONNE  
75011 PARIS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur Yannick BLANC, Président

Date de publication au JO : 1 octobre 1981

N° SIRET : 32392364900012

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : mettre en place un centre de ressources en ligne sur le pouvoir d'agir des habitants, qui réunira des ressources académiques, des présentations d'acteurs, des repères méthodologiques et retours d'expérimentations, des initiatives collectives. L'objectif de ce projet est de permettre une mise en réseau des acteurs et de donner accès à ces connaissances aux habitants notamment.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2016

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanent.

**Objectifs :**

Le Collectif Pouvoir d'agir a été formé en juin 2010, à l'initiative de la Fonda notamment, et entend promouvoir la participation des habitants, en s'appuyant et en renforçant leur capacité à identifier et à

mettre en œuvre des solutions notamment dans les quartiers prioritaires.

Dans ce cadre, l'objectif est donc de fournir les outils aux acteurs en :

- réunissant et organisant les connaissances sur le développement du pouvoir d'agir des habitants ;
- donnant accès à ces connaissances aux habitants, aux professionnels de l'action sociale, aux élus et aux techniciens ;
- maintenant et actualisant le centre de ressources en ligne ;

#### **Description :**

L'objectif est de mettre en place un outil, un centre de ressources en ligne sur le pouvoir d'agir, qui réunira des ressources académiques, des présentations d'acteurs, des repères méthodologiques et des retours d'expérimentations, et des initiatives collectives pour se mettre en réseau.

La Fonda prendra en charge la mise en place et la maintenance du centre de ressources en ligne sur le pouvoir d'agir.

Le centre est fondé sur le "crowdsourcing" : chacun pourra l'alimenter et être géo localisé sur une carte dynamique.

Année 1 : structuration du centre de ressources en ligne :

- état des lieux du site actuel
- consultation des membres pour collecter les attentes et besoins
- refonte de l'arborescence
- reclassement et indexation des données existantes
- rédaction de textes introductifs aux différentes rubriques
- formalisation d'une charte des contributeurs
- collecte de données et indexation
- mobilisation de contributeurs parmi les membres du collectif
- communication vers l'extérieur pour faire connaître le centre et mobiliser de nouveaux contributeurs

Année 2 : maintenance et enrichissement du centre de ressources :

- mobilisation de contributeurs parmi les nouveaux membres du collectif
- collecte de données et indexation auprès des homologues de la Fonda en Europe
- rédaction d'articles (monographies, synthèses de rapport d'études, notes d'éclairages, tribunes...)
- communication vers l'extérieur pour faire connaître le centre et mobiliser de nouveaux contributeurs
- consultation des membres et contributeurs afin d'évaluer le degré de réponse à leurs attentes et éventuellement réorienter le projet

Un comité de pilotage sera chargé de la réalisation du centre de ressources, de préciser les orientations, d'assurer un suivi de mise en œuvre et d'évaluer le projet.

#### **Mode d'évaluation :**

Comité de pilotage tous les deux mois, en articulation avec l'instance de coordination du collectif Pouvoir d'agir.

Indicateurs quantitatifs :

- nombre d'articles publiés
- nombre de contributeurs membres du collectif
- nombre de contributeurs extérieurs
- nombre de visites mensuelles
- articles les plus consultés.

#### **Mode de restitution :**

Newsletter, communication ciblée auprès des réseaux membres du collectif pouvant relayer l'information...

Présentation publique en marge des Assemblées plénières du collectif et des instances de la Fonda.

## **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional :**

Les membres du Collectifs Pouvoir d'agir seront incités, outillés et accompagnés pour organiser des temps de présentation et d'échanges et de formation à l'utilisation du site.

Publication sur la plateforme du site Projets Citoyens

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

- salariés : 1 permanent (25% etp)
- bénévoles des collectifs

Moyens matériels pour le site :

- module de cartographie collaborative
- module de recherche avancée
- module de paiement en ligne pour faciliter les dons
- module wiki (contributions volontaires des membres et personnes extérieures)
- + achat d'un caméscope et d'un logiciel de montage vidéo.

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

### **Public(s) cible(s) :**

- professionnels, élus et techniciens des collectivités
- habitants des quartiers populaires
- chercheurs et experts intéressés par la question du pouvoir d'agir

20 contributeurs la première année, 50 la deuxième.

8000 visites uniques du site par mois actuellement.

### **Détail du calcul de la subvention :**

Montant total de la base subventionnable x taux d'intervention

### **Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Achats	458,00	1,05%
Services extérieurs (location, réparations, photocopies, documentation...)	14 909,00	34,15%
Autres services extérieurs (rémunérations et honoraires, publicité, déplacement, frais postaux et tél)	8 990,00	20,59%
Formation professionnelle	850,00	1,95%
Charges de personnel	18 450,00	42,26%
Total	43 657,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	6 007,00	13,76%
DJEPVA	6 000,00	13,74%
DGCS	6 900,00	15,81%
Mairie de Paris DUCT(EC)	3 750,00	8,59%
Région IDF	15 000,00	34,36%
Caisse des Dépôts et Consignations	6 000,00	13,74%
Total	43 657,00	100,00%

<b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b>
---

Exercice	Montant
2014	6 000,00 €
2015	9 000,00 €

<b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b>
---

Antériorité du soutien régional (*informations en cours de consolidation*) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2012	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	35 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	30 000,00 €
	Montant total	65 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014040</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : RADIO EMPLOI 2.0/BIENNAL ANNEE 1</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	50 944,00 €	39,26 %	20 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>20 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA  
FORMATION DE SENART (MDEF)  
Adresse administrative : 462 RUE BENJAMIN DELESSERT  
77550 MOISSY-CRAMAYEL  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Eric BAREILLE, Président

Date de publication au JO : 12 février 1992

N° SIRET : 38830264800026

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : organiser une découverte du territoire au travers d'un projet de web radio.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016

Démarrage anticipé de projet : Non

**Objectifs :**

- mieux connaître son environnement économique (entreprises présentes, secteurs en expansion/déclin, typologie de métiers présents)
- accompagner la mise en situation pédagogique de la conduite d'un projet territorial

**Description :**

Déploiement d'une web radio dédiée à l'emploi.

Créer aux côtés de jeunes une web radio qui aurait pour vocation d'opérer un focus sur la jeunesse et l'emploi. En effet, il existe un réel déficit de connaissance sur l'environnement économique dans lequel

évolue ce public.

Cette web-radio est une mise en situation pédagogique de la conduite d'un projet territorial, leur permettant de mieux appréhender leur environnement (économique, social, culturel, sportif...) ; et de construire un outil d'analyse et de communication à destination de l'ensemble de la population de la Ville Nouvelle de Sénart.

Elle sera animée par le public jeune de la mission locale sous l'encadrement d'un prestataire journaliste. Ils auront pour mission de créer des émissions, d'assurer des reportages, de gérer techniquement le studio Radio...

#### **Méthode d'évaluation envisagée :**

- Nombre de jeunes impliquées dans le projet de web radio
- Nombre d'émissions réalisées
- Nombre d'écoute des émissions
- Nombre d'interview
- Nombre de reportages en entreprise

#### **Modes de restitution du projet / du programme**

- Comité de pilotage qui se prononcera sur les orientations thématiques des émissions de la web radio.
- Livrable des émissions de radio.
- Les interviews réalisées

#### **Moyens mis en œuvre :**

- Moyens humains :

- Salariés de l'association :
  - 1 chargée de communication qui assurera le suivi de la web radio
- Personnes extérieures :
  - 1 directeur artistique d'une compagnie de théâtre chargé de la prestation Image de Soi
  - 1 journaliste, chargé de l'accompagnement technique des jeunes sur la web radio
  - 1 webmaster chargé de la mise en œuvre du site qui hébergera la web radio

- Moyens matériels et équipement :

Équipement pour le déploiement d'une Web radio :

- Table de mixage (1)
- micros studio (7)
- casques (7)
- Enregistreur numérique (1)
- amplificateur micros (1)
- Ordinateur fixe (1)

#### **Public(s) cible(s) :**

Le public jeune mission locale issu des zones politique de la ville sur le territoire de la ville nouvelle de Sénart

6 participants en entrée et sortie permanente sur le projet web radio

#### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

#### Détail du calcul de la subvention :

Montant total de la base subventionnable x le taux d'intervention

#### Localisation géographique :

- SAN SENART VILLE NOUVELLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Prestations de services journaliste	13 200,00	25,91%	Etat CUCS	7 500,00	14,72%
Prestations de service direction artistique	5 200,00	10,21%	Etat CPO	9 247,00	18,15%
Prestation webmaster	3 000,00	5,89%	Région IDF projets citoyens	20 000,00	39,26%
Achats matières et fournitures (matériel radio)	2 258,00	4,43%	Région IDF Mission locale	2 500,00	4,91%
Autres fournitures	1 000,00	1,96%	SAN de Sénart	6 625,00	13,00%
Charges de personnel	23 670,00	46,46%	Autres produits	5 072,00	9,96%
Charges indirectes fixes de fonctionnement	2 616,00	5,14%	Total	50 944,00	100,00%
Total	50 944,00	100,00%			

### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	8 000,00 €
2015	12 000,00 €

### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

**Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :**

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
-------	-------------------	--------------

2011	Soutien aux expérimentations - Economie sociale et solidaire	40 000,00 €
2011	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 000,00 €
2011	Soutien à la création et à la labellisation de points d'accueil création d'entreprise Fonctionnement	28 716,05 €
2011	Egalité femmes-hommes	30 000,00 €
2011	Campagne d'informatisation	2 900,90 €
2012	Développeurs de l'apprentissage	5 625,00 €
2012	Soutien aux expérimentations - Economie sociale et solidaire	40 000,00 €
2012	Egalité femmes-hommes	28 000,00 €
2012	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	47 375,00 €
2012	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	87 500,00 €
2012	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 000,00 €
2013	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	47 013,00 €
2013	Egalité femmes-hommes	17 700,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	6 500,00 €
2013	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	73 828,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	13 820,00 €
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2013	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	50 000,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	22 500,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	7 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	52 500,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2014	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	50 000,00 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	15 460,00 €
	Montant total	918 635,40 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014030</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : DU QUARTIER A LA METROPOLE, CO-PRODUIRE UN CADRE POUR L'ACTION LOCALE DANS LE GRAND PARIS/ANNUEL</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	55 000,00 €	45,45 %	25 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>25 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : ASSOCIATION METROPOP  
 Adresse administrative : 27 RUE MORAND  
75011 PARIS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur Antoine LEPESSEC, Président

Date de publication au JO : 26 février 2011

N° SIRET : 53037456000015

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : inventer une méthode de résolution de problématiques locales des quartiers par l'ouverture et la comparaison à d'autres territoires (quartiers, villes) de la métropole. Cette méthode est co-produite par les habitants qui sont capables de la reproduire par la suite.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016

Démarrage anticipé de projet : Non

**Objectifs :**

Cette action vise à :

- Concevoir avec les habitants une approche métropolitaine inter quartier de capacitation citoyenne (préconisations et moyens de l'action)
- Mobiliser des habitants de différents territoires, prioritaires et non-prioritaires
- Identifier des problématiques locales de quartier comparables à l'échelle métropolitaine
- Construire des réponses aux problématiques identifiées au niveau local grâce à l'échange inter quartier
- Elaborer avec les habitants un guide méthodologique de co-production inter quartier, « du quartier à la

métropole »

### **Description :**

Le projet « du quartier à la métropole, coproduire un cadre pour l'action locale dans le grand Paris » est expérimental. Il s'inscrit dans la dynamique politique, institutionnelle et citoyenne de création d'une métropole du grand Paris à partir de janvier 2016.

Processus dans la durée et dans lequel des habitants de 6 territoires différenciés de la métropole parisienne (Paris et départements de la première couronne, voire de la deuxième couronne), dont 4 quartiers prioritaires, vont co-construire ensemble des solutions localisées, ou tout du moins pour être plus modeste dans un premier temps, des préconisations de solutions à leurs problématiques de quartier ou de territoire afin de les soumettre au conseil municipal de leur commune.

- Permettre à des habitants de bâtir et d'intégrer une méthodologie de l'action locale reproductible par eux même ou par d'autres avec la conception d'un guide méthodologique ;  
 - Le faire sur la base d'une « métropolisation » des moyens de l'action : échanges physiques et collaborations numériques, visites, comparaisons des ressources locales et globales, confrontation d'idées inter-quartiers.

Les 4 grandes étapes du projet :

Etape 1 : sélection des territoires, repérage des acteurs locaux et constitution des groupes

Etape 2 : identification des problématiques locales et débat – forum numérique

Etape 3 : métropolisation par comparaison des problématiques

- visites de quartier ou territoire
- pédagogie du Grand Paris métropolitain et recours à des ressources externes (centres de ressources, CAUE, agences d'urbanisme) ou internes
- organisation d'un café – atelier de co-production métropolitain pour rassembler et restituer toutes les observations des différentes visites en invitant le collectif Métropop' ! de la société civile métropolitaine à co-produire le cadre général des orientations et préconisations par thématique.

Etape 4 : cahiers de préconisations localisées

6 café – atelier sont organisés localement et ouverts très largement aux autres habitants afin de :

- restituer la démarche entreprise
- diffuser une information concernant la métropole du grand Paris et son organisation
- formaliser et discuter les préconisations locales

Chaque café – atelier local fait l'objet d'une présentation formelle sous forme de cahier de préconisations qui est remis par le groupe et présenté au cours d'un conseil municipal agrémenté de vœux déposés par les élus membres du groupe en relation avec les préconisations dudit cahier.

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

L'espace ressource d'innovation pédagogique, d'échange et d'information sur la métropole avec des chercheurs, des experts et des praticiens de terrain, sera le métronome de la démarche et son superviseur méthodologique et scientifique. Par des modes d'intervention innovants comme du suivi en direct et à distance des ateliers participatifs par territoire, les critères, indicateurs et modalités d'évaluation seront co-produits par les acteurs et adaptés à chaque type de situation : observation, grille de critères, entretiens.

Observation participante de la part d'étudiants en anthropologie de la citoyenneté qui en construiront un cadre d'analyse et de référence contribuant à la publication du guide méthodologique (en négociation

avec l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales) et le Groupe d'Intérêt Scientifique sur la concertation).

### **Modes de restitution du projet / du programme**

Au cours du dispositif, la plateforme du projet sur le web relayés par les réseaux sociaux et les sites informatifs de Métropop' ! des territoires et des partenaires du programme assureront une médiatisation du projet.

Auprès de la population locale ou de la société civile métropolitaine, la restitution, le partage et la discussion seront engagés par la mobilisation dans les différents cafés-ateliers et également une rencontre spécifique au Réseau Pouvoir d'Agir

Auprès des institutionnels, Ville et banlieue et de Paris métropole ainsi que dans la dynamique de préfiguration de la métropole du grand Paris

### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Toutes les modalités de communication institutionnelles et publiques (newsletter, site web, etc.) seront utilisées pour publiciser le guide méthodologique que l'association va éditer et inciter les acteurs à participer aux formations que l'association va mettre en place ou à solliciter de nouvelles expérimentations.

#### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

-Salariés de l'association :

1° 1 chef de projet senior à 15 € bruts de l'heure :

2° 1 chargé de projet junior en emploi tremplin à 12 € bruts de l'heure :

-Personnes extérieures : l'agence Repérage Urbain, prestataires rémunérés dans le cadre des Cafés ateliers

-Bénévoles : Les bénévoles de Métropop' !

Moyens matériels et équipement :

Une plateforme numérique sera mise à disposition par le partenaire ICI.

#### **Intérêt régional**

Au total 6 territoires seront concernés dans au moins 4 départements différents

Ces territoires seront déterminés en phase d'approche et de construction de la dynamique du projet.

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

#### **Public(s) cible(s) :**

Groupes par territoire : 12 x 6 = 72 habitants dont 48 en politique de la ville et 12 élus

Destinataires potentiels:

- Métrokawa interquartier : 72 habitants + 30 collectif Métropop' ! = 102
- Métrokawa locaux : 12 du groupe + 50 habitants = 62 x 6 = 372 habitants dont 248 en politique de la ville
- Diffusion du Guide méthodologique : collectif Métropop' ! et communication environ 500 acteurs de la société civile francilienne

#### Détail du calcul de la subvention :

Montant total de la base subventionnable x le taux d'intervention

#### Localisation géographique :

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 000,00	1,82%
Location	1 440,00	2,62%
Frais de mission	1 668,00	3,03%
Prestation design et graphisme adaptation outils pédagogiques	4 800,00	8,73%
Publicité et communication	1 200,00	2,18%
Réception	400,00	0,73%
Rémunération et charges chef de projet	16 169,00	29,40%
Rémunération et charges chargé de projet	18 823,00	34,22%
Prestation ingénierie de projet participatif	3 000,00	5,45%
Documentation	600,00	1,09%
Prestations numériques ICI	5 900,00	10,73%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
6 communes ou intercommunalités dans les départements 75, 93, 94,92 (non définis à ce jour)	30 000,00	54,55%
Région IDF Projets Citoyens	25 000,00	45,45%
Total	55 000,00	100,00%

### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	10 000,00 €
2015	15 000,00 €

<b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b>
---

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

<b>Année</b>	<b>Dispositif d'aide</b>	<b>Montant voté</b>
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	30 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	35 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	35 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	115 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013823</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : RENCONTRES FEMMES DU MONDE EN SEINE-SAINT-DENIS/ANNUEL</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	40 000,00 €	50,00 %	20 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>20 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : MFPF 93 - MOUVEMENT FRANCAIS POUR  
LE PLANNING FAMILIAL SEINE-SAINT-DENIS

Adresse administrative : 22 BOULEVARD FELIX FAURE  
93200 ST DENIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame PIERRETTE LENQUETTE, Présidente

Date de publication au JO : 22 mars 1972

N° SIRET : 78548548300057

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : promouvoir sur l'ensemble du territoire de la Seine-Saint-Denis des actions de prévention et de sensibilisations contre les violences faites aux femmes et les comportements sexistes à destination des professionnel-le-s, des habitant-e-s et des jeunes.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé partiellement avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

Promouvoir sur l'ensemble du territoire de la Seine-Saint-Denis des actions de prévention et de sensibilisations contre les violences faites aux femmes et les comportements sexistes à destination des professionnel-le-s, des habitant-e-s et des jeunes.

**Description :**

- Les « Rencontres Femmes du monde en Seine-Saint-Denis » seront organisées autour de la journée internationale des violences faites aux femmes, le 25 novembre, elles sont l'occasion de présenter :

Un bilan des différentes actions menées en collaboration avec l'Observatoire des violences envers les femmes.

Un bilan des différents dispositifs mis en place pour protéger les femmes victimes de violences conjugales, dispositifs auxquels la région accorde un soutien important.

Un bilan de la situation des femmes sur le département de la Seine-Saint-Denis, en France mais aussi dans le monde,

Mais aussi :

D'inviter des personnalités étrangères issues d'associations ou d'institutions, engagées dans la lutte contre les violences faites aux femmes,

De présenter des compagnies théâtrales de France et d'ailleurs travaillant autour de la problématique des violences faites aux femmes,

D'aller à la rencontre des habitant-e-s de Seine-Saint-Denis.

Les 10èmes Rencontres se dérouleront sur une période de 15 jours et s'articuleront autour de 2 temps forts :

Une journée de sensibilisation destinée aux professionnel-le-s

Des rencontres décentralisées dans les villes partenaires du département

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition, par les citoyennes d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique

**Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

- Salariés de l'association : 14
- Personnes extérieures : 5
- Bénévoles : 5

**Intérêt régional**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

**Public(s) cible(s) :**

- les habitant-e-s de la Seine-Saint-Denis,
- les professionnel-le-s institutionnel-le-s ou des milieux associatifs
- collégien-ne-s du département

1 000 participants potentiels, 4 000 destinataires potentiels

**Détail du calcul de la subvention :**

Montant total de la base subventionnable x taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Prise en charge des personnalités et intervenants	6 000,00	15,00%	Région IDF Projets citoyens	20 000,00	50,00%
20 spectacles	18 000,00	45,00%	MFPF	4 000,00	10,00%
Ateliers d'accompagnements à la création	12 000,00	30,00%	CG de Seine St Denis - Observatoire des violences envers les femmes(EC)	16 000,00	40,00%
Moyens humains	4 000,00	10,00%	Total	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%			

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

Exercice	Montant
2014	8 000,00 €
2015	12 000,00 €

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**

**Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :**

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	35 000,00 €
2012	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	15 000,00 €
	Montant total	70 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013825</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : L'ESSENCE DU TRAVAIL/ANNUEL</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	40 000,00 €	50,00 %	20 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>20 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : NAJE NOUS N'ABANDONNERONS JAMAIS  
L'ESPOIR

Adresse administrative : 57 RUE ROGER SALENGRO  
92160 ANTONY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEAN-JACQUES HOCQUARD, Président

Date de publication au JO : 5 avril 1997

N° SIRET : 41237647700011

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : une recherche, une formation et une création d'un spectacle de théâtre-forum sur le thème du rapport au travail.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

Cette action vise à :

- Participer à la réflexion sur la question du travail : il se fait rare, s'étend à l'espace jadis privé, change de forme, transforme les rapports entre hommes et femmes, met en lumière des discriminations de toutes natures.
- Permettre à des personnes qui travaillent et à des personnes éloignées de l'emploi d'échanger sur le sens donné à la vie, le rapport au travail et à la collectivité.

- Permettre aux participants de plusieurs villes et de diverses origines sociales de participer collectivement à la construction de la société en s'emparant d'une question de société, en la traitant et en en rendant compte au cours d'un débat public.
- Former des citoyens actifs, capables de participer au débat public, d'être en lien les uns avec les autres.
- Mettre à l'étude les expériences régionales qui changent le rapport au travail (par exemple, sur les relations hommes/femmes, les discriminations, etc.).

### **Description :**

Phase 1 : le groupe de participants auditionne 8 experts et acteurs sociaux (5 journées pleines) et improvise les situations qu'ils apportent

Phase 2 : le groupe de participants croise les apports des auditions avec ses propres situations et pose les bases de l'écriture du spectacle (5 journées pleines)

Phase 3 : le groupe de participants met en scène et répète le spectacle qui rend compte de ses travaux et se prépare au débat public (10 journées pleines)

Phase 4: Le groupe de participants met au débat public son spectacle avec 600 spectateurs invités. Puis il fait le bilan de son action (2 journées pleines).

#### Durée et calendrier

22 jours avec le groupe (plus organisation, écriture...)

Répartis entre le 1er octobre 2014 et le 31 juin 2015.

#### Direction de l'action

8 professionnels de NAJE (dont 2 responsables de l'opération, 5 comédiens et une musicienne) dirigeront le travail du groupe, aidés par 3 bénévoles.

A la fin, un régisseur se joindra à l'équipe pour installer la salle et les lumières.

#### Lieu de l'action

Réalisation en Ile-de-France : Aubervilliers (93), Paris (75) et Montreuil (93).

Les participants viendront de toute l'Ile-de-France, les intervenants de la phase 1 aussi.

### **Méthode d'évaluation :**

Indicateurs :

- nombre de participants, âge, sexe, origine sociale et culturelle, lieu d'habitation, revenus, statut.
- nombre de jours et périodicité, lieux de déroulement, thèmes abordés et manière qualitative de les traiter
- nombre des intervenants de la phase formation et qualité ; nombre d'absences de participants ; nombre de participants ayant abandonné l'action en cours ; contenus qualitatifs des évaluations finales des apports pour eux-mêmes de l'action par les participants.
- Les indicateurs concernant le théâtre-forum final : nombre de participants et typologie du public (ville d'habitation, sexe, catégories sociales, nombre et qualité des structures emmenant des spectateurs en groupes, nombre de représentants d'administrations) ; nombre de personnes du public estimant avoir appris des choses, nombre de spectateurs estimant avoir modifié leur manière de se situer vis-à-vis de leur citoyenneté.

Analyse des documents de compte-rendu de chaque séance de travail contenant les présents, le déroulé, les apports des intervenants, les récits des participants et les synthèses et bilans faits chaque fin de week-end par les participants concernant la vie du groupe, l'avancée du travail et les débats internes, les apports de l'action pour chacun ; liste des spectateurs établie avant la journée finale permettant d'avoir un regard sur la typologie du public ; liste des partenaires mentionnant leur mode de partenariat ; bilans faits par les spectateurs de la manifestation finale (questionnaires).

### **Restitution du projet / du programme :**

- des comptes rendus des 5 premiers jours d'auditions sur le site de NAJE et celui des initiatives citoyennes de la Région au plus tard 1 mois après leur réalisation.

- un texte de spectacle sur le site de NAJE fin août 2015.
- un théâtre-forum ouvert à 500 ou 600 invités fin mai 2015.
- un bilan de l'opération sur le site de la NAJE et celui du des Projets Citoyens de la Région fin août 2015 au plus tard.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

- Salariés de l'association : 8 salariés pendant 22 jours, plus un salarié pendant 35 jours (écriture et organisation de l'action), plus un régisseur salarié pendant 7 jours.
- Personnes extérieures : 8 intervenants extérieurs qui seront pour une part porteurs d'expériences et pour une autre part philosophes, sociologues ou historiens (bénévoles).
- Bénévoles : 3 bénévoles encadreront l'action comme les 8 professionnels. Les 35 jours de travail pour l'écriture et l'organisation de l'action seront vraisemblablement assurés à titre bénévole.

Moyens matériels : décors, sonorisation.

### **Intérêt Régional**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

### **Public(s) cible(s) :**

40 participants feront l'action du début à la fin, dont 15 au moins sont en situation de précarité sociale. Parmi eux, des hommes et des femmes, des personnes de 18 à 75 ans, des personnes issues de l'immigration, des étrangers et des Français, 4 personnes porteuses de handicap.

20 autres participants feront la phase 1 dite « de formation ».

Le public du spectacle, de 500 à 600 personnes, sera aussi mixte du point de vue des milieux sociaux.

### **Détail du calcul de la subvention :**

Montant total de la base subventionnable x le taux d'intervention

### **Localisation géographique :**

- AUBERVILLIERS
- MONTREUIL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Fournitures pour spectacle	400,00	1,00%
Photocopies	300,00	0,75%
Documentation	140,00	0,35%
Frais de transport, hébergement, repas	8 000,00	20,00%
Salaires des comédiens et régisseur	18 300,00	45,75%
Cotisations sociales	11 400,00	28,50%
Comptable	1 300,00	3,25%
Assurance	160,00	0,40%
Total	40 000,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Région IDF Projets citoyens	20 000,00	50,00%
ACSE National	10 000,00	25,00%
Aides privées	8 000,00	20,00%
Dons	2 000,00	5,00%
Total	40 000,00	100,00%

<b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b>
---

Exercice	Montant
2014	8 000,00 €
2015	12 000,00 €

<b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b>
---

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2012	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	18 000,00 €
	Montant total	58 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014023</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : N-V DAY 2015/ANNUEL</b>
------------------------------------

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	21 500,00 €	41,86 %	9 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>9 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : NON-VIOLENCE XXI  
 Adresse administrative : 114 RUE DE VAUGIRARD  
75006 PARIS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Madame ANNE-CATHERINE BISOT, Présidente

Date JO : 12 mai 2001

N° SIRET : 44140876200017

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : organiser des débats, concerts, des temps de rencontres directes, des stands thématiques sur le thème de la non-violence.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

- cibler des solutions non-violentes pour résoudre les conflits de ville.
- faire se rencontrer les jeunes et les militants de la non-violence confirmés

**Description :**

Le projet est actuellement porté par l'association NVXXI fédérant de nombreux partenaires régionaux, notamment en matière de non-violence dans les banlieues (MAN Ile de France avec ses formations,

Génération Médiateurs et Médiacteurs qui interviennent notamment dans toute la région, Pouvoir d'Agir et qui a déjà participé au N-V Day 2013, l'IFMAN (Institut de formation sur la non-violence), la « Coordination pour l'éducation à la NV », Initiative & Changements, Korhom, etc.

Le « format » N-V Day : une seule longue journée+ soirée où se succèdent des débats courts et animés dynamiquement (format plateau TV), des temps de rencontres et de stands et des mini concerts qui participent à l'attractivité de la manifestation: Il y a aussi une demande d' « ateliers pratiques » qui pourrait être insérés si le programme et les lieux le permettent.

L'évènement est conçu pour que des rencontres (fructueuses) se passent entre jeunes et militants confirmés de la non-violence.

Un petit comité d'organisation sera chargé de mettre au point le programme avec les invités. Les « conflits de la ville » serviront de fil conducteur à l'évènement. L'objectif n'est pas de dénoncer ces conflits et les violences, physiques et morales, qu'ils impliquent, mais de regarder les solutions et d'explorer les solutions non-violentes réalistes pour les gérer et, si possible, les résoudre ; il y aura au moins les 3 thèmes suivants :

1. sensibilisation à la gestion/résolution non-violente des conflits,
2. éducations non-violentes et la non-violence à l'école,
3. apprentissages des médiations.

Exemples de conflits de la ville :

- les difficultés de logement des jeunes (et moins jeunes),
- les violences morales et parfois physiques dans certains quartiers et communautés,
- les rapports autoritaires et parfois violents avec les autorités publiques (y compris les forces de l'ordre),
- la violence sociale comme le chômage, les discriminations de toutes sortes et les exclusions culturelles,
- les violences à l'école et l'absence d'éducation à la gestion des conflits des enfants et ados.
- l'appropriation de l'espace public par certaines catégories,
- Les conflits liés à l'écologie et à l'environnement urbain,
- Etc...

Pour le N-V Day 2015, l'accent sera mis d'une part, sur des intervenants dans des quartiers et/ou des associations urbaines et citoyennes et d'autre part, sur des témoignages significatifs.

Un large champ de la non-violence sera maintenu. L'évènement, tel qu'il est envisagé à ce jour devrait toutefois couvrir l'ensemble des champs de la non-violence et laisser une place pour parler aussi de l'intervention civile de paix ou des actions de résistance, les uns s'imprégnant des autres.

#### **Mode d'évaluation :**

Evaluation quantitative :

Nombre de participants préinscrits et réels.

Nombre de bénévoles participants.

Identification et suivi des contacts ayant permis le développement d'autres projets.

Le nombre de visites sur le site internet avant et après l'évènement.

Evaluation qualitative :

Enquête de satisfaction auprès des publics, bénévoles et participants.

Elle se fera via internet quelques jours après l'évènement

Une deuxième enquête au moins 6 mois après pour connaître l'impact réel du projet et les initiatives et actions entreprises concrètement.

#### **Mode de restitution :**

Rapport narratif et financier du projet

Revue de presse et médias.  
 Dossier de capitalisation  
 Transcription des principales interventions (sous réserves)

### **- Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Les revues « Non-violence Actualités » et « Alternatives non-violentes », membre de NVXXI relayeront l'évènement avant et après (un numéro spécial ?), ainsi que les médias régionaux.  
 Mise à disposition sur internet des vidéos des moments les plus marquants.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

- Salariés de l'association : la Coordinatrice + un volontaire en service civique.
- Personnes extérieures : autres salariés des associations partenaires.
- Bénévoles : une cinquantaine de bénévoles seront mobilisés (45 en 2013)
- 1 Coordinatrice générale 15h par semaine
- 1 chargé de communication (service civique) : 15h par semaine
- 1 chargé des médias : 10 h/ semaine
- 1 chargé du programme 10h /semaine
- 1 chargé des stands : 3h par semaine
- 1 chargé des ateliers : 5h par semaine
- 1 chargé comptabilité : 1h/semaine

Moyens matériels et équipement :

Location de locaux  
 Matériel pour les concerts  
 Matériel de stands et d'animation  
 Matériel de promotion et de communication

### **Intérêt Régional**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

### **Public(s) cible(s) :**

Les jeunes leaders et les jeunes animateurs dans les quartiers et les associations citoyennes qui ont « entendu parler » de non-violence ou se posent des questions sur leur action;  
 Les enseignants et éducateurs

### **Détail du calcul de la subvention :**

Montant total de la base subventionnable x le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Location du lieu, installation et démontage, accueil	8 000,00	37,21%
Location/installation des matériels de concert	3 300,00	15,35%
Location/installation des matériels de débats et de stands	2 000,00	9,30%
Matériel de communication fixe dans la salle	500,00	2,33%
Frais de déplacement et de séjour des intervenants et techniciens	4 000,00	18,60%
Frais de déplacements des bénévoles	300,00	1,40%
Honoraires d'un artiste	1 500,00	6,98%
Frais de préparation	1 000,00	4,65%
Dépenses de promotion	300,00	1,40%
Autres dépenses	600,00	2,79%
<b>Total</b>	<b>21 500,00</b>	<b>100,00%</b>

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Région IDF Projets Citoyens	9 000,00	41,86%
Fonds propres NVXXI	2 500,00	11,63%
Fonds propres autres partenaires organisateurs	2 500,00	11,63%
Autres dons et subventions	6 000,00	27,91%
Participation volontaire des participants	1 500,00	6,98%
<b>Total</b>	<b>21 500,00</b>	<b>100,00%</b>

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

Exercice	Montant
2014	3 600,00 €
2015	5 400,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013873</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : LES RDV EN LIVE/ ON LINE DES PORTEURS DE PROJET/ANNUEL</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	60 000,00 €	50,00 %	30 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>30 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : PERMIS DE VIVRE LA VILLE  
 Adresse administrative : 23 RUE BENARD  
75014 PARIS 14  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Madame Maria DE CASTRO CAVALLI, Présidente

Date de publication au JO : 18 novembre 1987

N° SIRET : 34782216500044

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)  
 Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : « les RDV en live / on line des Porteurs de Projet » ouvrent un espace de parole innovant dédié à la pratique du terrain, à l'implication active des habitants, à l'analyse des tensions à l'œuvre, et aux réponses imaginées in situ.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

L'action vise à :

Ouvrir un espace de paroles innovant, prenant appui sur la plateforme collaborative portée par la structure dédié à l'implication active des habitants.

Cette espace d'expression incite au débat et à l'échange pour une confrontation démocratique des idées afin d'alimenter le processus de décisions publiques.

Le but est de consolider l'empowerment avec ceux qui agissent dans le sens d'un développement

coproduit avec les habitants des zones urbaines en difficultés, par la prise de conscience collective du rôle joué par la société civile.

### **Description :**

Prenant appui sur BANLIEUES CREATIVES (plateforme collaborative portée par la structure), accueillis dans des lieux symboliques de l'expression citoyenne aussi bien à Paris qu'en banlieue, les RDV en live ouvrent un espace de parole, un dialogue virtuel. Les « Porteurs de Projet » donnent vie à leurs propos grâce au visionnage sur un écran tactile de supports numériques divers (reportages, power points, clips...).

A l'ère des TIC, ces derniers pourront interagir avec des internautes, via twitter notamment (live tweet). Ce dialogue virtuel permet d'ouvrir le débat, de démultiplier son audience et de répondre aux attentes d'un public élargi tout en lui donnant de la visibilité sur les réseaux sociaux.

En valorisant l'initiative locale les RDV rendent visibles la pertinence et la créativité des territoires. coproduit.

Les lieux ressource : Les « RDV en live » sont des espaces publics favorisant l'échange à partir des expériences pragmatiques de terrain.

Vision transversale : La mise en commun d'expériences uniques permet de dégager des pistes transversales d'action en réponse à un diagnostic souvent partagé.

### **Méthode d'évaluation**

Indicateurs à l'échelle des « Porteurs de Projets »

Nombre de partenariats, de projets, de participants, de contacts

Indicateurs à l'échelle du réseau de porteurs de projets

Nombre des habitants impliqués

Indicateurs à l'échelle des « RDV en live / on line des Porteurs de Projet »

### **Modes de restitution du projet / du programme**

Le projet s'appuie sur la plateforme collaborative BANLIEUES CREATIVES portée par la structure par la création d'une rubrique exclusivement dédiée aux « RDV en live / on line des Porteurs de Projet ». En amont une campagne annonce l'évènement, relayée activement sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter). Durant l'évènement la retransmission en live est un temps fort ouvrant un champ large des possible quant au public visé et à l'interactivité recherché et obtenue en termes de partenariats et participation à l'échange. Un lien privilégié est construit avec la Mission Démocratie régionale dans le travail de communication et de diffusion de l'évènement.

### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Le projet cible l'unité territoriale de la Région Ile-de-France tout en suscitant un intérêt interministériel autour de la question de quartiers en politique de la ville ou en situation de droit commun. Par son caractère innovant et expérimental, Les « RDV en live / on line des Porteurs de Projet » favorisent la réflexion collaborative entre acteurs de la société civile et l'institution. Les espaces de réflexion sont à ce jour souvent éclatés par les rouages administratifs divers, la mutualisation des bonnes pratiques et le désir de communication « grand public » permettra aussi de poser le contour d'un espace privilégié d'échanges.

Par ailleurs, comme imaginé dans le cadre du partenariat avec l'ACSé, les « RDV en live / on line des Porteurs de Projet » pourront valoriser les « Porteurs de projets » soutenus par la Région.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains

Salariés de l'association : un coordinateur, un réalisateur community manager graphiste

8 salariés en insertion de TREMLIN NUMERIQUE 0,15 ETP

Moyens matériels et équipement :

Ecran LCD tactile 70 pouces, ATEM Production studio 4k + connectique, Macbook : ordinateur apple fixe,

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

### **Public(s) cible(s) :**

Les porteurs de projets, isolés et souffrant d'un déficit de temps pour échanger, d'un déficit d'images valorisant leurs actions et d'un déficit de visibilité auprès du grand public.

Les habitants des quartiers, invités à faire entendre leur voix, à donner à voir leurs productions artistiques, culturelles ou médiatiques, à participer au débat sur les problématiques auxquels sont confrontés ces territoires.

Les institutions et professionnels de la politique de la ville et des ministères de droit commun (Culture, Numérique, Jeunesse et Sport) désireux de mieux connaître les actions menées dans les quartiers, de valoriser des acteurs et des actions financés.

Nombre de participants potentiels :

40 participants à l'occasion de chaque « RDV en live / on line des Porteurs de Projet »

5 « Porteurs de projets »

2 intervenants

3 partenaires institutionnels

30 personnes assistant à l'événement : habitants, artistes, acteurs locaux .. Ce public participe activement aux débats

Nombre de destinataires potentiels : Les internautes estimés à 2000 personnes environs.

### **Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

### **Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

## **PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
ACHATS MATERIEL	27 601,00	46,00%	ACSE	30 000,00	50,00%
SALAIRES ET CHARGES	32 399,00	54,00%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%	Total	60 000,00	100,00%

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

Exercice	Montant
2014	12 000,00 €
2015	18 000,00 €

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**

Antériorité du soutien régional (*informations en cours de consolidation*) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	ARSIE- Aide à l'investissement	11 490,00 €
2013	E-inclusion - Investissement	14 352,00 €
2013	E-inclusion - Fonctionnement	15 648,00 €
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	8 000,00 €
	Montant total	49 490,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013877</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : LES DEBATTEURS AU COLLEGE/ANNUEL</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	9 550,00 €	31,41 %	3 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>3 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : POINT ECOUTE CHAMPIGNY  
 Adresse administrative : 27 RUE ALBERT THOMAS  
94500 CHAMPIGNY S/MARNE  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Madame Geneviève VIDY, Présidente

Date de publication au JO : 5 août 1192

N° SIRET : 38858642200031

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : mettre en place des débats de pensée à partir de thèmes qui touchent au quotidien de l'élève et à l'actualité afin de lutter contre les idées préconçues et de travailler de manière active sur les préjugés à travers un engagement citoyen

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanent.

**Objectifs :**

- Faire émerger l'écoute et la parole
- Permettre aux jeunes collégiens d'acquérir des compétences psychosociales
- Révéler chez certains un esprit critique et une pensée créatrice leur conférant des outils de citoyenneté

Le projet s'appuie sur les 10 compétences psychosociales (ou attitudes essentielles) ayant valeur transculturelle établies par l'OMS :

- Savoir résoudre les problèmes / Savoir prendre des décisions
- Avoir une pensée créatrice / Avoir une pensée critique
- Savoir communiquer efficacement / Être habile dans les relations interpersonnelles
- Avoir conscience de soi / Avoir de l'empathie pour les autres
- Savoir gérer son stress / Savoir gérer ses émotions

**Description :**

Les émissions, reportages, séries télévisées ainsi que les paroles des rappeurs français orientent les propos et idées des jeunes. Ces propos et ces idées préfabriqués restent ancrés dans la tête des jeunes collégiens. Sauf projet spécifique ou particulier, il est rarement proposé par les représentants de l'institution scolaire de permettre aux élèves d'échanger sur des thèmes sortant des sentiers battus, voire de pouvoir s'exprimer avec un regard critique au sujet de ce qui peut toucher le jeune.

Encourager l'exercice d'une citoyenneté active implique d'aider à l'émancipation individuelle et collective par l'acquisition de savoirs faire et savoirs être ainsi que l'acquisition de connaissances et la transmission de valeurs

L'acquisition d'outils et de connaissances permettent une prise de conscience et une capacité à comprendre et à influencer l'environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Les élèves développent leur imagination, leur goût, leur culture et acquièrent les premiers éléments d'une culture humaniste.

A ce stade, l'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne »

À l'oral, ils s'entraînent à lire à haute voix et à réciter, à exprimer des émotions et des réflexions personnelles pour les partager, à reformuler la pensée des autres et à en rendre compte, à faire un exposé.

Les élèves s'initient à la complexité de la vie sociale et politique. À partir de situations concrètes (élection des délégués de classe par exemple), ils abordent les notions clés et le vocabulaire de la citoyenneté. Ces nouvelles compétences servent à les initier au débat d'idées et à les intéresser aux sujets de société.

En janvier, l'information est donnée aux élèves de quatrième des deux collèges sous forme d'affichage, qui reste flou pour susciter l'engouement des jeunes collégiens.

En février, les élèves de quatrième sont réunis pour échanger autour du projet et leur permettre de s'y inscrire. L'éducateur spécialisé animera ce temps épaulé par des représentants de la direction de chaque collège, le coordonnateur éducation prioritaire et des animateurs jeunesse de la ville de Champigny.

De février à juin, les élèves volontaires se retrouvent pour débattre à raison de deux rendez-vous par mois. Ces temps de débats se déroulent en équipes. Au fur et à mesure des rencontres entre équipes, une équipe sera sélectionnée pour participer à la finale qui permettra aux deux collèges de se rencontrer. En juin, l'équipe victorieuse d'un collège rencontre l'équipe victorieuse de l'autre collège.

**Méthode d'évaluation envisagée :**

- Analyse de l'impact sur le public directement touché ainsi que sur les autres collégiens, par questionnaires.
- Réunion de bilan entre tous les partenaires impliqués.

**Modes de restitution du projet / du programme**

- Finale des débats ouverte à tous publics.
- Bilan écrit diffusé aux financeurs et aux autres partenaires.

**Moyens mis en œuvre :**

**Moyens humains :**

- Salariés de l'association : éducateur spécialisé pour 0.15 ETP
- Personnes extérieures : 3 personnes référentes du collège ; des coordinateurs du Réseau d'éducation prioritaire (REP) et des animateurs du service municipal de la Jeunesse (SMJ) de Champigny.

**Moyens matériels et équipement :**

- Dictionnaires, revues, documents de société, accès au CDI pour recherche documentaire
- Des tickets de transports, un véhicule pour le déplacement le jour de la finale.
- Des affiches pour informer les collégiens et les professeurs.
- Une récompense à prévoir pour les finalistes.

**Les territoires concernés**

Val-de-Marne (94) : Champigny-sur-Marne : collège Lucie Aubrac – quartier des 4 Cités-Les Boullereaux ;  
collège Paul Vaillant Couturier (PVC) – quartier Coeuilly-Les Mordacs  
[quartiers CUCS

**Intérêt régional**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

**Public(s) cible(s) :**

Les élèves de 4e de deux collèges volontaires et qui s'engagent à s'impliquer tout au long de l'action, jusqu'en juin.

32 participants potentiels, 150 destinataires potentiels.

**Détail du calcul de la subvention :**

Montant total de la base subventionnable x le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- VAL DE MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Achats	1 000,00	10,47%
Documentation	500,00	5,24%
Frais de personnel	7 650,00	80,10%
Frais généraux (tel, courrier...)	400,00	4,19%
Total	9 550,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
CUCS	1 050,00	10,99%
DDCS	1 500,00	15,71%
Région IDF Projets Citoyens	3 000,00	31,41%
CG 94(EC)	2 000,00	20,94%
Ville Champigny(EC)	500,00	5,24%
MAIF	1 500,00	15,71%
Total	9 550,00	100,00%

<b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b>
---

Exercice	Montant
2014	1 200,00 €
2015	1 800,00 €

<b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b>
---

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2009	Soutien à la prévention	15 000,00 €
2010	Soutien à la prévention	15 000,00 €
2011	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	2 000,00 €
2011	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	15 000,00 €
2011	Action de prévention et de sécurisation - Sécurité - Justice - Prévention	7 000,00 €
2012	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	2 000,00 €
2013	Prévention des conduites à risques chez les jeunes	7 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	15 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	18 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	2 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	3 000,00 €
	Montant total	92 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013889</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : FAC INITIATIVES: DEVELOPPER LES OUTILS D'EXPERTISE ET DE PRISE DE PAROLE DES ORGANISATIONS DE JEUNES DANS UNE DEMARCHE D'ENCAPACITATION/TRIENNAL ANNEE 1</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	23 900,00 €	50,00 %	11 950,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>11 950,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : SOLIDARITE ETUDIANTE  
 Adresse administrative : 12 RUE HENRI DUVERNOIS  
75020 PARIS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur LOUIS COUSIN, Président

Date de publication au JO : 13 octobre 2012

N° SIRET : 80042988800012

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : utiliser le réseau Fac Initiatives pour favoriser la reconnaissance et la participation des jeunes dans le débat public, par le biais des organisations de jeunes de l'économie sociale et solidaire.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2016

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

- répondre au manque de prise en compte de la parole des jeunes dans le débat public, en particulier sur les débats qui les concernent directement.
- encourager l'exercice d'une citoyenneté active dans une démarche d'encapacitation en créant les cadres permettant de rétablir les liens entre organisations de jeunes et institutions (incluant instances

démocratiques et forums économiques).

- alimenter le processus de décisions publiques en identifiant, mutualisant et valorisant les ressources et expertises des organisations de jeunes, et en mettant en créant les cadres permettant de transformer ces ressources en analyses et propositions à destination des instances démocratiques.
- répondre à la problématique de l'engagement des jeunes par une approche globale.
- mobiliser des leviers destinés à permettre le développement du bénévolat.

### **Description :**

Démarche combinant mobilisation citoyenne et structure professionnelle.

La mise en œuvre se décline en trois phases : constitution des structures d'appui, construction du réseau, mise en dynamique du réseau.

#### 1/ Constitution d'une structure d'appui

Le projet repose sur une structure professionnelle nationale offrant un appui technique à la réalisation de ce projet. Elle consiste en une équipe au siège assurant les fonctions-support (installée en Île-de-France), travaillant en lien avec une équipe de coordinateurs régionaux (dont un affecté à la région Île-de-France). Les coordinateurs ont un rôle d'identification des connaissances et expertises collectives développées par les organisations de jeunes, la synthétisation et la diffusion de l'information, et l'organisation des événements visant à produire une dynamique politique et citoyenne autour des ressources ainsi regroupées.

Le siège est affecté à la centralisation et à la mutualisation des expertises et analyses développées, tant localement que régionalement. Il est également chargé de la conception d'outils et de méthodologies au bénéfice de ses adhérents.

#### 2/ Création d'un réseau d'associations

Dès le lancement du projet en septembre 2014, les coordinateurs s'attacheront à constituer le réseau d'acteurs jeunes autour du projet Fac Initiatives. Tel que décrit plus haut, ce réseau d'associations alimentera l'expertise et l'analyse du réseau. Il constituera ainsi un centre de ressources alimenté par les organisations de jeunes, à disposition des organisations de jeunes adhérentes du réseau.

#### 3/ Mise en dynamique du réseau

La mise en dynamique constitue la démarche politique et citoyenne du réseau. Outre l'expertise acquise par l'agrégation des ressources associatives, il s'agit de permettre à ces associations d'en déduire une analyse politique sur les problèmes sociaux, et ainsi d'être force de proposition pour les institutions publiques, notamment les cadres démocratiques et économiques.

Le réseau Fac Initiatives organisera notamment des rencontres régionales (au moins 1 fois par an dans le cadre de la Semaine Étudiante pour l'ESS en novembre) et nationales pour ses structures adhérentes. Ces rencontres serviront à déterminer les axes de réflexions et constituer des groupes de travaux en conséquence.

Le projet s'appuie sur un réseau de partenaires experts, qui seront à la fois intégré à la gouvernance.

Il s'agit notamment des grandes organisations étudiantes réalisant des analyses du milieu, telles que la LMDE et l'UNEF.

Seront également impliqués les observatoires des partenaires institutionnels, tels que l'Observatoire de la Vie étudiante et l'Observatoire national de l'ESS.

Les collectivités territoriales, à savoir la Région, les Conseils généraux et les communes, tout comme les services universitaires (université, CROUS) seront invitées à faire part de leurs analyses du milieu, notamment à travers les différents dispositifs qu'elles mettent en œuvre.

Enfin, les groupes de travail constitués au cours de la mise en œuvre du projet entraîneront l'implication de nouveaux partenaires spécialisés : le REFEDD (Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable) pourra par exemple être intégré lorsqu'il s'agira d'aborder la problématique du rapport entre les jeunes et le développement durable.

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

Une évaluation quantitative à l'échelle de la région est prévue, consistant en des enquêtes de terrain auprès des étudiants et lycéens des sites visés par le dispositif Fac Initiatives.

- un diagnostic approfondi du territoire d'expérimentation avant déploiement du dispositif
- un bilan après une année d'action sur le territoire donné.

Concentrer ces enquêtes en début d'année permet de s'adresser au public d'étudiant le plus varié, avant que le décrochage ne s'opère.

Une évaluation qualitative est réalisée à l'issue des deux années du dispositif (mai-juillet 2016), qualitatif. Elle s'adresse aux associations partenaires et leurs membres ainsi qu'aux partenaires et parties prenantes, et vise également à tirer un bilan général du dispositif. Ce troisième temps comportera notamment une évaluation de l'impact sociétal du projet :

- Participation effective des organisations de jeunes aux cadres ciblés
- Prise en compte des questions de jeunesse dans les cadres ESS et dans les politiques internes des entreprises
- Nombre de collectivités impliquées dans une démarche de prise en compte des questions de jeunesse, par l'inclusion de ces thèmes au sein de ses cadres démocratiques internes,
- Abaissement de l'âge moyen des élus
- Politiques mises en œuvre à travers ces démarches
- Nombre et type d'instances « jeunes » créées à l'échelle régionale, typologie ainsi que délégations confiées
- Création de groupes jeunes au sein des cadres pertinents

### **Modes de restitution du projet / du programme**

- Invitation aux cadres collectifs, partage des outils publiés, diffusion de l'actualité du réseau, partage des résultats des enquêtes
- Restitution-bilan synthétique annuelle : à la fin de chaque année d'exercice (août 2015 et août 2016), constitution d'un dossier synthétique d'évaluation du projet, comprenant un bilan de la réalisation des actions et du respect de l'échéancier convenu, ainsi qu'un rapport sur l'usage des moyens financiers octroyés par le financeur.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

Création de 5 emplois temps plein pour des jeunes, dont 3 en région Ile-de-France afin d'assurer la coordination régionale et nationale du dispositif. Le projet implique également la mobilisation de 30 services civiques dont seize (huit par ans) seront mobilisés en région Ile-de-France, offrant ainsi à des jeunes la possibilité de s'engager au sein d'un projet collectif.

- Salariés de l'association : 3 (2 fonctions supports au siège à Paris : 1 DGA et 1 chargé de communication, et 1 coordinateur régional)
- Bénévoles : 1,5 (implication des responsables d'associations)

Moyens matériels et équipement :

Location d'un bureau pouvant accueillir l'équipe salariale et devra contenir les équipements nécessaire à la bureautique (ordinateurs, meubles, imprimantes, accès internet, etc.) + constitution du kit de communication et sa diffusion.

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

#### Public(s) cible(s) :

Les membres des organisations de jeunes dirigées par des jeunes sur le territoire francilien, en particulier, présent sur les campus universitaires.

Participants potentiels : 200 organisations de jeunes, représentées par leurs dirigeants et les bénévoles identifiés comme futures responsables

Destinataires potentiels : 63 535 étudiants (= 10% de la population étudiantes en Ile-de-France)

#### Détail du calcul de la subvention :

Montant total de la base subventionnable x le taux d'intervention

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	1 562,50	6,54%	Publicité/valorisation du réseau	3 284,26	13,74%
Sous traitance générale (développement du site, organisation des rencontres)	11 125,00	46,55%	MSJEPVA - BOP 163	1 800,00	7,53%
Assurance	46,88	0,20%	MENESR	1 375,00	5,75%
Documentation	887,50	3,71%	Agence du Service Civique	2 600,00	10,88%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	6 250,00	26,15%	Région IDF Projets citoyens	11 950,00	50,00%
Publicité et publication	3 125,00	13,08%	Autres produits	2 890,74	12,10%
Déplacements et missions	450,00	1,88%	Total	23 900,00	100,00%
Charges exceptionnelles	453,12	1,90%			
Total	23 900,00	100,00%			

### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	5 936,30 €
2015	8 904,45 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013861</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : AU-DELA DU PERIPH' : L'AUTRE HISTOIRE DU GRAND PARIS/ ANNEE 1/PROGRAMME TRIENNAL</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	74 286,00 €	47,12 %	35 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>35 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : THEATRE DE LA NUIT  
 Adresse administrative : 18 AV DU PDT SALVADOR ALLENDE  
 94110 ARCUEIL  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Hubert LIEUTIER, Président

Date de publication au JO : 24 juillet 1991

N° SIRET : 39104598600026

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : créer une exposition itinérante dans les villes partenaires, une grande exposition dans une institution parisienne à l'automne 2016, et une exposition virtuelle, et une fresque-spectacle pluridisciplinaire qui sera présentée dans une grande salle parisienne.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Non

**Objectifs :**

- donner des repères aux habitants de la banlieue, les partager avec les voisins parisiens
- interroger, nourrir et valoriser des enjeux d'histoire et d'identité partagée
- raconter l'histoire du point de vue de la banlieue

Le projet incite au débat et à l'échange pour une confrontation démocratique des idées.

Il s'agit ainsi d'encourager, la création d'espaces d'expression qui prend des formes tout à fait diverses et de créer des lieux d'échanges de formes diverses (rencontres, débats, arbres à palabres...).

**Description :**

Année 1 : une année de construction de partenariats avec des institutions, villes, partenaires privés et médias, de préparation d'actions avec des acteurs locaux, de travail de recherche avec les scientifiques.

- 1) Recherches historiques
- 2) Mise en place des ancrages locaux et partenariats avec une douzaine de villes
- 3) Construction des outils de participation du projet
- 4) Partenariats scientifiques et mise en place d'un comité d'expertise
- 5) Conception et scénographie des expositions 2016
- 6) Recherche de partenariats privés pour développer les collectes et leur communication

Année 2 : la mise en place de « Ma ville vue de ma fenêtre à l'échelle de l'Unité Urbaine de Paris » :

Une collecte d'images et commentaires auprès des habitants des villes partenaires, jeunes et moins jeunes, et sur le Web. Une exposition itinérante, à la fois commune et spécifique, dans les villes partenaires, une grande exposition dans une institution parisienne à l'automne 2016, et une exposition virtuelle.

Année 3 : sera l'année de la création de 'Ma banlieue, mon pari, l'autre histoire du Grand Paris fresque-spectacle pluri-disciplinaire' qui sera présentée dans une grande salle parisienne.

- 1) écriture d'une grande fresque urbaine en 3 parties
  - 1ère partie : Au cœur du bassin parisien, des habitants depuis la préhistoire (jusqu'au 18e)
  - 2e partie : Le grand développement de la banlieue (18e,20e)
  - 3e partie : Des villes nouvelles au Grand Paris (20e,21e)
- 2) La création dans une salle parisienne

Développements en 2016-17-18 : La réalisation d'un livre-objet, catalogue de l'exposition Ma ville vue de ma fenêtre.

**Mode d'évaluation :**

Constitution d'un pôle de suivi des actions, se réunissant à chaque échéance opérationnelle en cours et a posteriori des actions et comprenant selon les enjeux : des élus de référence sur le projet (Adjoint à la culture, Adjointe au devoir de mémoire), des responsables de services (culture, politique de la ville, archives), des partenaire et acteurs locaux, ainsi que le comité scientifique

Indicateurs sur l'appréciation et l'ancrage du projet :

participation quantitative et diffusion des propositions dans les quartiers,  
diffusion et vente de la fresque-spectacle  
retours des partenaires institutionnels et des médias

**Modes de restitution du projet / du programme**

2016 : Expositions de la collecte Ma ville vue de ma fenêtre dans les villes partenaires et dans un lieu emblématique de Paris (BNF, jardins du Luxembourg, Pavillon de l'Arsenal ou Cité de l'Architecture et du Patrimoine...) et sur le Web

2017 : Création de la fresque urbaine dans une grande salle parisienne

Collecte et exposition dans les médias pressentis

Exposition dans les gares de banlieue

Edition d'un livre-catalogue le Grand Paris vu de nos fenêtres

2017-18 : Diffusion de la fresque-spectacle à Paris et dans les villes partenaires

Il ne s'agit pas simplement de créer un dispositif éphémère, mais de faire vivre et diffuser les résultats de tout ce travail, sur la durée.

**Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Le site [www.audeladuperiph.fr](http://www.audeladuperiph.fr) , en lien avec le site de Projets citoyens  
 Le futur site dédié de la collecte Ma ville vue de ma fenêtre diffusé le plus largement possible  
 La présidence du Réseau Mémoire-Histoire en Île-de-France  
 La formation des jeunes des conseils municipaux de jeunes, avec l'ANACEJ  
 La réflexion partagée tout le long du projet avec le comité scientifique

Il s'agit de partager et rendre mieux visible les actions menées, s'inscrire dans une réflexion plus large, de mutualisation des savoirs et d'actions avec les acteurs d'un réseau associatif francilien dont le TdN assure la présidence depuis novembre 2011 : pour faire entendre, au-delà de notre territoire, ce qu'à travers ces projets les habitants disent, ce qui se construit comme vivre ensemble, ce qui se réfléchit dans la complexité du rapport à l'histoire et aux identités.

Le TdN participe également avec le réseau à l'animation de rencontres et colloques sur les questions urbaines, avec de nombreux opérateurs et institutions. Nombreuses rencontres avec des opérateurs institutionnels tout au long de l'année pour faire avancer les problématiques du réseau dans le débat public.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

Salariés de l'association : 2 temps pleins  
 direction de projet (20,25 € coût employeur / heure)  
 médiatrice culturelle (12,56 € coût employeur / heure)

Personnes extérieures, en 2016 puis en 2017 :

1 volontaire du service civique sur 6 mois chaque année (24h/semaine)  
 des intervenants artistiques (salariés intermittents)

Bénévoles : des volontaires de conseils municipaux de jeunes (2 par ville partenaire)

Moyens matériels et équipement :

Ce projet (hors développements) ne nécessite pas d'investissement en matériel et équipement, mais la réalisation des panneaux d'expositions et de la scénographie de spectacle.

### **Intérêt Régional**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Le projet s'inscrit dans les 6 départements de l'Île-de-France, dans la zone dense.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

### **Public(s) cible(s) :**

Tout public, jeunes et moins jeunes

1250 participants potentiels :

Participants à la collecte dans les villes : 300 avec les développements des partenariats villes et ANACEJ : +450

Participants à la collecte via le web : 200 avec les développements des partenariats médias et privés : +800

3160 destinataires potentiels

Public de l'exposition à Paris : 300 avec les développements médias et partenaires: +500

Public des expositions dans les villes et sur le Web : 1500

Public du spectacle à Paris : 150 avec les développements médias et partenaires: +800

10600 destinataires potentiels des développements

Public du spectacle dans les villes partenaires : 3600

Diffusion du livre Le grand Paris vu de nos fenêtres : 3000 ex

Diffusion du livre l'autre histoire du Grand Paris : 4000 ex

#### Détail du calcul de la subvention :

Montant total de la base subventionnable x le taux d'intervention

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats	3 500,00	4,71%	Région IDF Projet Citoyens	35 000,00	47,12%
Services externes	14 635,00	19,70%	Commune Arcueil(att)	4 122,00	5,55%
Autres services externes	6 300,00	8,48%	ASP	26 714,00	35,96%
Frais de personnel	49 851,00	67,11%	Fonds propres	8 450,00	11,37%
Total	74 286,00	100,00%	Total	74 286,00	100,00%

#### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	14 000,00 €
2015	21 000,00 €

#### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	25 000,00 €
2012	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	25 000,00 €

2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
	Montant total	70 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14013970</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : L'ESPOIR DANS L'AUTRE/ ANNEE 1(PROGRAMME BIENNAL)</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	46 350,00 €	43,15 %	20 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>20 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : UEJF UNION DES ETUDIANTS JUIFS DE FRANCE  
 Adresse administrative : 23 RUE DES MARTYRS  
75009 PARIS 09  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur Jonathan HAYOUN, Président

Date de publication au JO : 13 juillet 1945

N° SIRET : 33406553900051

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : former les jeunes citoyens des villes menacées par la désagrégation du tissu associatif et la progression des extrêmes et du racisme, les accompagner dans un processus d'empowerment et de prise en charge des sujets politiques et sociétaux de leurs villes qu'ils habitent, par des temps de formation.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2016

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens le 4 juillet 2014, le projet sera engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

- Favoriser l'engagement antiraciste parmi un public plus large
- Fournir des programmes de formation accessibles pour lutter contre les discours racistes, antisémites et xénophobes
- Donner aux étudiants la confiance nécessaire pour prendre part au débat public dans leurs quartiers et leurs villes

- Former les jeunes à l'activisme via Internet et les réseaux sociaux

### **Description :**

L'action vise à :

- Monter un programme de formation locale dans les villes

Ce programme permettra de toucher des villes où l'engagement militant est moins développé qu'à Paris, et où les structures associatives en général sont affaiblies.

La formation ciblera particulièrement des jeunes n'ayant que pas ou peu d'expérience militante.

- Organiser des rendez-vous nationaux de formation

Ces grands temps de formation et de rassemblement permettront de réunir les jeunes étudiants formés en région et d'organiser des temps d'échange et de partage, lors des Universités d'automne et des Universités d'hiver.

Ils seront une occasion de convier des personnalités associatives et politiques à débattre devant les étudiants et montrer ainsi l'importance que représentent les étudiants engagés aux yeux des décideurs, remplissant ainsi l'objectif 3 de donner de la confiance aux jeunes dans leur potentiel d'être des acteurs forts de leurs lieux de vie.

- Fournir une formation clef-en-main à la communication sur Internet

Pour beaucoup de jeunes la porte d'accès à l'information et la constitution de réseaux d'amis se fait aujourd'hui via Internet. La communication politique, le débat d'idées ... se déroulent aujourd'hui sur la Toile.

Il faut que les jeunes prennent conscience que l'activisme sur Internet peut être une forme d'engagement légitime comme une autre qui a toute sa place dans le débat public ce qui pourra se comprendre au travers d'un narratif relatant l'importance des réseaux sociaux pour l'émergence des révolutions arabes.

Ainsi chaque formation dispensée comportera un volet spécifique axée sur les médias et réseaux sociaux, et la façon de les investir au service d'une cause et d'un message antiraciste.

- Offrir des ateliers d'argumentation et de contre-argumentation sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme

Les formations développées viseront à donner des outils clairs à un public ayant peu d'expérience de prise de parole citoyenne au moyen de travail avec des journalistes et des spécialistes de la communication, grâce à des contenus simples et accessibles qui pourront être mobilisés par des jeunes n'ayant qu'une faible expérience militante .

Les ateliers d'argumentation se feront au moyen de mises en situation. Ils viseront à former les jeunes au débat d'idées, que ce soit par oral et dans la confrontation publique, que sur les forums Internet et réseaux sociaux

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

La réussite du projet sera évaluée à l'aune du nombre de participants, et via une enquête par questionnaire réalisée auprès de l'ensemble des participants à l'issue du projet. Celle-ci sera conçue par Nicolas Woloszko, Trésorier de l'UEJF, normalien, diplômé du master Sociologie et Statistiques de l'EHESS, et élève à l'ENSAE Paris Tech.

### **Modes de restitution du projet / du programme**

Le projet fera l'objet d'une restitution par voie d'une tribune dans la presse généraliste nationale et de compte-rendu mensuels sur le site de l'UEJF.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

- Salariés de l'association : 1 (directrice du programme)

Un comité de pilotage et 1 coordinatrice du projet.

## Intérêt régional

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Avis favorable du Comité d'étude et d'orientation des Projets Citoyens en date du 4 juillet 2014, regroupant les élu-e-s des commissions « Jeunesse, Citoyenneté et Vie associative » et « Politique de la Ville et sécurité »

## Public(s) cible(s) :

Le public visé est composé de jeunes de 18 à 28 ans qui désirent porter une parole forte dans la cité contre les messages de haine et d'exclusion, recevoir une formation destinée à déconstruire les préjugés racistes, sexistes, homophobes et à s'armer intellectuellement pour combattre la haine.

Ces jeunes sont issus de la diversité, le public est assez varié : jeunes étudiants issus d'Universités ou de grandes écoles, jeunes en formation professionnelle ou ayant terminé les études, déjà intégrés dans la vie professionnelle.

La sélection débute par des entretiens individuels.

400 participants potentiels (préciser un chiffre) en raison du nombre de villes concernées par le programme de formation, et de l'organisation de deux séminaires de formation à l'échelle nationale,

## Détail du calcul de la subvention :

Montant total de la base subventionnable x le taux d'intervention

## Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	15 200,00	32,79%
Services extérieurs (location, entretien et réparation, sous-traitance)	9 000,00	19,42%
Autres services extérieurs (publicité, déplacements...)	10 200,00	22,01%
Rémunération des personnels et charges sociales	11 950,00	25,78%
<b>Total</b>	<b>46 350,00</b>	<b>100,00%</b>

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Projets Citoyens	20 000,00	43,15%
Services du Premier Ministre	14 000,00	30,20%
Ministère de l'Enseignement Supérieur	12 000,00	25,89%
Dons	350,00	0,76%
<b>Total</b>	<b>46 350,00</b>	<b>100,00%</b>

<b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b>
---

<b>Exercice</b>	<b>Montant</b>
2014	8 000,00 €
2015	12 000,00 €

<b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b>
---

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

<b>Année</b>	<b>Dispositif d'aide</b>	<b>Montant voté</b>
2011	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	15 000,00 €
2013	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2013	Méditerranée	22 000,00 €
	Montant total	57 000,00 €

## **ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS AVENANTS**

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14015719</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : CAPACITATION CITOYENE EN IDF / ANNEE 3 (PROGRAMME TRIENNAL)</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	55 000,00 €	45,45 %	25 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>25 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : ARPENTEURS  
 Adresse administrative : 9 PLACE DES ECRINS  
 38600 FONTAINE  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Madame Lénaïg GRARD, Présidente

Date de publication au JO : 2 mars 2002

N° SIRET : 44155926700014

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Avenant n°2 convention initiale CP N°11/751-20 Dossier 11015624  
 Il s'agit de capacitation Citoyenne qui met en lien une diversité d'actions d'habitants.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2013

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2014

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens qui s'est réuni le 8 juillet 2011, la 3<sup>ème</sup> année du projet sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente. De plus, s'agissant d'un projet pluriannuel, il n'est pas souhaitable d'interrompre temporairement l'exécution de ce projet entre le 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année.

**Objectifs :**

Capacitation Citoyenne met à disposition des initiatives d'habitants et des moyens de développer leurs capacités à agir collectivement pour des projets citoyens, afin de rencontrer et de se mettre en lien avec d'autres collectifs, issus de territoires différents ou développant d'autres types d'action.

Il s'agit de valoriser ces expériences, de les diffuser, de les capitaliser ; de renforcer la qualification de leurs acteurs ; d'encourager le travail conjoint avec les institutions, les professionnels et les élus ; d'organiser des rencontres pour permettre à ces acteurs d'échanger, de se confronter, de se renforcer, de se ressourcer.

### **Description :**

Le projet s'articule autour de trois grandes directions de développement de Capacitation Citoyenne. Les groupes, les collectifs, les moteurs de l'action.

-La rédaction d'un livret de présentation

-Le reportage vidéo.

- Les rencontres au cœur de l'action

La rencontre réelle reste le moyen le plus efficace de créer une intelligence collective et le meilleur carburant de sens de ce type de projet. La mise en lien ne peut se contenter de faire circuler des flux d'information, elle nécessite, pour provoquer des changements sociaux, culturels, politiques, de l'ancrage territorial et de l'incarnation.

Bilan année1.

Le programme Capacitation Citoyenne a développé une série de rencontres qui oriente l'action vers l'ouverture à d'autres réseaux et d'autres plates formes avec y compris des coopérations abouties. La préparation et l'édition d'un livre sur les treize années de fonctionnement du réseau a pu se réaliser dans le même temps. La participation des Franciliens aux différentes rencontres organisées sur les autres territoires a bien fonctionné et confirme la force de la rencontre comme outil de capacitation

Bilan année 2

L'année a permis de concentrer une série de rencontres thématiques sur l'Île de France. Ce sont donc trois rencontres successives qui ont dynamisé l'action de Capacitation Citoyenne sur le territoire. Dans le cadre de Paris citoyen, Capacitation Citoyenne participe à un certain nombre de débats et d'ateliers de l'infolab-citoyen qui permet aux curieux de se familiariser avec la question des données ouvertes notamment autour de la thématique de l'eau

Troisième année:

Les collectifs rassemblés avaient décidé de produire un livre qui réponde aux nombreuses questions qu'on nous pose depuis quelques temps sur Capacitation Citoyenne. En effet, ce sont des individus et des collectifs mais de plus en plus des universitaires, des politiques, des chercheurs, des associations militantes de la démocratie qui nous interrogent sur le fonctionnement ou les objectifs de Capacitation Citoyenne. Depuis longtemps l'association se heurte à la difficulté d'expliquer ce qui se passe, lors des rencontres en particulier, et qui est à la fois extraordinaire et difficilement communicable à des personnes qui n'ont jamais participé.

Une quinzaine de contributeurs ont donc écrit une centaine de pages retraçant l'histoire, le sens et les émotions de cette expérience particulière.

Le livre est maintenant édité par " Couleur Livres " et préfacé par Patrick Viveret.

Ce sera l'un des projets du programme Capacitation Citoyenne Ile de France pour l'année 2013-2014.

**Le mode de restitution :**

Les supports seront les livrets, les feuilles trimestrielles, des DVD et la mise en ligne internet, dont le site "Projets citoyens"

**Moyens mis en œuvre :**

Salariés de l'association:

-3 chefs de projets pour repérage, veille, reportage, préparation et animation des rencontres, réalisation des dossiers:

-1 chargé de mission sur le suivi des groupes, préparation et animation des rencontres:

-1 infographiste pour animation site et information:

Prestataires extérieurs.

**Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

L'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens qui s'est réuni le 8 juillet 2011

**Public(s) cible(s) :**

Des groupes ou des collectifs engagés dans des actions collectives et solidaires. Le programme ne se limite pas à un thème, mais cherche au contraire à permettre des connexions entre groupes peu habitués à se rencontrer.

Privilégiant la diversité, il pourra s'agir de groupes de femmes, de jeunes, de personnes en situation de précarité, d'habitants engagés dans des pratiques d'économie sociale et solidaire, de collectifs impliqués sur l'intégration, la culture ...

La priorité est donnée à des collectifs qui n'ont pas les moyens de réaliser ce type d'action par eux-mêmes.

**Localisation géographique :**

- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>			<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
ACHATS ET SERVICES EXTERIEURS	2 300,00	4,18%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	25 000,00	45,45%
MISSIONS DEPLACEMENTS	10 000,00	18,18%	VILLE DE PARIS(att)	10 000,00	18,18%
SALAIRES ET CHARGES	34 700,00	63,09%	AUTRES FINANCEURS	15 000,00	27,27%
AUTRES CHARGES	8 000,00	14,55%	FONDS PROPRES	5 000,00	9,09%
Total	55 000,00	100,00%	Total	55 000,00	100,00%

<b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b>
---

Exercice	Montant
2014	25 000,00 €

<b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b>
---

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	25 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	25 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14015775</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : MIGR"ACTEURS ET MIGR"ARTISTES/ANNEE 2(PROGRAMME TRIENNAL))</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	74 000,00 €	32,43 %	24 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>24 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : ASSFAM ASS SERVICE SOCIAL FAMILIAL  
MIGRANTS  
Adresse administrative : 5 RUE SAULNIER  
75009 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Jean-François MERLE, Président

Date de publication au JO : 13 septembre 1951

N° SIRET : 77567628100014

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Avenant n°1 à la convention initiale n° 13000807 CP du 30 mai 2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mai 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens qui s'est réuni le 25 janvier 2013, la 2<sup>ème</sup> année du projet sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente. De plus, s'agissant d'un projet pluriannuel, il n'est pas souhaitable d'interrompre temporairement l'exécution de ce projet entre la 1<sup>ère</sup> et la 2<sup>ème</sup> année

**Objectifs :**

Cette action vise à

- Valoriser l'apport de l'immigration dans la construction de l'identité francilienne.
- Permettre à des migrants âgés et isolés de transmettre leurs expériences et de prendre une part active dans la transmission des valeurs citoyennes qu'ils ont portées.

- Sensibiliser les jeunes et notamment ceux issus de l'immigration à l'importance du rôle des migrants dans le développement de la région Ile de France.
- Favoriser l'appropriation par les jeunes de leur place dans la construction de la région Ile de France et leur implication dans la préparation de son avenir.

### **Description :**

Ce projet est par un comité composé de personnalités issues

- des secteurs associatifs et institutionnels (OFII, ADOMA, CNAV, etc.) liés à l'immigration,
- des secteurs économiques publics et privés dans lesquels ont pu travailler ces migrants
- des secteurs artistiques et culturels (nous solliciterons notamment un représentant de l'établissement des archives nationales de Pierrefitte sur Seine et de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration) ainsi que du milieu universitaire.

#### Bilan année 1

Mobilisation de jeunes, constitution des ateliers et recueil de témoignages dans des foyers ADOMA, dans des centres et cafés sociaux mais aussi dans des associations communautaires, notamment pour favoriser l'expression de migrants souvent ignorés : migrants internationaux ( portugais, turcs, chinois ..) migration interne (d'autres régions françaises, ex Bretagne , ultramarins etc.).

#### Année 2

Recherche documentaire, production artistique et publication d'un ouvrage - 2014

Le recueil des témoignages sera complété par des recherches documentaires dans les archives publiques et dans celles d'entreprises privées afin notamment de les d'illustrer.

Les témoignages seront produits sous diverses formes artistiques (écrits, photographies, films, illustrations, etc.) La réalisation des productions impliquera des publics accompagnés par l'ASSFAM dont notamment des artistes suivis dans le cadre de l'insertion des bénéficiaires du RSA.

Les témoignages accompagnés des documents illustratifs, issus des recherches documentaires et des productions artistiques, seront publiés dans un ouvrage présentant les divers parcours des migrants âgés, leurs réalisations, les difficultés rencontrées, les fiertés, les joies et les peines. Des parallèles pourront être présentés entre les différentes histoires individuelles en fonction des origines, y compris entre migrants internationaux et provinciaux. Cet ouvrage pourra aussi présenter les réactions des jeunes parties prenantes de l'animation des ateliers.

#### Année 3

Transmission des mémoires – 2015.

Organisation dans l'ensemble des départements d'Ile de France de séances de restitution des témoignages des migrants âgés avec présentation de l'ouvrage publiée accompagnée d'exposition des œuvres réalisées et de projection.

Les migrants âgés seront acteurs de l'organisation et de l'animation de ces évènements.

### **Modes de restitution et mutualisation**

Publication d'un ouvrage témoignant des parcours de vie des migrants âgés.

Production d'œuvres exposées pour servir de support aux séances de restitution.

Séances de restitution présentant la démarche, les résultats atteints et l'ouvrage publié.

Analyse par des universitaires de l'intérêt de la démarche.

### **Méthode d'évaluation**

Le comité de pilotage aura notamment pour objet d'assurer une évaluation régulière de l'évolution du projet sur la base de critères qualitatifs :

- Nombre de jeunes mobilisés pour recueillir les témoignages
- Nombre de migrants âgés mobilisés pour participer aux ateliers
- Nombre de récits finalisés et variété des supports
- Satisfaction des migrants âgés et des jeunes

-Nombre de séances de restitutions organisées et de participants à ces séances

Mais aussi qualitatif :

- Intérêt des témoignages recueillis
- Qualité artistiques des productions réalisées
- Qualité de l'ouvrage publié.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

Salariés de l'association :

- Travailleurs sociaux et Agent de Développement Local pour l'intégration
- 2 Délégués Territoriaux pour la coordination générale du projet (recherche de partenariat, gestion administrative, logistique et financière du projet)

Personnes extérieures :

- Différents prestataires artistiques rémunérés et/ou à titre gracieux dans le cadre de partenariat (Maison du Développement Culturel de Gennevilliers, une artiste peintre bénévole...)

- Bénévoles : Vingt bénévoles
- Stagiaires :
- 3 stagiaires (écrivain public, artistes ou assistant-e social-e)

Moyens matériels et équipement :

Matériel photos et enregistrements sono et vidéo

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Une plus grande valorisation de l'apport de l'immigration dans la construction de l'identité francilienne

### **Public(s) cible(s) :**

15 ateliers et 50 séances de restitutions avec des jeunes et des migrants âgés

Nombre de participants potentiels

100 scolaires et jeunes pour contribuer aux ateliers.

100 migrants âgés pour témoigner.

Nombre de destinataires potentiels :

10000 participants aux séances de restitutions

### **Détail du calcul de la subvention :**

Base subventionnable \* le taux d'intervention

### **Localisation géographique :**

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>			<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
ACHATS	4 000,00	5,41%	RESSOURCCES PROPRES	2 000,00	2,70%
SEERVICES EXTERIEURS	6 000,00	8,11%	BOP 104	20 000,00	27,03%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	6 000,00	8,11%	CUCS (92/93/75) (att)	10 000,00	13,51%
COTISATIONS	4 000,00	5,41%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	24 000,00	32,43%
SALAIRES ET CHARGES	54 000,00	72,97%	CUCS PLAINE COMMUNE (att)	5 000,00	6,76%
<b>Total</b>	<b>74 000,00</b>	<b>100,00%</b>	CG 92/93/75(att)	7 000,00	9,46%
			FONDATION ADOMA	6 000,00	8,11%
			<b>Total</b>	<b>74 000,00</b>	<b>100,00%</b>

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

Exercice	Montant
2014	24 000,00 €

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**

**Antériorité du soutien régional** (informations en cours de consolidation) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	3 000,00 €
2012	Soutien à la prévention	3 000,00 €
2012	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	3 000,00 €
2012	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	35 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	3 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	20 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	24 000,00 €
	<b>Montant total</b>	<b>94 000,00 €</b>



<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14018051</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : TRANSMISSION ET IMPLICATION CITOYENNE /ANNEE 2 /PROGRAMME BIENNAL</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	33 400,00 €	44,91 %	15 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>15 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : ATELLANES  
 Adresse administrative : 10 TER RUE DE LA SOLIDARITE  
 75019 PARIS 19  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur Italo RIZZO, Président

Date de publication au JO : 4 mai 1994

N° SIRET : 40387712900037

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : AVENANT N°1 à la convention initiale n°13000845 n°CP 13- concernant le projet : Réaliser 7 émissions de radio autour de la question de l'implication citoyenne et des enjeux de transformation sociale, débats et rencontres en amont et des reportages et des interviews

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par le vote favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens qui s'est réuni le 10 février 2012, le projet sera partiellement engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente. De plus il n'est pas souhaitable d'interrompre temporairement l'exécution de ce projet entre la 2eme année et la 3 eme année.

**Objectifs :**

- Favoriser l'implication citoyenne par une dynamique de diffusion, de débat et d'échanges entre les habitants de divers territoires d'Ile de France
- Réfléchir collectivement aux enjeux de mémoire, d'égalité hommes-femmes, de transformations sociales,

de discrimination et autres sujets en lien avec la citoyenneté.

- Favoriser le travail de chacun sur sa propre mémoire et la faire partager très largement.
- Travailler à la rencontre et au renforcement du travail de réseau des structures associatives d'Ile de France et notamment du réseau mémoires Histoires en Ile-de-France.
- Favoriser la rencontre des publics au niveau intergénérationnel, interculturel, social
- Diffuser nos documents films et expositions et engager de nouvelles réalisations

### **Description :**

Portrait in situ / Exposition, photographie.

Il s'agit d'initier une dynamique qui se prolongerait et prendrait toute sa dimension sur la deuxième année du projet. Il s'agit ainsi à partir de l'exposition présentée ci-dessus de coupler une double démarche de mise en place en différents territoires d'Ile de France de cette exposition et de réalisation sur ces mêmes territoires de nouveaux portraits d'habitants en lien également avec leurs immeubles d'habitation souvent aussi en transformation.

Pour se faire l'association s'appuie dans ce cadre sur certains des acteurs associatifs du réseau Mémoires et Histoire en Ile de France à même de faciliter la médiation auprès des habitants. Ainsi ce travail est aussi l'occasion de réaliser une cartographie des acteurs du réseau en lien avec leur territoire spécifique. Ce travail, in fine, pourrait être dès lors outre l'objet d'une nouvelle grande exposition, la réalisation d'un catalogue rendant compte du tissu associatif du réseau Mémoires Histoire en Ile de France en regard avec les habitants et une part de l'urbanisme de son territoire d'action.

### **Bilan année 1**

Les objectifs de l'action ont bien été atteints :

Cette action a développé une véritable dynamique de débats, d'échanges et de réalisation entre habitants, jeunes, associations, structures diverses du territoire d'Ile-de-France autour des questions de citoyenneté et de transformations sociales au travers la réalisation de 11 émissions radio avec travail d'ateliers et temps de préparation en amont, la diffusion d'exposition, la projection et réalisation de films, l'implication dans la construction de la 2<sup>ème</sup> Biennale du Printemps de la Mémoire 2013 et la dynamique globale du Réseau « Mémoires Histoires en Ile-de-France ».

### **Année 2**

Participation au Colloque en Mairie du 19<sup>ème</sup> sur « la maîtrise des écrans :

Réflexion autour de la question des écrans, de leur utilisation par les enfants et des pédagogies autour de l'écran à l'initiative de l'équipe pédagogique de l'école Manin à l'occasion de la cinquième année de la « semaine sans écran ». Nombreux invités, philosophes, psychologues, sociologues, représentants d'autres écoles en France jusqu'au Canada. Enregistrement sonore du Colloque et réalisations d'une série de 8 interviews auprès des intervenants et organisateurs en vue de la réalisation d'une émission radio et la valorisation du colloque par les responsables.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

Salariés de l'association : 1 salarié emploi tremplin sur 2 mois à raison de 35h par semaine / poste réalisation de coordination logistique, administratif, suivi communication...

Coordination pédagogique, artistique, recherche : 1 personne

Technicien diffusion, enregistrement / animation radio, débats, réalisation : 2 personnes

Montage / mise en ligne : 1 personne

Photographe (en vue travail de réalisation) + médiateur : 2 personnes

- Bénévoles :

Aides ponctuels de 2 bénévoles + part de bénévolat apporté par les différents intervenants

### **Moyen matériel**

L'association utilise son propre matériel de diffusion image et son, de prise de vue, et prise de son, son propre système de montage et mixage complété par un ensemble de prêts des intervenants du projet.

Afin de renforcer son autonomie et sa capacité à répondre dans le cadre de ce projet à un travail notamment de diffusion et d'enregistrement sont de plus grande qualité notre association souhaite ainsi sur les 2 ans à venir se doter du matériel suivant :

- (1er année) : 2 Enceintes pour système sur round, réf. MSP7 Studio chez Yamaha (cf. fiche jointe)
- (2ème année) : 1 micro super cardioïde pour perche, réf. MKH 60 Sennheiser + 1système micro HF, réf. EW 122-P-G3 Sennheiser

#### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

#### **Public(s) cible(s) :**

Population des quartiers populaires et des grands centres urbains d'Ile-de-France/ Ouvriers, Immigrés / Femmes / jeunesse et inter génération /mais également Public élargi des lieux de diffusion ouvert à tous (radio FM, internet, lieux d'exposition et de diffusion grand public)

Nombre de participants potentiels :

L'association estime qu'au travers des réalisations, des diffusions et des rencontres et ateliers, le nombre de notre public est autour de 500 personnes. Ce public est divers tant en termes de générations que de territoires.

Nombre de destinataires potentiels:

Il faudrait ajouter aussi le public touché par notre présence sur la FM dans le cadre de nos émissions diffusées en direct sur Fpp 106.3FM et mises en ligne par la suite sur le net sur une grande diversité de sites et blogs ... Nombre de public ici difficilement estimable entre 1500, 2000 personnes.

#### **Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
FOURNITURESET MATERIEL	2 730,00	8,17%
DOCULENTATION	500,00	1,50%
LOCATION	2 170,00	6,50%
PRESTATION GRAPHISME ET HONNORAIRES	4 000,00	11,98%
MISSIONS DEPLACEMENTS	1 150,00	3,44%
INTENDANCE	700,00	2,10%
ASSURANCE	160,00	0,48%
SALAIRES ET CHARGES	19 790,00	59,25%
AUTRES DEPENSES	1 500,00	4,49%
COMMUNICATION	700,00	2,10%
Total	33 400,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
RESSOURCES PROPRES	3 000,00	8,98%
ETAT ACSE	7 000,00	20,96%
REGION IDF PROJETS CITOYENS	15 000,00	44,91%
FONDATION CAISSE DEPOTS	5 000,00	14,97%
AUTRES	3 400,00	10,18%
Total	33 400,00	100,00%

### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	6 000,00 €
2015	9 000,00 €

### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	15 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	15 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14018033</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : L'UNIVERSITE POPULAIRE AUDIOVISUELLE AU DELA DES FRONTIERES : CORRESPONDANCES VIDEO/ANNEE 3 -PROGRAMME TRIENNAL)</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	122 270,00 €	20,45 %	25 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>25 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : CANAL MARCHES  
 Adresse administrative : 122 RUE DES COURONNES  
 75020 PARIS 20  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Madame Marie-Dominique MASSONI, Présidente

Date de publication au JO : 12 avril 1997

N° SIRET : 41205056900026

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Avenant N°2 à la convention N° 12012067-CP 21 NOVEMBRE 2012 programme triennal pour le projet: Co-construire un projet vidéo transfrontière avec les habitants et les associations des quartiers populaires franciliens.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par le vote favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens qui s'est réuni le 10 février 2012, le projet sera partiellement engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente. De plus il n'est pas souhaitable d'interrompre temporairement l'exécution de ce projet entre la 2eme année et la 3 eme année.

**Objectifs :**

- Former des acteurs associatifs agissant dans les quartiers populaires d'Île-de-France à la vidéo et organiser des temps forts de rencontres audiovisuelles afin de rendre visibles et valoriser des expressions d'habitant-e-s.

- Permettre des échanges d'expériences et des transmissions de compétence audiovisuelles entre associations, centres sociaux, MJC, etc. ancrés sur les territoires.
- Développer des dialogues transfrontières entre les habitant-e-s et associations des quartiers populaires franciliens, français, européens, et internationaux, grâce à la vidéo.
- Eveiller le regard critique et analytique des citoyens par l'expérimentation de la réalisation audiovisuelle

#### Bilan année 1

L'action a permis la mise en place de modules de formations dans les quartiers. Les premiers échanges de vidéos notamment par Internet et les restitutions locales des correspondances vidéo et la restitution d'étape réalisée lors d'une première université d'été.

#### Bilan année 2

L'action a permis la poursuite des échanges vidéo sur la thématique « Frontières et Transfrontière » et des rencontres des correspondant-e-s. L'organisation d'un festival international en Ile-de-France avec les vidéos faites dans tous les territoires.

#### Année 3

La troisième année du projet tri-annuel, tout en poursuivant les ateliers d'initiation à la réalisation destinés à des acteurs associatifs et à des habitant-e-s, sera marquée par la restitution publique des travaux associatifs passés et présents. Cette restitution, qui mettra en valeur plusieurs dizaines de films réalisés par des associations franciliennes avec l'Upopa, a pour l'association une valeur pédagogique : il s'agira d'inviter les visiteurs et le monde associatif à se saisir plus et mieux de l'outil audiovisuel, en s'appuyant sur l'exemplarité et la diversité des travaux vidéos restitués.

Cette 3ème année sera aussi un moment de réflexion et de bilan, partagé avec les participant-e-s des formations des six premières années, pour définir les formes et actions à venir de l'Université populaires audiovisuelle.

#### **Méthode d'évaluation envisagée :**

Une évaluation quantitative sera faite chaque année en comptabilisant et analysant le nombre de Partenaires associatifs, de participant-e-s aux ateliers, de vidéos réalisées, et de publics impliqués dans les restitutions.

Une évaluation qualitative. Dans ce projet, la dimension qualitative est primordiale : implication des acteurs, réappropriation du projet et de l'outil vidéo, dialogue transfrontière. Pour étayer ce travail d'évaluation, l'association fait appel aux concours d'étudiant-e-s de différentes filières, inscrit-e-s dans des Universités d'Île-de-France (enquêtes, suivis d'actions, questionnaires qualitatifs aux participante-s). Pour cette année 2014-2015 un partenariat a été mis en place avec l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).

#### **Modes de restitution du projet / du programme**

- Restitutions tout au long de l'année avec l'exposition itinérante, sur trois ou quatre départements différents d'Île-de-France.
- Projections et événements ponctuels, dont un festival des correspondances vidéo internationales en juin 2015 et une projection de rue durant la Nuit Blanche 2015.
- Mise en ligne des vidéos réalisées sur le site UPOPA :

#### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Utilisation de l'outil web pour informer et partager ce travail :

- mise à disposition d'informations sur des sites existants tels que Projets Citoyens, Wikiversity.
- mise en ligne sur le site Upopa ; réflexion sur *Creative Commons* et autres formes de partages ;
- Relais systématique sur l'accueil du site de l'Upopa par syndication, de toutes les initiatives présentées sur le site des projets citoyens

#### **Moyens mis en œuvre :**

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :

Salariés de l'association :

- Réalisateur animateurs, intermittents du spectacle 2 ETP,
- Coordinateur/trice du projet, 20h/semaine,
- Chargé-e de communication, 10h/semaine,
- Médiateur social, temps plein,
- Secrétaire comptable, 20h/semaine,
- Webmaster, responsable informatique, 20h/semaine, - Bénévoles

Personnes extérieures : Interventions occasionnelles de professionnels de l'audiovisuel,

Moyens matériels et équipement :

Achat de matériel audiovisuel et informatique pour assurer les formations, les réalisations, la logistique et gestion, la restitution du projet et surtout la bourse de prêt : 15 000 € sur trois ans.

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

Le projet audiovisuel permet des échanges entre territoires, entre habitant-e-s, parfois séparés par des frontières géographiques, sociales ou mentales.

### **Public(s) cible(s) :**

Une centaine de participant-e-s aux ateliers de formation et d'expression audiovisuelle, acteurs associatifs et habitante-s d'Ile-de-France (soit plus de 300 en trois ans).

Plusieurs centaines de spectateurs des projections et autres restitutions publiques, des vidéos en lignes.

### **Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
ACHATS FORUNITURES	4 400,00	3,60%
MOYENS TECHNIQUES ET REGIE	10 850,00	8,87%
SALAIRES ET CHARGES	85 212,00	69,69%
GESTION ET ANIMATION	400,00	0,33%
COMUNICATION ET PLUBLICITE	1 000,00	0,82%
TRANSPORT	1 072,00	0,88%
LOCATION	6 500,00	5,32%
DOCUMENTATION	120,00	0,10%
POSTE TELECOM	850,00	0,70%
DEPLACEMENT MISSION	750,00	0,61%
FRAIS DE STRUTURE AU PRORATA	11 116,00	9,09%
Total	122 270,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
RESSOURCES PROPRES	22 740,00	18,60%
ETAT	1 200,00	0,98%
REGION IDF PROJETS CITOYENS	25 000,00	20,45%
VILLE DE PARIS(att)	22 000,00	17,99%
MECENATS	2 600,00	2,13%
ASP	48 730,00	39,85%
Total	122 270,00	100,00%

#### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	10 000,00 €
2015	15 000,00 €

#### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	35 000,00 €
2012	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	25 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	25 000,00 €
	Montant total	85 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14015696</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : LE PARCOURS EDUCATIF "ENGAGEMENT" /ANNEE 2 (PROGRAMME TRIENNAL)</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	23 003,00 €	49,99 %	11 500,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>11 500,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : E-GRAINE  
 Adresse administrative : 7-9 RUE DENIS PAPIN  
78190 TRAPPES  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur Thomas AMBLARD, Président

Date de publication au JO : 13 janvier 2007

N° SIRET : 49416586300023

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Avenant N° 1 à la convention initiale N°13000829 CP du 30 mai 2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens qui s'est réuni le 25 janvier 2013, le projet sera partiellement engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente. De plus il n'est pas souhaitable d'interrompre temporairement l'exécution de ce projet entre la 1ère et la 2ème année.

**Objectifs :**

Cette action vise à

- Pérenniser l'animation du parcours éducatif sur la notion d'engagement auprès du centre dynamique d'insertion L'Escale (Mantes la Jolie)
- Mettre en place un parcours par trimestre soit 4 parcours par an (que chaque jeune qui intègre la structure puisse le suivre)
- Proposer le parcours éducatif sur la notion d'engagement à tous les centres d'insertion sociale et

professionnelle d'Ile de France

- Pérenniser l'animation du parcours auprès d'une dizaine de centre d'insertion en trois ans
- Faire réfléchir et débattre les jeunes adultes sur la notion d'engagement.
- Faire découvrir différents exemples d'engagement (le bénévolat, le service civique volontaire, le volontariat européen et international, les conseils de quartiers et de la jeunesse etc.)
- Faire prendre conscience de l'enrichissement que ces démarches d'engagement peuvent leur apporter aussi bien sur le plan personnel que socio-professionnel.
- Accompagner et donner des outils pour apprendre à valoriser leurs parcours de vie et notamment leurs expériences d'engagement dans leurs parcours socio-professionnels.

### **Description :**

La notion d'engagement est fondamentale pour un jeune en rupture sociale et professionnelle, c'est une démarche et une attitude qui permet une réelle insertion. L'approche proposée est active, participative et ludique.

#### **Bilan Année 1:**

Des structures variées accueillant le public jeune ont été rencontrées afin de mieux cerner les besoins et contextes de chacun (services jeunesse, maison de quartier, clubs de prévention, structures d'insertion, etc.). Ces rencontres ont permis de faire évoluer les outils et d'intervenir sur la question de l'engagement des jeunes de manière adaptée aux dynamiques territoriales différentes.

#### **Année 2 :**

Concernant les perspectives, obtention d'un co-financement de l'ACSE pour développer des projets sur la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (contrat de ville).

Partenaire BLEU OXYGÈNE pour mettre en place un atelier hebdomadaire permanent au sein d'un Espace Dynamique d'Insertion (convention de 3 ans).

Stratégie spécifique sur les Yvelines en 2013, des pistes sont en cours avec le département 93, notamment avec la ville de Montreuil par le biais de l'EDI Spasse 24, membre du réseau Aurore, ainsi que les chargées de mission Agenda 21 et Nouvelles Solidarité de la Ville. Spasse 24 souhaite associer ses partenaires de Livry Gargan, Saint Denis et Mitry Mory.

#### **Année 3 :**

Continuité du partenariat avec l'ESCALE (4 parcours dans l'année)

Pérenniser les partenariats initiés en 2014 et mettre en place un planning d'animation des parcours à l'année (animation du parcours 2 fois dans l'année auprès des 3 centres partenaires)

Animation du parcours ponctuellement auprès des centres d'insertion demandeurs (animation de 10 parcours maximum dans l'année)

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

Une évaluation de chaque parcours, durant les 3 années :

- Lors de chaque atelier par l'intérêt porté à travers les jeunes (de manière quantitative par le taux de participation aux débats, le taux de présence au fur et à mesure du projet de manière qualitative par les attentes et avis exprimés par les jeunes et relevés par les animateurs sur des fiches spécifiques conçues à cet effet).
- A la fin du parcours d'ateliers, sur le ressenti global par rapport aux sujets abordés, aux questionnements soulevés, aux débats réalisés. Les jeunes auront la possibilité d'avoir des documents ressources en fonction de leurs intérêts et besoins, leurs demandes nous permettront de cerner leur volonté d'aller plus loin dans la découverte de ces démarches d'engagement.

### **Une évaluation annuelle**

Un bilan quantitatif et qualitatif sera envoyé chaque année, permettant de d'évaluer la bonne marche du projet sur 3 ans et de faire apparaître ses éventuels réajustement.

Ce bilan sera axé sur le suivi des objectifs progressifs de chaque année, le nombre de sessions réalisées, le nombre de centres d'insertion concernés (le nombre de centres démarchés et le nombre de retours des intéressés), une cartographie des animations sur la région et un bilan qualitatif des parcours réalisés et des partenariats mis en place.

L'organisation d'une réunion interdépartementale à la fin de la 3<sup>ème</sup> année

Ce temps d'échanges entre les acteurs ayant participé à ces parcours pourra permettre de relever les leviers et freins observés sur les différents parcours d'atelier par rapport à la notion d'engagement pour les publics jeunes en insertion sociale et professionnelle.

2 axes pourront être privilégiés et analysés collectivement à partir d'expériences et échanges de pratiques

- la notion d'engagement dans les parcours d'insertion des jeunes.
- la place de l'engagement et d'une pédagogie active dans les espaces d'insertion, pour les équipes pédagogiques.

### **Modes de restitution et mutualisation**

Un bilan qualitatif et quantitatif écrit sera remis chaque année au CRIF.

L'Association e-graine s'engage à se rendre disponible 3 journées par an pour prendre part à la mutualisation des bonnes pratiques en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France.

### **Moyens mis en œuvre :**

Moyen humain

9 salariés de l'association ETP

2 bénévoles pour témoignages sur 1 demie-journée/parcours

-Moyen matériel

- location d'une salle centre d'insertion

-1 ordinateur pour l'animateur la première année

### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

### **Public(s) cible(s) :**

Nombre de participants potentiels

Chaque atelier accueillera une quinzaine de jeunes.

Année 1 : 6 parcours

Année 2 : 12 parcours

Année 3 : 20 parcours

38 parcours x 15 jeunes = 570 jeunes sensibilisés sur 3 ans

Nombre de destinataires potentiels

Tous les publics issus de la tranche d'âge 16-25 ans et fréquentant une structure d'insertion sociale et professionnelle.

### **Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable \* Taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
ACHATS ET FOURNITURES	840,00	3,65%	FONDS PROPRES	9 213,00	40,05%
SERVICES EXTERIEURS	3 077,00	13,38%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	11 500,00	49,99%
DEPLACEMENTS MISSIONS	1 290,00	5,61%	FONJEP	358,00	1,56%
SALAIRES ET CHARGES	17 796,00	77,36%	CAE CUI	1 932,00	8,40%
Total	23 003,00	100,00%	Total	23 003,00	100,00%

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

Exercice	Montant
2014	11 500,00 €

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**

**Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :**

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Education à l'environnement vers un développement durable	15 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	12 454,75 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	11 981,00 €
2013	Education à l'environnement vers un développement durable	16 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	3 000,00 €
	Montant total	58 435,75 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14015741</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : USINES, FOYERS, CITES - ANNEE 3 (PROGRAMME TRIENNAL))</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	115 500,00 €	8,66 %	10 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		<b>10 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : PERIPHERIE - CENTRE REGIONAL DE  
CREATION CINEMATOGRAPHIQUE

Adresse administrative : 87 BIS RUE DE PARIS  
93100 MONTREUIL SOUS BOIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Michèle SOULIGNAC, Directrice

Date de publication au JO : 24 novembre 1983

N° SIRET : 32977949000039

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Avenant N°2 à la convention initiale N°11015481 CP N°11-961

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par le vote favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens qui s'est réuni le 8 juillet 2011, la 3eme année du projet sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente. De plus, s'agissant d'un projet pluriannuel, il n'est pas souhaitable d'interrompre temporairement l'exécution de ce projet entre la 2ème et la 3eme année.

**Objectifs :**

Selon une méthodologie établie depuis plusieurs années, mêlant analyse d'images fixes et animées, ateliers participatifs et restitution auprès de publics spécifiques, l'association entend écrire et transmettre une histoire populaire de la région parisienne.

A partir de recherches sur l'histoire des lieux et des territoires (usines, foyers, cités), le projet tend à

croiser des histoires jusqu'ici trop cloisonnées, et privilégier l'analyse de la parole, du travail et de l'engagement des ouvriers immigrés et des femmes en usines.

### **Description :**

#### **Bilan Année 1 :**

La première année du projet a tenu ses objectifs principaux sur l'engagement et le travail des femmes en banlieue, sur la table ronde, la publication et une série de projections.

La table ronde, autour de Muguette Jacquaint, ancienne ouvrière à Sonolor

Les projections au cinéma l'Etoile de La Courneuve.

La publication d'un court récit, sur les Vies Prolétaires

#### **Bilan année 2 :**

Les objectifs en termes de recherches scientifiques participatives et de restitution publique ont été atteints une table ronde sur l'histoire des cités de transit à partir de récits de vie et de témoignages de mobilisations politiques.

Collaboration avec les laboratoires d'Aubervilliers

Participation au Printemps de la mémoire

#### **Année 3 :**

En plus des projections et tables rondes, cette année s'achèvera par la publication d'un ouvrage historique retraçant l'histoire des usines, des foyers et des cités suite aux différentes actions et recherches des années précédentes.

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

Le nombre de participants et leur implication dans les débats (en particuliers ceux qui ont été directement touchés par la thématique développée), le nombre de lecteurs des diverses publications, les sollicitations des structures suite aux séances publiques, les articles dans la presse écrite et audiovisuelle, les retours du public et sa fidélité.

-Participation au site internet [www.projets-citoyens.fr](http://www.projets-citoyens.fr) (mise en ligne des productions issues du projet, annonce sur le site des différents événements liés au projet).

### **Modes de restitution du projet / du programme**

La restitution auprès d'un public divers et populaire s'inscrit dans notre démarche à travers les séances publiques et scolaires. En plus des lieux de diffusion culturelle classiques (écoles, librairies, cinémas et médiathèques), Périphérie favorisera les rencontres dans d'autres lieux de sociabilité (cafés, foyers, salles de spectacle). La restitution passe également par l'écriture d'articles de vulgarisation et d'articles scientifiques dans la presse et sur le site internet de Périphérie.

Intervenants sur le terrain l'association est également sollicités pour participer à des colloques scientifiques pour faire part de leurs expériences.

Publication également de deux livres, comme mentionné ci-dessus.

### **Moyens mis en œuvre :**

#### **Moyens humains :**

- Salariés de l'association : 1 chargé de mission, à 80% de son temps, 1 assistante, temps plein.

- Personnes extérieures : 1 monteur – trois jours par tables rondes et six jours par an de travail de valorisation, 1 photographe, quatre jours par an,

La préparation des tables rondes nécessite l'emploi de deux personnes à Périphérie, une aux Archives départementales, un monteur associé à Périphérie. Un conseiller scientifique est souvent sollicité. Chaque table ronde fait appel à 5 ou 6 intervenants en moyenne auxquels s'ajoutent deux personnes des archives départementales. Ces tables rondes se déroulant sous la forme d'ateliers participatifs, il faut également prendre en compte la présence et la participation du public dans lequel se trouvent des témoins, spécialistes et des étudiants. La salle a une capacité de 50 places.

Par ailleurs, lors des restitutions, l'association s'appuie sur le personnel enseignant des établissements

scolaires et sur le personnel salarié des médiathèques et salles de cinéma (2 à 3 personnes en moyenne par intervention).

-Bénévoles : Les autres invités et intervenants aux tables rondes sont bénévoles.

**Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

**Public(s) cible(s) :**

Habitants de la banlieue, scolaires, anciens et jeunes salariés, chercheurs, habitants des foyers de travailleurs migrants, militants syndicaux et associatifs

Nombre de destinataires potentiels :

Public des tables rondes, cinémas et médiathèques et lieux de sociabilité : environ 2 000 personnes par an.

Collégiens et lycéens : environ 150 élèves par an.

**Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

**Localisation géographique :**

- SEINE SAINT DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2014

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
SALAIRES ET CHARGES	88 650,00	76,75%
INDEMNITES INTERVENANTS ET HONNORAIRES	3 100,00	2,68%
PUBLICITE ET COMMUNICATION	1 750,00	1,52%
RECEPTIOPN DEPLACEMENT MISSIONS	1 500,00	1,30%
ACHATS ET FOURNITURES	4 000,00	3,46%
LOCATION	12 500,00	10,82%
ENTRETIEN ET MAINTENANCE	2 000,00	1,73%
FRAIS DE STRUCTURE	2 000,00	1,73%
Total	115 500,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
REGION IDF PROJETS CITOYENS	10 000,00	8,66%
CG 93(att)	85 500,00	74,03%
VILLE PARIS(att)	15 000,00	12,99%
ACSE	5 000,00	4,33%
Total	115 500,00	100,00%

### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	10 000,00 €

### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Soutien aux manifestations cinématographiques	30 000,00 €
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2012	Soutien aux manifestations cinématographiques	30 000,00 €
2013	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2013	Soutien aux manifestations cinématographiques	0,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
	Montant total	220 000,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14016982</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : PROTEGEONS NOTRE SANTE, BIEN COMMUN /ACTIVER LA VIGILANCE CITOYENNE POUR LA SANTE PUBLIQUE/ ANNE 2/ PROGRAMME BIENNAL</b>
--

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	50 100,00 €	49,90 %	25 000,00 €
	<b>Montant Total de la subvention</b>		25 000,00 €

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : STAR ASS SCIENCE TECHNO ART RECHERCHE  
 Adresse administrative : 44 RUE DE L'ECHIQUIER  
75010 PARIS 10  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur Thierry MASQUELIER, Président

Date de publication au JO : 22 mai 1991

N° SIRET : 39043750700010

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Avenant n°1 à la convention initiale n°13015056 CP du 20 novembre 2013

Mettre en évidence les risques significatifs qui nuisent à la santé du citoyen et lui donner le moyen d'agir par la création d'un comité scientifique et créer le dialogue.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens qui s'est réuni le 5 juillet 2013, le projet sera partiellement engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

**Objectifs :**

L'action vise à :

- Mener une réflexion sur les risques et les attitudes à adopter devant les expositions aux produits toxiques et aux agressions physiques, les comportements à risque, les inégalités sociales concernant l'accès à une alimentation plus saine, le non-respect des normes industrielles et autres.

- Mettre les citoyen(ne)s en position de critiquer les insuffisances du système de prévention et d'alerte sur les menaces qui pèsent sur la santé publique, et d'améliorer celui-ci en proposant des stratégies de prévention et d'information individuelles et collectives. Inciter et coordonner par là des actions citoyennes découlant de leur prise de conscience.

### **Description :**

Ce projet propose, à travers la production (1ère année) et la diffusion (2ème année) de supports audiovisuels, de mettre en lumière et de faire partager activement par les citoyen(ne)s les grandes questions de santé publique que notre société doit affronter tout autant dans le monde du travail, dans l'espace domestique, dans le cadre des activités de loisir qu'au plan de l'environnement général (urbain et rural)

#### Bilan année 1

- Création d'un comité scientifique pour la validation de l'exactitude des données scientifiques réuni à six reprises
- Mise en œuvre de consultations formelles et informelles pour pointer des ignorances lourdes justifiant la réalisation des spots, sondages auprès de ces différents publics
- Rédaction des scénarios, l'appel à collaboration avec des cinéastes ou réalisateurs
- Phase de tournage, de repérage, de montage et de postproduction

Les spots en cours de réalisation ou en option couvrent ces sujets :

- intoxications aux métaux lourds.
- gestion des déchets amiantés pour les particuliers.
- intrants chimiques et ersatz organiques dans le vin (des étiquettes bien silencieuses)
- la révolution toxicologique :
- pesticides dans les jardins :
- prévention contre l'ingestion de gros poissons contaminés de mercure (
- conduite sous antidépresseurs.
- aluminium et eau courante (15 millions de Français sont concernés par une eau contenant deux à quatre fois trop d'aluminium).

#### Année 2

### **DIFFUSION DES SPOTS / CO-CONSTRUCTION CITOYENNE**

A) Faire partager et diffuser les spots d'une manière large, via le Web (création d'une chaîne sur YouTube, portails d'associations ou d'organismes divers mobilisés sur ces questions), et lors de manifestations, rencontres, ateliers, groupes de travail citoyens.

Les spots seront notamment diffusés sur le site Projets Citoyens du Conseil Régional d'Île-de-France.

Une chaîne YouTube

Blog d'un écologue

Les spots seront également disponibles sur le blog des Périphériques vous parlent

B) Organiser et piloter des rencontres et des débats avec des collectifs de citoyens et citoyennes et des associations de protection des consommateurs.

Projections/rencntres/ateliers

Projections des spots et organisation de débats avec des collectifs de citoyen(ne)s.

C) Accompagner des actions susceptibles d'émerger et de se co-construire à l'occasion de prises de conscience et de responsabilisation par les citoyen(ne)s eux-mêmes.

Le comité scientifique assistera les collectifs de citoyen(ne)s pour les aider à formuler les réponses et les actions adéquates découlant de leur prise de conscience.

### **Méthode d'évaluation envisagée :**

Le principal critère visera la diffusion la plus large possible des spots, à titre gracieux,  
 Le deuxième critère sera la participation citoyenne aux manifestations spécifiques, aux ateliers, aux groupes et aux collectifs autour de la projection des spots.  
 Le troisième critère sera la mobilisation citoyenne autour d'une veille toxicologique et les actions qui en découleront, directes ou indirectes.

### **Modes de restitution du projet / du programme**

Les spots seront fournis sur support DVD au Conseil Régional d'Ile-de-France ainsi qu'aux partenaires ou groupes de citoyen(ne)s désirant les avoir dans ce format pour une diffusion plus spécifique.  
 Sera établie une liste des thématiques auxquelles les citoyen(ne)s se sont montrés les plus intéressés ou pour lesquels ils ont montré une volonté de changement dans leur comportement de prévention de santé.

### **Engagement à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau régional**

Mise en ligne d'extraits et communication sur le site Projets citoyens de la Région Ile-de-France.

#### **Moyens mis en œuvre :**

- Salariés de l'association : 1 emploi à plein temps, 1 emploi à mi-temps. Administration et comptabilité au prorata selon nécessités.
- Personnes extérieures : responsable comité scientifique, les réalisateurs des spots externes à l'association Star.
- Des intervenants spécifiques pour les ateliers et la coordination des groupes de l'association investira dans l'achat d'une nouvelle caméra Hd

#### **Intérêt régional :**

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

#### **Public(s) cible(s) :**

Une trentaine de personnes participeront dans des formes différentes à la réalisation du projet. À l'équipe de l'association s'ajouteront une quinzaine de personnes mobilisées de manière active (réalisateurs, monteurs, comité scientifique, diffusion, organisation des rencontres avec les collectifs citoyens...).

Nombre de destinataires potentiels:

Entre 30 000 et 40 000 citoyen(ne)s. Ce nombre pourra s'élargir en fonction du succès de l'action et de la reprise des spots et d'initiatives citoyennes autonomes.

Territoires bénéficiaires du projet / du programme :

Ile-de France pour les initiatives citoyennes, mais le territoire national pour l'ensemble de la diffusion.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Montant de la base subventionnable \* le taux d'intervention

#### **Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER : Hors CPER**  
L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
ACHATS ET FOURNITURES	7 820,00	15,61%	FONDS PROPRES	5 100,00	10,18%
SERVICES EXTERIEURS	4 630,00	9,24%	MINISTERE DE LA SANTE	2 000,00	3,99%
HONORAIRES	2 200,00	4,39%	RESERVE PARLEMENTAIRE	8 000,00	15,97%
DEPLACEMENTS TRANSPORTS	1 200,00	2,40%	MINISTERE DE L'ECOLOGIE	6 000,00	11,98%
DEFRAIEMENTS MISSIONS BENEVOLES	1 600,00	3,19%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	25 000,00	49,90%
FRAIS POSTAUX ET TELECOM	450,00	0,90%	MAIRIE DE PARIS(att)	3 000,00	5,99%
SALAIRES ET CHARGES	32 200,00	64,27%	AUTRES PARTENAIRES	1 000,00	2,00%
Total	50 100,00	100,00%	Total	50 100,00	100,00%

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

Exercice	Montant
2014	10 000,00 €
2015	15 000,00 €

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	20 000,00 €
2011	Aides pour le fonctionnement des revues	12 000,00 €
2012	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	14 500,00 €
2012	Aides pour le fonctionnement des revues	8 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	25 000,00 €
	Montant total	79 500,00 €

<b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14015664</b>
--

Commission Permanente du 20 novembre 2014

<b>Objet : IMPLICATION ET CITOYENNETE : DU GOUT A L'ENVIE DE PARTICIPER /ANNEE 3 (PROGRAMME TRIENNAL)</b>
---

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense	40 000,00 €	50,00 %	20 000,00 €
<b>Montant Total de la subvention</b>			<b>20 000,00 €</b>

**Imputation budgétaire :** 930-021-6574-102005-300  
10200503- Aides régionales

<b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b>
------------------------------------

Dénomination : URFJT- IDF - UNION FOYER DES JEUNES  
TRAVAILLEURS D'ILE-DE-FRANCE

Adresse administrative : 10 RUE DES TERRES AU CURE  
75013 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Patrick HOCHEDÉ, Président

Date de publication au JO : 18 juin 1976

N° SIRET : 31806948100063

<b>PRESENTATION DU PROJET</b>
-------------------------------

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)

Rapport Cadre : CR01-11 du 08/04/2011

Objet du projet : Avenant N°2 à la convention N°12002980 du 12 juillet 2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet confirmé par l'avis favorable du comité d'étude et d'orientation des projets citoyens qui s'est réuni le 10 février 2012, le projet sera partiellement engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente. De plus il n'est pas souhaitable d'interrompre temporairement l'exécution de ce projet entre la 2ème et la 3ème année.

**Objectifs :**

Donner aux résidents des foyers de jeunes travailleurs le goût de l'implication dans le collectif pour leur transmettre l'envie ensuite d'exercer leur citoyenneté dans leur foyer de jeune travailleur et dans la société.

**Description :**

Le programme prévoit de créer et développer sur 3 ans des « groupes d'animation de résidence FJT ».

Le groupe est accompagné d'un membre de l'équipe socio-éducative, formé au préalable à l'accompagnement de groupes participatifs.

Les thématiques sur lesquels les groupes réfléchissent sont relatifs à l'implication des résidents, la mise en place de parrainage, l'organisation de porteurs de paroles

Bilan année 1 :

- Constitution du groupe de pilotage et définition des actions à mettre en place pour réaliser le projet avec les directions et équipes socioéducatives ainsi qu'avec des résidents.

- Partage d'expérience qui s'est concrétisé sous la forme de la réalisation de pastilles vidéo (court documentaires)

Bilan année 2 :

- réalisation de quatre courts-métrages sur l'implication des résident-e-s en FJT

- organiser l'accueil des nouveaux résidents par les résidents présents, . parrainage,

- organisation de porteurs de paroles pour débattre de questions de société ou pour organiser une consultation

- réalisation d'élections sans candidat-e-s pour constituer le CVS

Les professionnels issus de FJT ont participé à ces expérimentations. Ils ont mis en place l'action de façon différente, ce qui a permis de voir ce qui fonctionnait plus ou moins bien, sans pour autant dégager une recette infaillible

3ème année du programme :

Continuer les expérimentations d'actions favorisant l'implication des résidents

- Essaimer les 3 actions expérimentées en Année 2 :

- Expérimenter de nouvelles actions,

- Créer une organisation des équipes par territoire

- Travail de réflexion : de l'implication au « pouvoir de » et au « pouvoir sur »

- Réaliser un document papier retraçant les réflexions et les actions menées

- Développer le site Internet de l'URFJT pour en faire un outil plus performant dans le partage des pratiques

**Modes de restitution et mutualisation :**

Publication et diffusion d'un livret.

**Évaluation :**

Le projet intègre plusieurs étapes d'évaluations, menées dans chaque FJT ainsi que par un Comité de pilotage régional.

**Moyens mis en œuvre :**

Moyens humains :

Équipe projet au niveau de l'URFJT, porteuse du projet :

- Responsable du pôle socio-éducatif : coordination et pilotage : 1/4 d'ETP

- Directeur régional : 1 jour par mois

- Assistante administrative : 1/5ème d'ETP

Intervenants extérieurs :

- Accompagner le groupe de travail : un consultant spécialiste du travail en groupes participatifs

- Des formateurs pour la mise en place de formations à l'accompagnement de groupes participatifs, à destination des équipes éducatives

- Un rédacteur et un graphiste pour la rédaction et la conception graphique du livret de formalisation du projet en fin de programme

Moyens matériels :

Achat de fournitures et de petit matériel

### Intérêt régional :

Ces actions visent à renforcer le processus permettant d'impliquer toujours plus largement la société civile organisée et les citoyens dans la vie publique, et aussi, d'améliorer la nature et le contenu des échanges au sein de la société civile et entre société civile et institutions.

L'enjeu est celui de la « capacitation citoyenne », c'est-à-dire l'acquisition par les citoyens d'outils et de connaissances permettant une prise de conscience de leur valeur et de leur capacité à comprendre et à influencer leur environnement, l'individu restant acteur de sa propre formation et de son engagement dans la vie collective et publique.

### Public(s) cible(s) :

Nombre de participants potentiels : 150 jeunes des FJT (une attention particulière sera apportée à la parité)

Nombre de destinataires potentiels : 15000 résidents chaque année dans les FJT

### Détail du calcul de la subvention :

Base subventionnable \* le taux d'intervention

### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
FRAIS DE STRUCTURE AU PRORATA	5 500,00	13,75%	REGION IDF PROJETS CITOYENS	20 000,00	50,00%
SALAIRES ET CHARGES	26 000,00	65,00%	FONDATION DE FRANCE	9 200,00	23,00%
AUTRES FRAIS ATELIERS REFLEXION	8 500,00	21,25%	DDCS	7 500,00	18,75%
Total	40 000,00	100,00%	RESSOURCE PROPRES	3 300,00	8,25%
			Total	40 000,00	100,00%

## ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	8 000,00 €
2015	12 000,00 €

<b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b>
---

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

<b>Année</b>	<b>Dispositif d'aide</b>	<b>Montant voté</b>
2011	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2011	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2012	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2012	Subvention annuelle à l'URFJT - Gestion du contingent régional	20 000,00 €
2012	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	30 000,00 €
2013	Subvention à l'Union des Foyers de Jeunes Travailleurs d'Ile-de-France (UFJT)	39 000,00 €
2013	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	30 000,00 €
2013	Subvention annuelle à l'URFJT - Gestion du contingent régional	20 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
	<b>Montant total</b>	<b>219 000,00 €</b>